

Maurice Halbwachs (1938)

Morphologie sociale

Un document produit en version numérique par Mlle Méliza Grenier, stagiaire
Et Jean-Marie Tremblay, professeur de sociologie, Cégep de Chicoutimi
Courriel: jmt_sociologue@videotron.ca
Site web: <http://pages.infinit.net/sociojmt>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"
Site web: http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Mlle Méliza Grenier, stagiaire, étudiante en bureautique au Cégep de Chicoutimi en collaboration avec Jean-Marie Tremblay, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Maurice Halbwachs (1938),

Morphologie sociale.

Une édition électronique réalisée à partir du texte de Maurice Halbwachs publié en 1938.

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée en 2001 par Mlle Grenier et remaniée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh le 27 février 2002.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5" x 11")



Table des matières

[AVANT-PROPOS](#) par Maurice Halbwachs

[INTRODUCTION](#) par Maurice Halbwachs

PREMIÈRE PARTIE : [LA MORPHOLOGIE SOCIALE AU SENS LARGE](#)

CHAPITRE 1 [La morphologie religieuse](#)

CHAPITRE 2 [La morphologie politique](#)

CHAPITRE 3 [La morphologie économique](#)

DEUXIÈME PARTIE : [LA MORPHOLOGIE SOCIALE STRICTO SENSU OU LA SCIENCE DE LA POPULATION](#)

Première section: [Les conditions spatiales](#)

CHAPITRE 1 [La population de la Terre et des continents](#)

CHAPITRE 2 [La densité de la population. Les grandes villes](#)

CHAPITRE 3 [Les mouvements migratoires](#)

Deuxième section [Le mouvement naturel de la population](#)

CHAPITRE 1 [Le sexe et l'âge](#)

CHAPITRE 2 [Natalité, nuptialité, mortalité](#)

CHAPITRE 3 [Le renouvellement des générations, reproduction et vitalité
démographique](#)

CHAPITRE 4 [La population et les subsistances](#)

[CONCLUSION](#)

AVANT-PROPOS

Par Maurice Halbwachs

[Retourner à la table des matières](#)

La vieille démographie, appelée autrefois statistique de la population, la géographie humaine, la science des faits économiques qui suit dans l'espace et le temps l'évolution des établissements industriels et ruraux : de tout ce qu'elles nous apportent il y a beaucoup à retenir, pour l'étude que nous abordons ici, et qui portera sur les structures matérielles des groupes et des populations. Cependant, on est tout de suite frappé de ce que les faits et notions s'y présentent, sinon en désordre, du moins en ordre dispersé, de ce qu'on n'aperçoit pas ce qui fait l'unité de leur ensemble.

Durkheim s'est inspiré d'une vue plus systématique. Il proposait d'appeler morphologie sociale une étude qui porterait sur la forme matérielle des sociétés, c'est-à-dire sur le nombre et la nature de leurs parties, et la manière dont elles-mêmes sont disposées sur le sol, et, encore, sur les migrations internes et de pays à pays, la forme des agglomérations, des habitations, etc. L'auteur des Règles de la méthode sociologique, qui recommandait d'étudier les réalités sociales « comme des choses », devrait attribuer une importance particulière à ce qui, dans les sociétés, emprunte davantage les caractères des choses physiques : étendue, nombre, densité, mouvement, aspects quantitatifs, tout ce qui peut-être mesuré et compté. C'est de cette définition que nous sommes parti.

Il nous est apparu tout de suite qu'il y a une morphologie sociale au sens large, puisque toutes les sociétés, famille, église, état, entreprise industrielle, etc., ont des formes matérielles. Mais tous les faits et caractères morphologiques relevés dans les cadres des sociologies particulières, nous les avons vus, aussi, se replacer et s'intégrer dans les faits de population, objet de la morphologie sociale stricto sensu. Ceux-ci, — et c'est un point sur lequel nous aurons beaucoup à insister — sont à étudier en eux-

mêmes, indépendamment de tous les autres faits sociaux, comme un ensemble homogène, et qui se suffit.

Au reste, la science de la population elle-même, ainsi entendue, est bien une partie, et une partie essentielle, de la science sociale. Car on est obligé de s'y placer au point de vue sociologique. Il y a sans doute une démographie mathématique, et une démographie biologique. Nous sommes loin d'en méconnaître l'intérêt. Mais elles portent sur les seuls aspects de la réalité qui se prêtent à l'application de leurs méthodes, et qui, certainement, n'en sont pas le tout, ni, pensons-nous, l'essentiel. Nous avons tenté, pour notre part, de mettre en lumière, derrière les faits de population, des facteurs sociaux, qui sont en réalité des facteurs de psychologie collective, mal aperçus jusqu'ici, et sans lesquels, cependant, la plupart de ces faits demeureraient pour nous inexplicables.

INTRODUCTION

Par Maurice Halbwachs

[Retourner à la table des matières](#)

L'apparence extérieure des minéraux, l'agencement des couches géologiques, les formes des plantes et des êtres vivants, la disposition des organes et tissus : autant d'exemples d'études morphologiques, dans le domaine des sciences naturelles. Dans le monde social, on parle aussi de formes, mais quelquefois en un sens vague et métaphorique. Il nous faut donc préciser d'abord ce que nous entendrons ici par structures ou formes de la société.

1° Ce sera, par exemple, la façon dont se distribue la population à la surface du sol. Fait purement physique en apparence, qui résulte de l'espace disponible et des circonstances locales. La figure du groupe reproduit les formes de la nature matérielle : population groupée dans une île, disposée autour d'un lac, répandue dans une vallée. Une agglomération urbaine ressemble à une masse de matière dont les éléments gravitent vers un noyau central, avec un contour plus ou moins net. Vue à vol d'oiseau ou d'avion, c'est une excroissance, un accident du terrain.

2° On appellera aussi structure d'une population sa composition par sexes, par âges. Les différences de ce genre sont sensibles, au même titre que des caractères matériels. Faits biologiques : la société se rapproche d'un organisme. Hommes et femmes sont comme deux grands tissus vivants, opposés et complémentaires. Les âges représentent les phases successives d'évolution pour les cellules d'un organe ou d'un corps.

Cette fois nous ne considérons plus les sociétés dans leur rapport avec le sol. Les sociétés humaines ne sont pas seulement en contact avec la matière. Elles sont elles-

mêmes des masses vivantes et matérielles¹. Comment en serait-il autrement, puisque, composées d'êtres qui occupent des parties de l'espace très rapprochées, elles ont, comme tous les objets sensibles, une étendue et un volume, une forme et même une densité ? Ces grands corps collectifs peuvent croître, et décroître. Par les morts, ils perdent sans cesse une partie des unités qui les constituent, et ils les remplacent au moyen des naissances.

Ajoutons qu'ils peuvent se mouvoir. Ici il faut tenir compte à la fois du sol (1°), et de leur nature d'êtres organiques (2°). Ils se déplacent quelquefois d'ensemble : par exemple des tribus de nomades, ou des armées en marche. En tous cas leurs parties sont plus ou moins mobiles : il y a, dans ces groupes, des déplacements internes, des courants d'entrée et de sortie.

Ce sont là, assurément, autant de faits de structure.

3° Ce que nous avons observé jusqu'ici s'appliquerait aussi aux sociétés animales. Non seulement une fourmilière, mais un banc de poissons, un essaim d'abeilles, ont des caractères du même ordre que la grandeur, la figure des groupes humains ; ils peuvent être localisés, changer d'emplacement et de forme. Leurs membres se distinguent suivant l'âge, le sexe, etc. — Voici maintenant des sociétés qui, tout en présentant des formes matérielles, sont ce que nous appelons des réalités d'ordre moral. Tel est le cas de groupes relativement simples, qu'on observe surtout dans les civilisations dites primitives, mais aussi dans les nôtres : les clans, les familles, en particulier les groupes domestiques étendus.

Il est possible d'analyser la structure d'une famille même compliquée et partiellement fondue avec d'autres, même si sa localisation dans l'espace est incertaine. Elle se laisse figurer matériellement, par un tableau de filiation, par une vue schématique des diverses branches et de leurs ramifications. C'est qu'il y a bien un élément spatial dans la famille. Bien que tels de ses membres s'en éloignent, et subissent l'attraction d'autres groupes, il y a en elle presque toujours comme un noyau, une région plus dense où se rassemblent et se tiennent rapprochés à travers le temps une partie appréciable de ses éléments. En particulier, chaque groupe de parenté a son centre spatial, qui est la maison familiale, habitée par le plus âgé, ou par une des branches, et où les autres membres se rejoignent parfois. — D'autre part, outre cette localisation, outre son étendue (à l'origine surtout), signalons la nature organique de la famille. Elle peut être rattachée, en effet, à ces structures biologiques fondées sur le sexe et l'âge, puisqu'elle suppose entre ses membres des liens vitaux. La croissance d'une population se ramène à la lente poussée de toutes ces tiges entrelacées, les familles, qui en sont les membres ou les parties.

Pourtant, la consanguinité et le rapprochement dans l'espace ne suffisent pas à constituer une famille, en ses traditions et son esprit. La diversité des rapports de parenté, les degrés inégaux qu'on distingue dans la cohésion familiale nous transportent aussi dans un monde de représentations et d'états affectifs qui n'ont plus rien de matériel. Tous ces éléments de forme, grandeur, lieu, courant vital qui passe d'une

¹ Lotka a montré que la répartition de l'espace entre diverses espèces animales n'est qu'un aspect du partage qu'elles font entre elles de la matière inanimée. Il y a d'autres genres de liaison entre populations animales, fondés sur le parasitisme, sur les rapports observés entre animaux-prédateurs et animaux-proies. (Voir : V.-A. KOSTITZIN, *Biologie mathématique*. Collection Armand Colin, 1937). Au reste, les diverses races et variétés humaines sont aussi parfois entre elles dans le rapport de prédateur à proie, et se distribuent l'espace disponible en conséquence.

génération à l'autre, expriment maintenant une réalité différente, c'est-à-dire des pensées, une vie psychologique. Expression qui, d'ailleurs, a aussi sa réalité, et qui entre comme telle dans la conscience que la famille prend d'elle-même, dans ses changements et ses démarches, dans sa consistance.

Ainsi nous sommes passés des formes en apparence surtout physiques et géographiques (place, grandeur, densité) aux aspects organiques et biométriques (sexe, âge), et enfin à des structures analogues aux précédentes, mais solidaires d'une conscience collective que nous n'apercevons pas, que nous ne jugions pas nécessaire de supposer présente aussi sous quelque forme, aux deux premiers degrés.

Est-ce tout, cependant, et avons-nous épuisé le contenu de la morphologie collective ?

4° Le sociologue allemand Simmel, étudiant « les formes sociales », en donnait comme exemples « la Chambre des lords, la Compagnie des Indes, la monarchie héréditaire, les bureaux, les églises ». Toute institution collective est en effet une forme imposée à la vie commune : cadres religieux, politiques, économiques. Tout ce qui est à la fois défini et stable est bien tel, par opposition à l'indéterminé et au mouvant. Pourtant nous ne pouvons étendre la signification du mot formes (en tant qu'il désigne l'objet de la morphologie collective) jusqu'au point de confondre les formes matérielles des sociétés avec les organes de la vie sociale, — et ceci, parce que la distinction entre organes et fonctions n'est pas claire, et n'est pas assez tranchée, lorsqu'on la transporte dans la science des groupes humains et de leur organisation.

Il faut dire plutôt que, qu'il s'agisse d'une entreprise industrielle, d'une bourse des valeurs, d'un organe de la vie politique, nous n'aurons de ces institutions qu'une vue abstraite, si nous ne les plaçons pas en une partie de l'espace, si nous n'apercevons pas les groupes humains qui en assurent le fonctionnement. Les institutions ne sont pas de simples idées : elles doivent être prises au niveau du sol, toutes chargées de matière, matière humaine et matière inerte, organismes en chair et en os, bâtiments, maisons, lieux, aspects de l'espace. Tout cela tombe sous les sens. Ce sont des figures dans l'espace, qu'on peut décrire, dessiner, mesurer, dont on peut compter les éléments et les parties, reconnaître l'orientation, les déplacements, évaluer les accroissements, les diminutions. C'est en ce sens que tous les organes de la vie sociale ont des formes matérielles.

Maintenant n'oublions pas que toutes les formes que nous venons de passer en revue, sous les quatre divisions précédentes, ne nous intéressent que parce qu'elles sont étroitement liées à la vie sociale, qui consiste tout entière en représentations et tendances. Dans le forum romain, en tant que place, avec des basiliques, des tribunaux, des statues, on peut ne voir qu'une partie du sol bien délimitée, et un assemblage d'objets physiques. L'activité politique qui s'y déployait nous transporte sur un plan différent. Mais comment la concevoir, telle qu'elle s'est historiquement déroulée, dans un autre cadre ? Toutes les générations successives de Rome ont mis sur celui-ci leur empreinte. Et toutes l'ont eu sous les yeux, se le sont représenté.

Considérons-nous les divisions politiques ou économiques d'une société ? On peut en trouver la base dans la nature physique. Elles ne sont cependant pas purement matérielles. Entre elles et les divisions de la géographie physique il y a bien cette différence que les premières résultent de dispositions morales. C'est le droit public, ce

sont les traités qui les déterminent. Nous sentons qu'elles exercent sur nous une contrainte qui n'est pas seulement matérielle. Des hommes, des volontés humaines pèsent sur nous, nous repoussent ou nous retiennent, quand nous approchons d'une frontière.

Pascal disait que les rivières sont des chemins qui marchent. C'est qu'il pensait aux hommes qui les utilisent. Dans les voies de communication, nous sentons obscurément la présence de ceux qui ont arrêté leur direction. Pistes tracées dans la brousse, ou sentiers de montagne entaillés dans le roc depuis plus de mille ans, voies romaines, chemins du moyen âge pavés de pierres irrégulières, routes modernes dont la pente a été calculée par les ingénieurs : il semble que nous voyons les pas de ceux qui s'y sont les premiers avancés, et qui les ont frayées, que nous y retrouvons la marque des outils qui ont servi à les construire. Surtout, nous nous représentons ceux qui y ont marché avant nous, qui les foulent à nos côtés.

Ainsi tous ces aspects matériels ne sont point sans rapport avec la société. Ils expriment, ils traduisent au dehors ses démarches, ses coutumes anciennes et actuelles. Quand le statisticien parcourt des yeux une série de chiffres, s'il s'agit des variations du baromètre, de l'hygromètre, il s'en tient aux données physiques qui portent leur signification en elles-mêmes, qui se suffisent. S'agit-il, au contraire, de faits de population ? Les chiffres, ici encore, nous renvoient à des réalités physiques, physiologiques. Si ce qu'on a ainsi compté, dénombré, c'était des plantes, ou des bêtes, nous n'irions point plus avant. Si ce sont des faits humains, notre pensée cherche tout de suite, au-delà des hommes comme organismes rapprochés dans l'espace, le milieu collectif dans lequel ils sont engagés, groupe urbain, groupe provincial, groupe national, et les tendances qui y existent et se traduisent en ce nombre d'habitants, de naissances, de décès.

Maintenant, si ces formes matérielles résultent, comme il le paraît, des limitations et résistances opposées à la vie sociale par les conditions physiques et biologiques, on pourra penser que c'est un élément à la fois négatif et minime, ce qu'il y a de plus mécanique et de plus superficiel dans la société. Il nous reste à montrer que la structure morphologique des groupes, et elle seule, permet parfois d'expliquer leurs états et changements internes, leurs institutions et leur genre de vie. Tout se passe comme si la société prenait conscience de son corps, de sa position dans l'espace, et adaptait son organisation aux possibilités qu'elle aperçoit ainsi. La morphologie sociale part de l'extérieur. Mais ce n'est pour elle, en effet, qu'un point de départ. Par ce chemin étroit, c'est au cœur même de la réalité sociale que nous pénétrons.

Nous nous en tiendrons à deux exemples, empruntés aux travaux de l'école sociologique française.

Voici d'abord, le grand phénomène de la division du travail. Durkheim s'est demandé si elle a été introduite dans nos sociétés en raison des avantages avant d'en avoir fait l'expérience ? Tenons-nous en, maintenant, à la structure des groupes et à ses transformations, c'est-à-dire à ce qu'il y a, en eux, à la fois de plus apparent et de plus simple. Supposons que plusieurs clans ou plusieurs tribus isolés jusqu'ici se rapprochent et forment une société unique, mais composée de plusieurs segments relativement autonomes. Puisque ce sont cependant les parties d'un même corps, des courants de circulation se dessinent de l'un à l'autre, et à travers tout l'ensemble. Enfin toute trace de séparation disparaît, et toutes les parties se fondent en un tout. Ce sont

là de simples changements de structure matérielle. Quelles en seront les conséquences ?

Jusqu'ici, l'obstacle à la division du travail était double.

— Dans un groupe composé d'un petit nombre d'hommes, la diversité naturelle des aptitudes est limitée ; en même temps, la variété des goûts et des besoins n'y est pas tellement grande qu'il s'y produise une demande suffisante de beaucoup de genres de produits. — Fondez, maintenant, deux ou plusieurs populations en une seule, de sorte qu'un plus grand nombre d'unités humaines puissent entrer en contact. Vous permettrez, du même coup, un choix et une sélection beaucoup plus grande et une spécialisation bien plus poussée. Il y a plus de chances, dans un groupe plus large, de trouver les qualités nécessaires pour faire un mécanicien de précision, un ouvrier d'art, telle espèce d'artiste, d'acteur, d'administrateur, d'homme d'État. Mais aussi, à ces productions spéciales, à ces services différenciés répondront des demandes et des clientèles spéciales aussi, puisque dans un public plus complexe, avec des éléments venus de régions et de climats divers, divers de race peut être, en tous cas détachés de milieux qui n'avaient ni le même passé, ni le même genre de vie, des besoins bien plus nombreux et plus variés se feront jour. En présence de la diversité des produits déjà à leur disposition, consommateurs ou, comme on dit maintenant, usagers, de plus en plus raffinés et difficiles, obligeront l'industrie et le commerce à s'engager dans des voies toujours plus ramifiées de spécialisation.

Ajoutez que, dans un ensemble dont les parties sont ainsi rapprochées, la population se concentre sur une étendue plus limitée. Alors, les hommes passent plus fréquemment d'un milieu à l'autre, ont un horizon plus vaste, une expérience plus riche des goûts et des biens tels qu'ils se rencontrent dans les divers lieux, dans les diverses classes : émulation, imitation, curiosité déterminent des courants de consommation et de production, et aussi font apparaître des services publics et privés nouveaux dont on prend vite l'habitude ; d'où nouvelle action réciproque des vendeurs sur les acheteurs, des clients sur les producteurs et les marchands, du public sur toutes les fonctions qu'il contrôle et qu'il stimule.

Or, à l'origine d'une telle évolution qui se produit non seulement dans la vie économique, mais dans le droit, l'administration, l'art, la science, qui atteint les ressorts les plus profonds de la société, que trouvons-nous ? De simples changements de forme : dimensions plus grandes, parties plus nombreuses, fusion plus étroite, multiplicité plus grande des unités, densité accrue des agglomérations. Quoi d'étonnant, alors, qu'un type ou qu'une espèce de société puisse être définie suffisamment par son aspect morphologique ?

Tournons-nous maintenant vers un cas plus concret, qu'a étudié M. Mauss. Les Eskimos s'abritent en hiver dans des maisons, de longues maisons où se réunissent six, sept, et jusqu'à dix familles. Elles cohabitent ainsi, chacune avec son banc spécial, ou sa part de banc cloisonné. En été, on vit sous des tentes, dont chacune ne contient qu'une famille restreinte. Suivant les saisons, aussi, ces habitations ne se distribuent pas de même. Une station d'hiver se compose de plusieurs maisons rapprochées : population concentrée, sur une aire réduite — si resserrée, parfois, que la station entière peut tenir dans une seule et unique maison (jusqu'à onze familles et cinquante-huit habitants, nombre extraordinaire en ces établissements, où une maison, en moyenne, contient cinq ou six familles). Les tentes d'été, au contraire, sont dispersées. Le groupe, en cette saison, se dissémine. Après l'immobilité relative

de l'hiver viennent des voyages et des migrations lointaines. — Ainsi, tantôt les familles sont agglomérées, comme si la tribu se repliait sur elle-même, tantôt elles se répandent sur de vastes étendues, s'égaillent le long des côtes.

Phénomène simplement curieux d'alternance ? Mais la vie sociale tout entière en est affectée : la famille, le régime des biens l'organisation politique. La religion Eskimo passe par le même rythme. Religion d'été, et religion d'hiver. Plutôt, il n'y a pas de religion en été, sauf un culte privé, domestique : tout se réduit aux rites de la naissance, de la mort, et à l'observation de quelques interdits. Au contraire, l'établissement d'hiver vit, pour ainsi dire, dans un état d'exaltation religieuse continue. Alors, mythes et contes se transmettent d'une génération à l'autre. « Ce sont, à chaque instant, des séances imposantes de shamanisme public pour conjurer les famines. Toute la vie de l'hiver n'est qu'une sorte de longue fête ».

Il n'y rien là, d'ailleurs, qui doive nous surprendre. Ce rythme alterné est plus marqué chez les Eskimos, parce qu'ils habitent des contrées où l'été s'oppose plus nettement à l'hiver qu'en d'autres contrées. Il s'observe aussi dans les sociétés américaines de peaux rouges, surtout dans la zone de civilisation du nord-ouest, ailleurs, dans les populations pastorales. Mais n'y a-t-il rien d'analogue jusque dans nos sociétés occidentales ? Ne songeons pas seulement aux veillées d'hiver dans les campagnes, tandis qu'à la ville, dans la même saison, la vie de relations s'intensifie, et qu'en été on voyage, on se disperse. Mais, indépendamment des saisons elles-mêmes et de leur alternance, les familles sont plus rapprochées l'une de l'autre, dans le cadre du village, fondues parfois en une chaude intimité presque animale : tel Cromedeyre-le-Vieil, de Jules Romains, vaste termitière humaine creusée dans le roc, où chaque cellule familiale n'est qu'une logette qui communique avec les autres. Dans les milieux urbains, au contraire, surtout dans les grandes villes, les ménages, les groupes domestiques sont dispersés. Même lorsqu'ils sont unis par des rapports de parenté, d'amitié, d'origine, de métier, ce qui les sépare les uns des autres, c'est moins encore l'espace qu'une matière humaine anonyme, qu'on devine autour de soi, alors même qu'on ne se heurte pas aux foules qui circulent dans les rues, et qui tendent à vous entraîner ailleurs qu'où l'on voudrait aller. — Mais ville et village ne diffèrent pas seulement par la structure matérielle et la distribution des habitations, des groupes d'habitants : les croyances religieuses n'y sont pas les mêmes, ni les pratiques, non plus que les occupations, les professions, les coutumes, sinon le droit, quant au partage, à la transmission des biens, et la participation à la vie publique. Si la campagne ne pouvait nourrir ses habitants qu'une moitié de l'année, s'ils devaient passer l'autre dans de grandes agglomérations industrielles, ils traverseraient les mêmes alternances que les Eskimos, et, en même temps qu'ils seraient ainsi plus rapprochés ou plus dispersés, ils seraient plongés aussi dans des civilisations très différentes.

En résumé, ce premier aperçu nous a conduit à distinguer de tout le reste de la réalité sociale les aspects matériels de la vie des groupes. Ils résultent de ce que ceux-ci existent et se meuvent dans l'espace, de ce qu'ils ont un corps, des membres, et se composent d'une masse d'éléments qui sont eux-mêmes des organismes juxtaposés.

De tels caractères sont plus ou moins en relief, suivant les formes sociales que nous avons passées en revue. Ils se trouvent au premier plan, on peut même dire qu'ils suffisent à constituer toute une province de la sociologie, quand on étudie les états et changements de la population, les villages, les agglomérations urbaines, les habitats, et aussi les migrations, les routes, les moyens de transport. Ici, nous sommes

sur un plan défini, dont nous n'avons plus à sortir, celui des faits de population purs et simples, des faits morphologiques proprement dits, au sens étroit. — S'agit-il d'autres réalités collectives : les clans et les tribus, les familles, les groupes religieux, politiques, etc. ? Les faits de structure spatiale ne représentent plus alors le tout, mais seulement la condition et comme le substrat physique de telles communautés. L'activité de celles-ci a, dans chacun de ces cas, un contenu particulier, spécifique, et ne se confond pas avec des changements de structure spatiale et de distribution sur le sol. En d'autres termes, replacées et saisies dans les cadres des sociologies particulières, les formes matérielles des sociétés reflètent tout l'ordre de préoccupations propres à chacune d'elles ; c'est pourquoi il y a une morphologie religieuse, une morphologie politique, etc. : faits morphologiques au sens large.

En tous cas, la morphologie sociale, comme la sociologie, porte avant tout sur des représentations collectives. Si nous fixons notre attention sur ces formes matérielles, c'est afin de découvrir, derrière elles, toute une partie de la psychologie collective. Car la société s'insère dans le monde matériel, et la pensée du groupe trouve, dans les représentations qui lui viennent de ces conditions spatiales, un principe de régularité et de stabilité, tout comme la pensée individuelle a besoin de percevoir le corps et l'espace pour se maintenir en équilibre.

Première partie

LA MORPHOLOGIE SOCIALE AU SENS LARGE

[Retourner à la table des matières](#)

CHAPITRE 1

LA MORPHOLOGIE RELIGIEUSE

[Retourner à la table des matières](#)

Il n'est pas de société qui ne dessine sa place dans le milieu spatial, et qui n'ait à la fois une étendue et un support matériel. C'est que toute activité collective suppose une adaptation du groupe à des conditions physiques qu'il est bien obligé de se représenter à sa manière. Un homme d'État, un membre du clergé, un industriel connaissent, au moins en gros, le nombre des hommes qu'ils ont à diriger, dont ils gèrent les intérêts matériels ou spirituels, sur lesquels s'étend leur influence. Ils se représentent leur place, leur distribution, et aperçoivent, sous forme d'une hiérarchie ou d'un ordre figuré, les liaisons et rapports qu'ils ont entre eux, et avec l'ensemble dont ils font partie. Toutes les associations, toutes les collectivités quelles qu'elles soient, ont donc bien un aspect morphologique. Il y a en d'autres termes une morphologie sociale générale, qui a pour objet d'étudier les formes matérielles de tous les groupes particuliers, de toutes les grandes activités en lesquelles se décompose la vie collective dans son ensemble. C'est sur cela que nous allons d'abord fixer notre attention.

Nous devons prévoir, d'ailleurs, que ces formes et structures spatiales nous paraîtront être plus ou moins développées, et même jouer un rôle différent, inégal, suivant les diverses institutions que nous aurons à passer en revue. C'est pourquoi il convient, dans cette recherche, de suivre un ordre, en se guidant sur une classification approximative des diverses organisations et activités sociales d'après l'importance relative des représentations matérielles et spatiales dans la vie et la pensée du groupe.

Il y a des religions de clans, de tribus, de cités et de peuples. « Religions closes », sans doute, puisqu'en fait elles ont les mêmes limites qu'une communauté fermée : mais ce sont, à vrai dire, les seules auxquelles l'observation sociologique puisse s'appliquer.

On en peut dresser la carte, et compter le nombre de leurs fidèles. Certes, il y a croyants et croyants. Mais rien n'empêche de ne pas s'en tenir seulement à l'étiquette, et de distinguer ceux qui pratiquent réellement. C'est ce qu'a fait récemment M. Le Bras, dans une enquête sur les transformations religieuses des campagnes françaises. Il s'est appuyé sur des états statistiques détaillés conservés et tenus à jour dans les archives paroissiales et diocésaines. « Lorsque, dit-il, on place tous les chiffres sur une carte des 40 000 communes de France, le premier fait qui frappe l'œil, c'est le partage du pays en vastes régions de fidélité et d'indifférence. Au XVIII^e siècle, la pratique offrait partout des caractères à peu près pareils, et d'identiques glissements. Aujourd'hui, la France religieuse est une confédération de pays disparates. Il y a trois grandes zones de pratique : Nord-Ouest, Nord-Est et Est, Massif Central, et quelques quartiers moindres : Pays basque, Terres froides du Dauphiné, Queyras, où les pascalisans [entendez : ceux qui font leurs Pâques] sont la majorité, parfois la quasi-unanimité. Entre ces régions s'étendent des déserts sans pratique, où la proportion des assidus atteint rarement le dixième de la population adulte. Chaque groupe régional compte plusieurs départements, plusieurs milliers d'habitants, et les limites sont presque aussi nettes que celles des États ».

Tout ensemble confessionnel un peu étendu a ses frontières, qu'il surveille et s'efforce de maintenir : celle du luthéranisme allemand, qui passe à Strasbourg et empiète sur l'Alsace, n'a guère changé depuis le XVII^e siècle. Ajoutez qu'au-delà des pays qui se partagent entre les diverses branches du christianisme, il y a le vaste monde des infidèles où catholiques et protestants ont leurs missions : c'est le territoire colonial de l'Église. De ces établissements, isolés ou groupés et reliés étroitement entre eux et au centre du groupe religieux, on connaît le nombre, l'étendue, l'emplacement : les cartes qu'on en dresse peuvent changer, souvent et vite, alors que dans nos vieux pays, où les confessions différentes se sont en quelque sorte adaptées l'une à l'autre à la longue, les zones qu'elles occupent subsistent à peu près telles quelles durant des périodes séculaires.

De même qu'il y a une densité de la population, il existe en quelque sorte une densité religieuse, qui est d'ailleurs assez différente suivant qu'on calcule le nombre des fidèles d'une religion par rapport au sol occupé, ou par rapport à la population elle-même (croyants et incroyants, membres d'autres confessions). Elle varie, en tout cas, suivant que les fidèles sont agglomérés ou dispersés. S'il est vrai qu'il y en a plus, et plus étroitement groupés, dans les campagnes que dans les grandes villes, et, à Paris, par exemple, dans les quartiers riches ou aisés que dans les faubourgs ouvriers, on voit que cette densité religieuse ne correspond pas à la densité démographique, au moins de notre temps. Au contraire, les villes les plus peuplées de l'Europe occidentale, durant le moyen âge, étaient aussi les points maxima de densité religieuse.

De même qu'il y a, dans l'espace, des mouvements de peuples, la population religieuse se déplace, peut se déplacer : des courants circulent dans ce corps. Déplacements périodiques, chaque jour, chaque semaine, à certaines dates consacrées, quand en une région tous les pratiquants quittent leurs maisons pour se rendre dans les lieux du culte. puis se dispersent de nouveau. Déplacements non périodiques, mais exceptionnels, avec ou sans esprit de retour. En ce cas, ils se confondent quelquefois avec des

courants migratoires au sens démographique. La conquête arabe nous donne l'idée de migrations guerrières qui étaient en même temps des déplacements en masse de fidèles, et les premiers colons américains étaient aussi des pionniers de la foi. Mais, dans des populations sédentaires, les migrations proprement dites n'ont plus en général ce caractère, et les pèlerinages ou les déplacements dans un esprit de prosélytisme sont d'ailleurs temporaires.

Un corps religieux, comme une population nationale ou urbaine, peut s'accroître ou diminuer. On retrouve même, dans une Église, l'analogie des naissances : entrées dans l'Église par baptême (baptêmes d'enfants qui n'ont pas encore de religion, ou conversions d'adultes). Mais la mort n'implique pas une sortie de l'Église. Pour retrouver l'analogie des décès, il faut songer à ceux qui cessent de croire et de pratiquer, et qui sortent de la communauté, d'eux-mêmes (qu'ils s'attachent à une autre religion, ou restent en marge de toutes), ou parce qu'on les en retranche (excommunication). Pourtant ce n'est point là une mort à la rigueur, même du point de vue du groupe religieux : car, hérétique, renégat, apostat, relaps, on peut toujours, moyennant les réparations et expiations nécessaires, y être admis à nouveau et réintégré. La seule mort religieuse qui serait définitive, c'est la damnation, qui ne se présume pas. Il y a du moins, au sens que nous venons de dire, des morts provisoires, et relatives (mort par rapport à la confession que l'on quitte, naissance par rapport à celle où l'on entre).

La distribution géographique des groupes confessionnels peut être modifiée, nous l'avons vu, par des déplacements dans l'espace (déplacements internes ou extérieurs qui ne font point sortir, d'ailleurs, de la religion particulière), et aussi par le jeu des baptêmes et conversions individuelles : accroissement, aussi, ou diminution du nombre des unités. Mais elle peut l'être encore dans ses rapports avec les groupes d'autres confessions : par refoulement brusque ou progressif ; par conversions en masse (de toute une tribu, de tout un peuple) ; par une sorte de noyautage : pénétration d'éléments incroyants, ou d'autres confessions, au sein de la masse, et, à partir d'eux, prosélytisme, propagande, influence de l'exemple ; par changement de souveraineté aussi, ou parce que le prince change de religion : ainsi, avant et après la Réforme : *cujus regio, hujus religio* ; par des mouvements migratoires purs et simples : des émigrants de même confession se transportent d'un pays à l'autre, pour des raisons non religieuses (arrivées, aux États-Unis, d'Italiens, d'Irlandais, dont s'accroît le groupe confessionnel catholique ; de juifs russes, si bien que New-York est aujourd'hui la plus grande ville juive du monde) ; par toutes les causes, enfin, qui modifient la natalité, la mortalité, dans la population dont le groupe religieux est solidaire, où il recrute la masse de ses adhérents. Sur place, et sans changement apparent de figure, la densité religieuse, la distribution des fidèles à l'intérieur du territoire confessionnel peut ainsi être profondément modifiée.

Considérons, enfin, la structure du groupe religieux, c'est-à-dire de l'Église, qui comprend l'ensemble des clercs et des laïques. L'étendue qu'elle occupe est divisée en circonscriptions relativement homogènes, juxtaposées et groupées, ayant chacune un centre, des limites, une place et une forme : dans le catholicisme, paroisses, diocèses, évêchés, archévêchés, assemblages de provinces ecclésiastiques, qui sont comme les membres de l'Église. A cette répartition s'en superposent d'autres, celle des ordres et couvents, organisation elle-même hiérarchisée, celle des lieux du culte, des lieux consacrés, des centres de pèlerinage. C'est bien de tous ces éléments qu'est constituée la représentation collective de l'espace religieux, commune au groupe, plus ou moins claire et précise dans les consciences individuelles de ses membres.

Or, tous ces faits de morphologie religieuse peuvent être envisagés de deux points de vue.

Par rapport à la religion elle-même et elle seule, en tant qu'ils l'affectent dans ses dogmes, ses rites, dans sa vie spirituelle, croyances, formes de dévotion, et dans son organisation proprement ecclésiastique. Qu'un pays soit converti à une confession, cela n'entraîne point nécessairement des conséquences démographiques. En revanche lorsqu'elle gagne en extension, la religion elle-même se fortifie. De même lorsque les groupes religieux se font plus denses, et, encore, quand la zone qu'ils occupent est continue, sans intervalles ou espaces intercalaires occupés par des fidèles d'une autre foi. Que la structure matérielle de l'Église se modifie, que ses parties adoptent un autre ordre, manifestent d'autres liaisons, c'est bien le signe d'une transformation, mais de nature purement religieuse. Quand l'Église universelle du moyen âge s'est décomposée en églises nationales, ce fait ne semble pas avoir eu de grandes conséquences sur le plan démographique. Mais, au point de vue religieux, ce changement de structure signifie que le spirituel se subordonne de plus en plus au temporel, et que le chef de l'Église tend à tomber dans la dépendance de l'État déterminé sur le territoire duquel il réside : le pape devient d'abord prince italien, puis, en quelque mesure, fonctionnaire de l'administration italienne. Lorsque les bâtiments d'un ordre monacal se transforment, qu'on y voit apparaître des cellules, un cloître, au lieu du dortoir commun, et des jardins qui ouvrent sur la campagne, c'est le signe qu'on a introduit une règle nouvelle : la communauté se replie sur elle-même, en même temps que ses membres sont encouragés à s'isoler les uns des autres, à se consacrer à une dévotion tout intérieure. En de tels cas, l'arrangement des parties dans la société confessionnelle et ses changements trouvent leur cause dans la religion, et n'ont d'influence que sur elle.

Lorsqu'ils sortent d'une église ou qu'ils reviennent d'un pèlerinage les familles et les individus sont ce qu'ils étaient avant d'y être entrés ou d'y être allés, en tant qu'unités démographiques. S'ils se sont, au cours des cérémonies, distribués dans l'espace d'une certaine manière, c'est leur conscience religieuse seule qui a pu en être modifiée.

Mais ces changements de forme matérielle auxquels sont soumis les établissements religieux peuvent être envisagés aussi en eux-mêmes, abstraction faite de la religion. On reconnaît alors qu'ils s'en détachent en effet, comme s'ils constituaient un ordre de réalité distinct, et se replacent dans un autre ensemble, celui des faits de population au sens étroit. Donnons seulement quelques exemples.

Ces grandes assemblées religieuses, ces migrations pour des motifs confessionnels, croisades ou pèlerinages, sont la cause du rassemblement et de la concentration en un même lieu d'un grand nombre d'hommes. En dehors des fidèles, il y a ceux qui viennent là par curiosité, et pour des raisons d'affaires, spectateurs profanes, soldats de passage, aventuriers, marchands d'objets de piété, commerçants au détail, aubergistes, fournisseurs de toutes denrées et de tous services. Les croisades ont été, pour des villes comme Venise et Byzance, l'occasion d'un trafic intense. Il y a ceux qui suivent les fidèles, comme ceux qui suivent les armées. Or ces foules, dans leur volume et leur structure, sont soumises à l'action de bien des causes qui les modifient. Elles sont le siège de faits morphologiques de même nature que la population dans son ensemble. Michelet nous dit que, lors de la première croisade, six cent mille hommes avaient pris la croix. Ils n'étaient plus que vingt-cinq mille en sortant d'Antioche. Dix mille hommes revirent l'Europe. Qu'était devenu tout le reste ? « Il était facile

d'en trouver la trace : elle était marquée par la Hongrie, l'empire grec et l'Asie, sur une route pleine d'ossements ». Exagération peut-être. Mais tout ce brassage humain eut de bien autres conséquences. C'est la rencontre de l'Europe et de l'Asie, de deux groupes de population avec des structures démographiques différentes : quels changements ne durent pas s'introduire alors dans l'un et dans l'autre ? En Europe même, par le départ de tant d'hommes, comment les mouvements des naissances, des mariages, des morts, et, par leur passage à l'aller et au retour, comment la forme des établissements humains n'auraient-ils pas été profondément altérés ?

D'autre part, lorsqu'un groupe religieux augmente ou diminue, s'il présente des tendances démographiques qui le distinguent des autres, son extension relative n'est pas sans effet sur la population en général, et en particulier sur son rythme d'accroissement. Les philosophes du XVIII^e siècle soutenaient que la présence dans un pays comme la France d'une quantité considérable de prêtres, et surtout de moines et de religieuses vouées au célibat, était un obstacle à l'accroissement de la population. Mais, en sens contraire, dans son livre : *Du Pape*, Joseph de Maistre prône, à cet égard, l'excellence du célibat religieux : « Il ne faut jamais perdre de vue qu'il n'existe pas de véritable prêtre dont la sage et puissante influence n'ait donné peut-être cent sujets à l'État : car l'action qu'il exerce sur ce point n'est jamais suspendue, et sa force est sans mesure ; en sorte qu'il n'y a rien de si fécond que la stérilité du prêtre. La source intarissable de la population... c'est la continence dans le célibat, et la chasteté dans le mariage. L'amour accouple ; c'est la vertu qui peuple. Toutes les religions du monde [autres que le catholicisme romain], s'arrêtent à la porte de la chambre nuptiale. Une seule religion entre avec les époux, et veille sur eux sans relâche. Dire du prêtre célibataire qu'il nuit à la population c'est dire que l'eau nuit à la végétation, parce que ni le froment ni la vigne ne croissent dans l'eau. Parmi les lettres de saint François de Sales, on trouve celle d'une femme de qualité, qui l'interroge pour savoir si elle peut, en conscience, refuser d'être épouse en certains jours solennels où elle aurait voulu n'être qu'une sainte. L'Évêque répond et montre les lois du saint lit conjugal ».

Inversement, les faits de population réagissent sur la forme et la densité des groupes confessionnels. L'étude de Mauss sur les Eskimos nous a appris que l'intensité de la vie religieuse dans ces tribus varie suivant qu'elles sont concentrées ou dispersées. La différence est très marquée aussi, à cet égard, entre la ville et la campagne. Dans les grandes villes, il est plus difficile à un groupe religieux de s'isoler des autres, de s'agglomérer autour de l'église. La multiplication des routes, des moyens de transport, agit dans le même sens. Elle crée des courants de nouveauté, de critique, de libre pensée, qui pénètrent dans la masse croyante, menacent sa consistance, quelquefois la désagrègent. L'exode rural vers les villes, en même temps qu'il diminuait la densité des communautés rurales catholiques, a transporté les éléments qu'il leur arrachait dans des milieux urbains complexes, peu favorables aux séparations confessionnelles. En France, les régions où la structure matérielle des groupes religieux (grandeur, densité) a peu changé, paraissent bien avoir été touchées moins que les autres par les grands mouvements démographiques modernes, abaissement du taux de natalité, migrations intérieures, formation de grandes villes.

Comment une religion, telle que le christianisme, née et diffusée d'abord en Asie et sur les côtes de la Méditerranée, aurait-elle pris pied en Europe, s'y serait-elle répandue, sur des régions toujours plus vastes, si elle ne s'était pas propagée parmi des peuples qui, jusque-là, n'avaient point été touchés par elle, mais qui lui ont prêté l'appui de leur étendue et de leur cohésion ? La rapidité de ses conquêtes nous étonne.

Peut-on l'expliquer par une force cachée qui était en elle ? Elle n'a pas cependant créé de toutes pièces la multitude des chrétiens, et même elle ne paraît pas avoir, d'abord, sensiblement modifié dans leur grandeur et leur structure, les groupes de population qui l'ont reçue dans les premiers siècles. De même qu'elle porte, dans les formes extérieures de sa hiérarchie, dans ses subdivisions locales, la marque de l'organisation dans l'espace que s'était donnée l'empire romain, sa figure, ses limites, aux différentes époques, reflètent la distribution sur le sol d'un groupe de tribus installées en Gaule, en Allemagne, en Espagne, ailleurs encore, de leurs rapprochements temporaires, de leurs confédérations provisoires. Elle s'est arrêtée longtemps à leurs frontières, se heurtant aux mêmes obstacles qu'eux. La masse des fidèles a grandi parce que la population de ces groupes s'accroissait, par des conquêtes, par des poussées de natalité. Elle s'est réduite quand ils étaient décimés par la guerre, par les épidémies, c'est-à-dire par l'altération de leur nature démographique.

Quant aux croisades, ce n'est pas seulement par leurs conséquences, c'est par leurs causes, qu'elles débordent le cadre d'un processus purement et uniquement religieux. Auraient-elles été possibles ailleurs que dans des populations instables, mal fixées au sol et tourmentées d'un besoin de mouvement ? Les chefs féodaux n'étaient point retenus par leurs châteaux, leurs manoirs, petits établissements isolés. Le bas peuple, répandu dans les campagnes, ne l'était point par des agglomérations trop réduites. Cette structure matérielle de la société, inconsistante et précaire, comment eût-elle fait contrepoids à l'attraction d'un courant de population à la fois migratoire et guerrier, sous un mot d'ordre religieux, qui gagnait en force à mesure qu'en avançant il grossissait ? La population semble alors sédentaire. La période historique des invasions est close. Mais, de ces ébranlements encore proches on garde toujours le souvenir, et les groupes sont prêts à se mettre en marche de nouveau.

Après les croisades viendra le mouvement communal. L'Europe peu à peu s'organisera autour des villes d'artisans et de marchands. Mais de là, bientôt, un remaniement profond des cadres religieux dans l'espace, avec la Réforme. La Réforme prendra son point d'appui dans les grandes villes d'Allemagne, de Hollande, de Suisse, d'Angleterre. Ici encore, des faits de population préparent le terrain sur lequel des établissements religieux nouveaux ou renouvelés pourront développer leur structure.

En résumé, ce n'est point en un sens purement symbolique que nous devons prendre l'expression : le corps de l'Église. L'ensemble des fidèles se présente comme une masse matérielle, et rien de ce qui s'y produit ne reste sans signification religieuse. Une histoire du christianisme serait non seulement incomplète, mais pleine d'obscurités et sans doute d'erreurs, si elle ignorait les localisations des premières églises, le nombre des fidèles, et comment ces groupes se sont déplacés et étendus dans l'espace. Mais la population des fidèles n'est cependant qu'une partie de la population en général, et, si l'on oublie l'institution religieuse, pour ne considérer que les groupes humains qui s'y rattachent, il n'y a aucune raison de les séparer du milieu démographique où ils sont compris. Vus sous cet angle, les faits de morphologie religieuse se replacent parmi les faits de population purs et simples : en particulier, comme nous venons de le voir, l'étendue des communautés religieuses et leurs changements de structure résultent le plus souvent de dispositions et de mouvements bien plus larges, qui affectent la population tout entière.

CHAPITRE 2

LA MORPHOLOGIE POLITIQUE

[Retourner à la table des matières](#)

Ce n'est point par hasard que les démocraties sont nées dans les pays baignés par la mer, autour des ports, partout où une circulation plus intense et plus étendue mettait des hommes de nations et de conditions sociales très différents en rapports et en contacts fréquents. Une organisation politique est moulée sur les conditions spatiales bien plus étroitement qu'un système religieux. La résistance des choses fait s'écrouler les empires, met en échec les tentatives des législateurs systématiques. Il ne suffit pas ici de connaître les pensées et les sentiments des hommes : c'est sur leurs corps aussi bien que sur leurs esprits, qu'il faut agir. Attendons-nous à ce que les formes et la structure matérielle des groupes jouent ici un rôle bien plus grand que lorsqu'elles réagissent sur des croyances qui ne comportent pas au même degré les sanctions de l'expérience physique.

La morphologie politique est l'étude des divers systèmes de gouvernement et d'administration dans leurs rapports avec les formes extérieures des groupes auxquels ils s'appliquent. Platon, déjà, dans les Lois, préoccupé d'assurer la stabilité de l'État tel qu'il le concevait, fixait le nombre des citoyens, et cherchait les moyens d'obtenir qu'il ne variât ni en deçà, ni au-delà. Rousseau, dans son Contrat social, remarquait qu'il doit y avoir un rapport entre l'étendue du territoire et la forme du gouvernement : la république telle qu'il l'entendait, c'est-à-dire le gouvernement direct du peuple par le peuple (sans l'artifice de représentants élus) ne conviendrait qu'aux très petits pays les très grands ne peuvent être régis que par un despote. Montesquieu consacrait tout un livre de *l'Esprit des lois* au sujet suivant : *des lois dans le rapport qu'elles ont avec*

le nombre des habitants. Au reste, il n'y traitait guère que des anciens, des philosophes grecs qui formaient des plans en vue de limiter la population, des lois d'Auguste qui avaient pour objet de l'accroître.

Durkheim, dans un chapitre des *Règles de la méthode sociologique*, a montré comment on pouvait classer les divers types de société d'après leur structure seulement, c'est-à-dire d'après le mode et le degré de composition de leurs parties. S'appuyant surtout sur l'exemple des sociétés à base de clans, il distinguait des sociétés simples, à plusieurs segments, d'autres composées des précédentes. À chacune de ces formes devaient correspondre des institutions particulières, notamment des institutions politiques, bien définies. En même temps que sur le nombre des parties, il insistait sur le degré de leur rapprochement, depuis une simple juxtaposition jusqu'à une entière coalescence. Ce n'était là, d'ailleurs, qu'une esquisse encore un peu schématique.

On pourrait la reprendre en l'appliquant aux sociétés historiques et contemporaines, du point de vue des constitutions politiques. Presque toutes, en effet, résultent de la réunion de sociétés antérieures moins étendues, et peuvent se distinguer suivant le mode et le degré de liaison entre ces parties. La structure d'une société politique exprime la manière dont les différentes régions qui la composent ont pris l'habitude de vivre les unes avec les autres. Si leurs rapports sont traditionnellement étroits, la constitution politique est très centralisée. Ainsi en France, déjà sous l'administration royale. Dans l'Angleterre de l'époque victorienne, malgré l'avance économique, la fusion des diverses unités régionales est moins poussée. Les institutions locales y sont plus vivaces : comtés, townships, paroisses. Dans l'Allemagne d'avant-guerre, les États ont trop longtemps vécu séparés, ils se sont trop tôt consolidés, quelquefois jusqu'à l'absurde, dans les formes archaïques de l'ancien Empire romain germanique, pour qu'une évolution progressive ait pu les rapprocher suffisamment. D'où une constitution fédérale qui est un compromis entre deux structures morphologiques successives. Autre constitution fédérale : celle des États-Unis, inchangée depuis un siècle et demi, sauf quelques amendements secondaires. C'est qu'elle correspond à un grand trait de structure, constant aussi, savoir la liaison entre deux parties de ce peuple, la population concentrée des États de l'Est, et une autre, dispersée et en mouvement, qui cède peu à peu une part de sa substance à la première, mais ne cesse pas de reconstituer, les fermiers et les pionniers de l'Ouest, élément essentiel de la civilisation américaine : compromis entre deux structures morphologiques juxtaposées.

Tenons compte aussi des divers modes d'agglomération campagne, villages éparpillés, villes moyennes, et grandes villes concentrées. Autrefois, et aujourd'hui encore dans telles régions peu évoluées, les hommes forment des groupements politiques assez peu consistants, qui changent aisément de forme, qui peuvent se diviser, s'associer, se fondre, et se séparer de nouveau, de bien des manières. Dans le nord de l'Afrique, en particulier dans le Maroc, M. Montagne a décrit récemment, ces tribus nombreuses et mouvantes, qui tantôt s'opposent, tantôt s'unissent, passent d'un ensemble d'alliances et d'associations qui vont jusqu'à la fusion à un autre, et parfois constituent temporairement des masses considérables. Dans son livre sur Gengis Khan, M. Grenard explique la formation du vaste empire constitué de façon éphémère dans l'Asie Centrale sous l'autorité du grand conquérant mongol, par cette instabilité même et cette inconsistance des groupes, qu'un chef de guerre peut réunir ainsi en un très vaste État : mais cette masse ne forme un tout qu'aussi longtemps que vit le conquérant, et se décompose de nouveau dès qu'il disparaît.

L'attachement au sol ne suffit pas à constituer des unités politiques assez résistantes, tant qu'on n'a pas dépassé le stade du village. Les populations sédentaires sont trop dispersées, groupées par agglomérations trop petites et trop peu denses. Proie facile pour les peuples nomades, surtout lorsque ceux-ci possèdent une forte organisation Militaire. Le cadre spatial est, alors, plus ou moins un cadre féodal : il se superpose aux groupes sédentaires éparpillés ; c'est un essai d'organisation dans l'espace, mais qui ne s'affermir que lentement. Michelet a bien vu combien un tel ordre est d'abord précaire, parce qu'il n'est plus fondé sur la tribu, la race, et ne peut l'être sur la terre tant qu'il y a lutte et discorde entre les anciens propriétaires du sol et les conquérants, et encore entre des conquérants différents, successifs, aux prises entre eux. « La fixité, l'attachement au sol, à la propriété, cette condition impossible à remplir, tant que durent les immigrations de races nouvelles, elle l'est à peine sous les Carlovingiens : elle ne le sera complètement que par la féodalité. L'ordre, l'unité, ont été, ce semble, obtenus par les Romains, par Charlemagne. Mais pourquoi cet ordre a-t-il été si peu durable ? C'est qu'il était tout matériel, tout extérieur... La matière veut la dispersion, l'esprit veut l'unité. La matière, essentiellement divisible, aspire à la désunion, à la discorde. Unité matérielle est un non-sens. En politique c'est une tyrannie... En attendant que l'esprit vienne, la matière s'en va et se dissipe aux quatre vents du monde. La division se subdivise, le grain de sable aspire à l'atome. Ils s'abjurent et se maudissent, ils ne veulent plus se connaître. Chacun dit : qui sont mes frères ? Ils se fixent en s'isolant. Celui-ci perche avec l'aigle, l'autre se retranche derrière le torrent. L'homme ne sait bientôt plus s'il existe un monde au-delà de son canton, de sa vallée ».

C'est avec la formation des villes que prend naissance une organisation à la fois spatiale et politique nouvelle. Les villes constituent des noyaux et des centres stables. C'est dans les villes que s'élaborent des institutions et un esprit politique nouveau, qui s'étend et rayonne d'abord sur la province, puis sur l'État tout entier.

Plaçons-nous maintenant à un autre point de vue. Après l'État dans son ensemble, considérons ses grandes fonctions : organisation militaire, justice. Chacune d'elles suppose des organes juxtaposés, hiérarchisés, c'est-à-dire des groupements stables de dignitaires, agents et fonctionnaires, ossature de l'administration politique. Ces fonctions s'exercent dans l'espace, et de façon relativement uniforme sur toute l'étendue du territoire. Chacune d'elles, d'ailleurs, doit s'adapter à sa manière à la répartition des habitants. On peut donc dire qu'il y a, en tout pays, comme un espace militaire, un espace judiciaire, un espace fiscal. Tous ces espaces sont divisés en circonscriptions, avec des centres principaux, secondaires, étroitement localisés. Zones qui, sans doute, se recouvrent en partie. Chacune d'elles, cependant, a son étendue, ses divisions, sa structure et sa figure propre. A mesure que les fonctions se différencient, ces espaces se distinguent plus nettement. Il faut que les hommes apprennent à passer de l'un à l'autre sans les confondre, et à s'orienter dans chacun d'eux. Ils y sont aidés par des points de repère bien localisés, et dont l'image s'impose à leur pensée. A cet égard, l'administration centrale présente en somme les mêmes caractères. Qu'on songe aux assemblées politiques, dans nos sociétés, dont le siège est bien déterminé et bien visible, aux ministères avec tout le réseau de leurs directions et de leurs bureaux. Comprendrait-on bien la vie politique pendant la révolution, s'en ferait-on une idée suffisante si l'on n'évoquait l'emplacement de la Convention, de la Commune, des sections ?

En fait, les hommes ne peuvent s'acquitter en commun d'une fonction politique quelconque sans se rassembler, se fixer en un lieu défini par rapport à ceux

qu'occupent les autres fonctionnaires, et aussi par rapport aux autres hommes. Il n'y a pas d'ailleurs de transformation politique, lente ou brutale, qui n'entraîne à la longue bien des changements à cet égard. Certes, dans certains cas, on se préoccupe surtout de ménager la transition : les magistrats, les assemblées demeurent dans les mêmes emplacements qu'autrefois, et s'en accommodent aussi longtemps que possible : ainsi, le parlement anglais, élu par un nouveau mode de suffrage, et qui représente aujourd'hui de tout autres classes de la population qu'autrefois, siège toujours à Westminster. Mais, en période de révolution, il s'agit surtout de bien affirmer que l'on brise avec le passé. Alors on renouvelle les formes, on oblige les groupes à entrer dans de nouveaux cadres spatiaux. Clithène répartit la population dans de nouveaux dèmes, qui ne correspondaient pas aux mêmes régions et localités qu'auparavant. Lors de la Révolution française, que les nouveaux pouvoirs locaux aient adopté d'autres sièges que les anciens baillages et prévôtés, c'était peut-être plus grave que la déposition et même la mise à mort du roi, et que l'expropriation des privilégiés. Cela entraînait un changement radical des coutumes et représentations auxquelles les groupes étaient le plus attachés. Mais il en était de même, sous l'ancien régime, lorsqu'on changeait, dans les cérémonies, la place d'un dignitaire.

Les vieux bâtiments officiels désaffectés ou débaptisés sont comme ces portes de villes devenues monuments historiques, ou comme ces collèges médiévaux transformés en ateliers et logements ouvriers. Ils conservent quelque chose du prestige qu'eurent les institutions qu'ils rappellent. Les anciens hôtels de ville des cités flamandes évoquent l'activité municipale d'autrefois. Les palais des rois sont les seuls témoins qui demeurent de fonctions qui se sont créées maintenant d'autres organes.

Mais il nous faut regarder plus loin encore, au-delà des centres, des emplacements centraux où la fonction a son siège principal : celle-ci ne peut être séparée de l'ensemble humain sur lequel elle s'exerce, et de son aspect matériel. — La fonction militaire est visible dans l'armée tout entière, mais aussi par les marques qu'elle laisse de son activité bienfaisante ou destructrice, de son passage acclamé ou redouté, dans le reste de la population. Au temps des invasions, ne comprend-elle pas, n'emporte-t-elle pas avec elle la population tout entière, femmes et enfants aussi, et n'est-ce pas sous cette forme qu'on se représentait ces tribus armées en marche dans les pays envahis ou menacés ? Les bandes de mercenaires, au moyen âge, les armées de métier, soudoyées aussi, mais recrutées surtout dans le bas peuple, sous l'ancien régime, les voyons-nous sous d'autres couleurs que des troupes de mendiants et de brigands soumis à une rude discipline, mais prêts à la débandade et au pillage, et qui sèment souvent autour d'eux, dans les campagnes, la dévastation et la terreur ? Les armées d'aujourd'hui plongent davantage leurs racines dans la population nationale, dans toutes ses régions et dans toutes ses classes.

La justice ne vit pas seulement dans les tribunaux, elle manifeste sa présence invincible dans tout leur ressort. Le juge et les justiciables sont ainsi liés en un ensemble qui comprend tous les habitants d'une région, en tant qu'ils sont soumis aux lois. Quand les seigneurs ne relèvent que du jugement de leurs pairs, la fonction judiciaire est bien réduite. Les guerres privées se multiplient. La justice seigneuriale ne s'étend point au-delà d'un territoire très limité ; elle se désintéresse des forains. Les marchands ne peuvent s'aventurer sur les grandes routes qu'en se groupant, et avec des armes. Troubles, émeutes, coups de main sanglants restent impunis. Progressivement la justice s'étend à la nation tout entière ; mais bien des régions lui résistent, lui restent longtemps plus ou moins inaccessibles : terres incultes, inhabitées ou peu habitées, vastes forêts traversées par quelques routes seulement, montagnes, côtes

désertes, et les bas-fonds des grandes villes. Autant de faits bien apparents dont la présence ou l'absence éclaire l'aspect matériel et spatial de la fonction judiciaire envisagée dans tout le domaine qui est le sien.

Il y a donc une morphologie politique en ce sens que les États, les institutions politiques d'un pays ont des formes définies et permanentes qui résistent au changement. C'est qu'elles sont solidaires des choses, de certaines limites et figures dans les choses, et, surtout, des représentations que s'en font les groupes.

Cependant, ici comme en morphologie religieuse, les faits de cet ordre ont un double aspect. Nous pouvons les envisager d'abord (c'est bien ce que nous avons fait jusqu'ici) comme des faits proprement politiques. Qu'un pays tende à conserver ses frontières, que les hommes soient attachés à la région qu'est leur province, c'est le signe que l'esprit national ou provincial y est puissant. Ces divisions, ces limites sont comme les symboles du groupe, de son existence et de sa vitalité. Si, en fait, une nation qui vit depuis quelque temps sous tel régime a de la peine à se détacher du cadre extérieur et formel dans lequel elle s'est enfermée, c'est que ses fonctions ont pris la forme de ce cadre. Mais pourquoi ne pas s'en tenir, alors, aux habitudes politiques ainsi contractées ? Celles-ci supposent, il est vrai, une population. Mais cette matière humaine est toute transformée du fait qu'elle s'assimile au corps national, qu'elle est devenue la population de tel pays, vivant sous tel régime. Ce ne sont pas des hommes purs et simples, mais des citoyens, des sujets, des gouvernants, des gouvernés, des fonctionnaires, des administrés. Voilà ce qu'on pourrait dire, pour montrer que les faits de morphologie politique sont des faits politiques comme les autres, et ne doivent être étudiés que de ce point de vue.

Pourtant, les groupes d'hommes qui entrent dans les cadres de la vie politique, et avant qu'ils n'y entrent, ne sont pas une masse amorphe. Disons-nous qu'il n'est pas possible de savoir ce qu'ils sont avant de constituer une nation, de participer aux privilèges d'une cité, d'être compris dans une armée, d'être justiciables d'un tribunal, puisque nous ne les atteignons que là, — qu'auparavant, d'ailleurs, il y avait déjà des tribunaux, des armées, des États, plus réduits peut-être, en tout cas moins complexes, mais qui avaient déjà mis sur les hommes leur empreinte ? Est-il donc vrai que les organisations politiques suffisent à produire toutes les conditions nécessaires de leur propre développement ?

Mais, nous l'avons vu, si l'on est amené à remanier ou transformer entièrement un système politique, c'est, souvent, parce que la société, c'est-à-dire la population s'accroît, en étendue et en densité. Or, cet accroissement, les législateurs, les hommes d'État, les gouvernants ne l'ont pas, d'ordinaire, voulu et poursuivi. En tous cas tel n'est point l'objet des institutions établies, qui, comme toutes les institutions, tendent d'abord et avant tout à subsister telles quelles, et non à déterminer une évolution et des circonstances qui les frappent de caducité.

Il en est de même de la formation des grandes villes, des migrations : on fixe les limites de la cité, on réglemente le transport des immigrants, comme on creuserait le lit d'un cours d'eau pour l'empêcher d'en sortir. Mais, en dépit de ces mesures d'organisation politique, quelquefois même parce qu'elles ont, sans le vouloir, inconsciemment, déclenché un jeu de forces démographiques qui échappent à leur prévision comme à leur contrôle, les villes s'accroissent de plus en plus, vont d'extension en extension, les courants d'immigration s'enflent démesurément, d'autres

agglomérations, d'autres mouvements de masses viennent déjouer tous les calculs des conseils et des administrateurs.

C'est donc en dehors du système politique lui-même, et comme sur un autre plan, qu'il faut chercher les causes qui modifient le nombre des habitants, leur degré de rapprochement, etc. Ces faits ont une portée politique certaine ; mais ils apparaissent, ils se transforment sous l'action des causes qui font croître ou décroître les populations en général.

États centralisés, décentralisés : nous en cherchions la raison d'être dans le degré de rapprochement entre les régions qui constituent les divers pays. Mais ce caractère lui-même n'est-il pas en rapport avec l'accroissement de la population nationale ? A la fin du XVIII^e siècle, au début du XIX^e, la population française était bien plus nombreuse et bien plus dense que les populations anglaise, allemande, etc. Certes cette inégalité peut tenir en partie à une différence d'institutions : les enclosures, en Angleterre, étendent les pâturages, réduisent les champs de blé, réduisent ainsi le niveau des subsistances. Ce n'est là cependant qu'un effet indirect, et non cherché, de cette législation. Tous les États, au XVIII^e siècle, sont populationnistes, désirent multiplier le nombre de leurs habitants. Mais tels d'entre eux se heurtent à des formes (natalité, mortalité) sur lesquelles ils n'ont point prise. D'autres profitent de circonstances et mouvements de population qu'ils n'ont rien fait pour favoriser, soit au dehors : paresse ou faiblesse démographique de leurs voisins, soit sur leur territoire : poussée de natalité qui compense, et bien au-delà, les morts dues aux guerres, à la famine, à la misère. Entre les divers États compris dans l'empire d'Allemagne, comme entre ceux des États-Unis, s'il y a des séparations persistantes qui expliquent bien des traits de leur régime politique, ne résultent-elles pas surtout de mouvements de peuples, de déplacements de populations ? D'où bien des différences quant au peuplement, aux communications.

Quant aux grandes fonctions de la vie politique, elles ne créent pas de toutes pièces, et toutes seules, leurs formes. Certes, l'emplacement des commandements militaires, des palais de justice et tribunaux s'explique souvent par des raisons historiques ou techniques. Mais c'est bien aux lieux vraiment centraux par rapport aux populations qu'à la longue on voit croître et se consolider ces organes de direction centrale. Or ces groupes peuvent changer de volume et de structure, sous l'empire des forces même qui conditionnent l'accroissement et les déplacements de la population en général. — Envisageons-nous, en un sens plus large, la figure que nous présentent, dans l'espace, l'armée et la justice ? La guerre n'est pas seulement affaire de diplomatie et d'organisation stratégique. Avec elle, nous nous transportons sur un plan qui nous rapproche des conditions primitives, où des masses de population sont aux prises pour la conquête de l'espace physique. Des facteurs tels que la mortalité, le renouvellement des générations, l'extension des groupes, les communications, déplacements et concentrations, jouent ici le principal rôle. Quoi d'étonnant si l'aspect général des armées suivant les époques et les lieux, est en rapport avec l'état de la population pure et simple ? Les forces qui déterminent les guerres et leur issue paraissent obscures, parce qu'elles se confondent en partie avec ces facteurs démographiques si mal connus des chefs militaires et des hommes d'État. L'impétuosité des hordes barbares qui, pendant la période des invasions, arrivaient du nord de l'Europe en vagues successives s'expliquait par le besoin d'espace dans des populations trop denses. Les armées de conscrits de la fin du premier empire sortaient d'une population masculine dont les catégories les plus âgées étaient très réduites et en partie décimées.

Autrefois, comme l'a montré Durkheim, prédominait la justice pénale ou criminelle : ordalie ou jugement de Dieu, mise à la question, torture, répression cruelle des crimes de droit commun. C'est cela qui passait au premier plan. Progressivement, la justice civile, la justice des contrats a pris le pas : longues procédures, débats contradictoires, plaidoiries, appels, expertises, compromis, etc. Le tableau a changé, en même temps que les tribunaux se sont multipliés, que les codes se sont allongés, que la jurisprudence a proliféré. Mais pourquoi ? C'est que, dans des sociétés plus étendues et plus denses, les intérêts, les travaux, les services, les situations se sont de plus en plus différenciés. Faits de population, encore, sur lesquels l'organisation politique n'a point prise, bien qu'ils se produisent dans les groupes mêmes qu'elle comprend.

Quant aux formations politiques, M. Siegfried a bien établi, d'après les statistiques électorales de la France de l'Ouest, qu'elles sont en rapport avec les modes traditionnels ou récents d'établissement des hommes sur le sol, avec leur mobilité aussi, avec l'intensité de la vie urbaine. Pêcheurs et marins des régions côtières, ouvriers des arsenaux, des ports militaires, des usines, paysans dispersés dans un vaste ensemble de landes, de bois fourrés et bas, de marais, de bocages : autant de modes divers d'agglomération, de circulation, dans ces groupes ouverts inégalement aux influences du dehors. C'est tout cela qu'il faut apercevoir derrière l'éternel conflit des tendances et des partis.

Ainsi la morphologie politique, chapitre essentiel de la science des institutions politiques, porte sur l'aspect matériel de celles-ci, c'est-à-dire sur ces institutions envisagées dans les groupes d'hommes, se mouvant sur le sol, qui en assurent le fonctionnement. Mais ces groupes peuvent être aussi considérés en eux-mêmes, abstraction faite de la vie politique où ils sont entraînés ; alors ils nous apparaissent comme pris dans un autre courant, celui qui détermine les formes matérielles de la population pure et simple, et dont les lois s'appliquent, aussi bien, à tous les autres ensembles humains, compris dans l'espace.

CHAPITRE 3

LA MORPHOLOGIE ÉCONOMIQUE

[Retourner à la table des matières](#)

Dans le monde économique, l'activité des hommes s'exerce directement sur la matière. Ici, plus qu'en religion et en politique, les pensées et les actions humaines se heurtent à la nature des choses, doivent s'adapter à la proximité, à l'éloignement des matières premières, des réserves de forces, aux moyens de transport, aux bâtiments, usines, maisons de commerce. D'où l'existence de groupes distingués suivant les entreprises, les produits, etc., et qui prennent en quelque sorte la forme de ces emplacements, moyens de production, dépôts de marchandises, marchés, etc.

Plaçons-nous successivement sur le plan de la production, puis de la répartition des biens.

Simiand distinguait les régimes et les formes de la production. Les régimes correspondent aux règles juridiques qui définissent les droits et obligations des agents de la production : travail des esclaves, travailleurs attachés au service des seigneurs, des abbayes, corporations d'artisans et de marchands, entreprises capitalistes, coopératives, d'État, etc. Par formes de la production, entendons, au contraire, les conditions techniques, et la grandeur des exploitations. Or, des régimes de production très différents peuvent correspondre à une même répartition des hommes dans l'espace : par exemple, en telles branches d'industrie, le capitalisme existe déjà, bien que les anciens métiers s'exercent encore dans les mêmes locaux. Mais les travailleurs salariés y ont été substitués aux artisans, ou les artisans sont devenus salariés sur place. De même, c'est un fait bien connu dans l'histoire économique qu'au début du capitalisme le tissage a été pratiqué dans des ateliers domestiques, à la campagne, ateliers de dimensions moyennes, correspondant à une population peu dense. Puisque les régimes ne paraissent point liés, au moins de façon constante, à telle ou telle structure de la

population, mieux vaut nous en tenir aux formes de la production, telles que nous venons de les définir.

D'abord, la technique. — Les chasseurs se dispersent, parce qu'ainsi le veut la technique de la chasse, en général. Mais il y a aussi des expéditions de chasse ou de pêche, qui obligent les hommes à se grouper, au moins temporairement : autour d'un lieu riche en gibier, à proximité d'un banc de poissons. Qu'on traverse la campagne à l'époque de la récolte ou de la vendange, qu'on observe une ferme en pleine activité. Ou, encore, qu'on visite une mine, un établissement métallurgique, un tissage, une fabrique de chaussures, une imprimerie. Paysans, ouvriers, forment des groupes autour des produits, des machines, s'activent ou s'immobilisent autour de dispositifs matériels, comme s'ils se confondaient avec les appareils de la production : équipes, séries homogènes, séries engrenées ; dans chacune les mêmes gestes, ou des gestes complémentaires, et un rythme du travail en commun.

Mais ces rapprochements pour des raisons techniques ne donnent pas naissance à des groupes réellement sociaux. Chaque rangée de blé dans un champ se double d'une rangée de faucheurs ; chaque galerie de mine contient une équipe, de même que chaque atelier ; autour d'un groupe de machines s'organise comme une cellule d'ouvriers. Mais il n'en résulte pas une liaison durable et vraiment humaine entre les membres de tels ensembles. Une équipe associée, combine des êtres et des efforts physiques, en vue d'un résultat matériel immédiat ; ce n'est pas une société.

Quittons donc la technique, et considérons la grandeur, l'étendue dans l'espace de ces entreprises du commerce, de l'industrie, de l'agriculture, avec la masse des hommes qui gravitent autour d'elles. Ici, nous sommes au cœur de la morphologie économique.

Déjà, dans les campagnes paysannes, la grandeur des villages est en rapport avec l'étendue des terres exploitées. Que les maisons se dispersent ou s'agglomèrent, elles se groupent, suivant leur proximité, en ensembles distincts. A l'intérieur de chacun d'eux circule une vie commune. Ces formes sont stables, puisque le paysan reste dans son village, tous les jours, tous les mois, et pendant toute la durée des années. — De même, dans les bourgs, pendant toute la période qui précéda la grande industrie, les métiers se groupaient par quartiers, par rues. Artisans et commerçants se concentraient à l'intérieur des remparts. La ville s'emplissait d'hommes, les jours de marché, par l'afflux des marchands venus du dehors et des acheteurs de la campagne. Mais elle conservait la même forme, et restait au même endroit de l'espace. Avec la grande industrie, des entreprises de plus en plus étendues ont appelé une population ouvrière croissante, qui s'est établie autour d'elles, ou à proximité.

Grande, moyenne et petite industrie : ce sont bien là les formes essentielles et vraiment sociales de la production, puisqu'elles sont la raison d'être de groupements, cette fois durables, d'une étendue et d'une densité inégales.

Tantôt les anciennes villes augmentent de volume, en même temps qu'une population plus dense s'y accumule. Les vieilles maisons bourgeoises abritent, en des logements multipliés, des ménages ouvriers. Des faubourgs se forment autour, au-delà des limites anciennes, excroissances irrégulières qui se grossissent de l'apport des habitants nouveaux venus de la campagne environnante, des petites villes voisines, et même de plus loin. Tantôt des établissements urbains nouveaux se créent

autour ou à proximité des grandes entreprises, surgies en des régions jusqu'ici campagnardes ou peu peuplées : corons miniers, cités ouvrières, dont les bâtiments symétriques font penser à une création artificielle et improvisée. Ces vastes réunions d'hommes, il semble qu'elles n'existent en tels endroits, et avec telles formes, que parce qu'elles sont comme le terreau où la grande industrie pousse ses racines.

Pour comprendre l'organisation industrielle moderne, il faut bien tenir compte du nombre considérable d'hommes qu'une entreprise emploie, et aussi des masses étendues et denses par lesquelles leurs produits sont absorbés. C'est dire que les formes de la production sont un aspect de la vie économique, qui est à étudier comme tel. Traduisons en termes économiques, alors, ces faits de population qui sont liés au développement de la grande industrie : nous songerons à la grandeur de la main-d'œuvre, au nombre des acheteurs ; et aussi nous chercherons comment leur concentration, leur dispersion, leurs déplacements influencent les échanges de biens et de services. L'offre et la demande, l'offre de main-d'œuvre, la demande de produits, qui jouent un si grand rôle dans la vie économique, sont en rapports étroits avec le volume de la population, la façon dont elle s'accroît, diminue, se concentre. En ce sens, la morphologie économique n'est qu'une partie de l'étude sociologique qui porte sur les faits de production et de circulation des biens.

Cependant, c'est une question de savoir si l'organisation économique a le pouvoir de créer par elle-même ou d'attirer les agents et clients dont elle a besoin, ou si, au contraire, l'industrie n'a pas dû s'adapter d'abord à la population, si elle ne s'est pas développée là où elle trouvait des sources de main-d'œuvre et une masse d'acheteurs, des possibilités d'essor aussi, moyens de communication, routes, ports, grandes villes. Sur cela, nous reviendrons plus loin. Il nous suffit d'indiquer ici que l'évolution démographique, et les changements de structure des groupes urbains, ruraux, etc, qui accompagnent le passage à la grande industrie, peuvent aussi être envisagés en eux-mêmes, comme faits de population purs et simples (morphologie *stricte sensu*).

Après tout, rien n'empêchait que la population eût augmenté par simple migration, et qu'au lieu d'être en apparence l'effet du développement industriel, cet accroissement en eût été la condition. Dans l'antiquité, avec des moyens techniques rudimentaires, comment les Grecs et les Romains auraient-ils pu produire tant d'objets nécessaires à la satisfaction de leurs besoins, et développer une activité agricole et industrielle déjà considérable, sans recourir à la main-d'œuvre servile ? Or c'est par la guerre et la conquête, c'est-à-dire en exploitant de façon intensive les réserves démographiques des peuples barbares, qu'ils maintinrent à un niveau élevé leur population d'esclaves, et comblèrent les vides qu'une forte mortalité et des conditions de vie assez dure devaient y produire. C'est aussi grâce à une main-d'œuvre de couleur, importée du dehors, que les plantations de coton ont pu être exploitées en Amérique. Le Japon dispose d'une main-d'œuvre abondante, parce que sa population s'est beaucoup accrue en peu de temps. Mais la cause de cette natalité très forte est peut-être à chercher dans des particularités de ses institutions et de ses mœurs qui ne sont pas principalement économiques.

Puisqu'une même évolution démographique peut se réaliser ainsi par suite de circonstances très diverses, conquêtes, migrations, etc., aussi bien que changements de forme de l'industrie, ce qu'il y a de particulier en ces circonstances ne peut pas être retenu comme la cause véritable de l'évolution. Celle-ci, quelque rapport apparent qu'elle paraisse avoir avec la transformation industrielle, doit en être détachée, et replacée dans le courant des faits de population. Elle relève, comme ceux-ci dont elle

n'est qu'une partie, d'une étude propre : étude des grandes villes en général, des migrations en général, de la natalité en général.

La répartition des richesses comporte aussi un aspect morphologique. Nous appellerons formes de la répartition les divers groupes en lesquels se distribuent les hommes suivant le montant de leur revenu, c'est-à-dire les classes économiques. — A la campagne, comme à la ville, les hommes de différentes classes se croisent et se côtoient, sur les chemins, dans les rues, au marché. Il arrive qu'ils habitent dans des maisons voisines, quelquefois dans la même ferme, dans le même immeuble urbain. Cependant, dans chaque région, dans chaque ville, dans chaque quartier, certaines classes prédominent : elles mettent en quelque sorte leur marque sur la partie du sol où elles résident, si bien qu'en traversant un pays on reconnaît à l'aspect des lieux et des hommes s'il est riche, effacé, misérable, de même que, dans une grande ville, se distinguent à l'œil les quartiers riches et les quartiers pauvres. A cette vue superficielle, dont se contente un passant, ceux qui sont familiers avec les lieux substituent des jugements plus précis et plus nuancés. C'est qu'ils connaissent les habitudes de résidence et de circulation des habitants.

En fait, comme les membres d'une même classe se fréquentent, et vont les uns chez les autres, on peut dire qu'à chacune d'elles correspond une partie de l'espace, qui comprend l'ensemble des locaux qu'ils habitent, ensemble mal défini dans la pensée de leurs membres, mais qui n'en est pas moins une réalité. Autrefois, plus sans doute qu'aujourd'hui, il fallait y ajouter les lieux plus ou moins publics, magasins, salles de spectacle, promenades, jardins et parcs, stations estivales, hôtels, où ils avaient plus de chances de se rencontrer avec des hommes de leur classe qu'avec d'autres. En tous cas, aujourd'hui encore, il y a des régions et des villes nettement caractérisées à cet égard, villes, quartiers et rues de luxe, villes et quartiers et faubourgs ouvriers. Ces distinctions s'obscurcissent parfois, mais elles existent. Il y a des riches, surtout des enfants de riches, qui ignorent totalement les lieux habités par les ouvriers, et des pauvres qui ne sont jamais aventurés dans les quartiers riches. Les classes ont bien au moins une tendance à se séparer l'une de l'autre dans l'espace.

Des faits de ce genre se rattachent étroitement à la vie économique. Ils aident à la mieux comprendre. Car ils résultent d'une diversité de niveaux de vie. Dans chacun de ces groupes, besoins, goûts, mœurs tendent à s'uniformiser, à un niveau qui n'est plus le même lorsque l'on passe de l'un à l'autre. Le développement relatif de telles industries, de denrées alimentaires, de produits de luxe, et les prix atteints par de telles marchandises, sont en rapport avec l'étendue inégale de ces classes. De même, la direction des courants d'échange, l'intensité des affaires de tel ordre sur des marchés placés ici ou là, suivent la localisation de la demande, mais d'une demande qualifiée : acheteurs d'articles, de vêtements, de mobiliers qui, répondent aux besoins de milieux situés plus ou moins haut dans l'échelle sociale.

C'est ainsi que, dans un pays où les vieilles aristocraties de naissance et de fortune sont brusquement atteintes par une crise économique, ou lentement ébranlées et minées parce que les conditions qui les favorisaient autrefois se transforment, tableaux, bijoux, meubles anciens, livres de prix viennent remplir les magasins d'antiquaires, d'orfèvres et bijoutiers, sont exposés aux devantures des brocanteurs, aux vitrines des marchands d'œuvres d'art,— ce qui explique peut-être que dans les classes nouvelles et parvenues, comme il s'en forme à toute époque, le goût des antiquités, des meubles anciens, des collections, se développe si vite. Inversement, que le niveau de vie d'un groupe dont les moyens étaient jusqu'alors réduits s'élève

tout à coup, et de façon durable, il se peut qu'à de nouveaux besoins récemment surgis répondent l'apparition et l'accroissement d'industries propres à les satisfaire. Avec la hausse considérable des salaires aux États-Unis, au lendemain de la guerre, les ouvriers américains, au lieu d'accroître leurs dépenses en denrées alimentaires, de rechercher de meilleurs logements, se sont tournés vers les inventions de la technique moderne, automobiles, motocyclettes, radios. T.S.F., machines à nettoyer par le vide, fers à repasser électriques, etc., et cette demande accrue a donné une forte impulsion aux industries mécaniques qui produisent tous ces objets en série.

Ainsi, l'agriculture, l'industrie, le commerce, dépendent des mouvements qui transforment et renouvellent les classes sociales. Ces classes, que sont-elles d'autre, pour l'économiste, que des groupes d'acheteurs qui se portent vers tels magasins ou vers tels autres, comme aux portes des théâtres le flot des spectateurs se divise en deux grands courants, ceux qui demandent des loges ou des fauteuils d'orchestre, et ceux des galeries populaires et des amphithéâtres supérieurs ? Ces groupes ont des contours, ces courants ont une direction et une forme : c'est en les étudiant de près qu'on parvient le mieux à découvrir la nature et le degré de l'activité économique dans une société.

Cependant la division des classes, et leur distribution dans l'espace nous présentent encore un autre aspect. Dans la bourgeoisie, dans les classes moyennes, dans la classe ouvrière, dans chacune prise à part, à côté des besoins et des goûts, les mœurs aussi, les règles d'action, les représentations s'uniformisent. Il en résulte que chaque classe a, sans doute, son taux propre de mortalité, de natalité, puisque les naissances et les morts ont pour cause le comportement des vivants.

Bien entendu, chaque classe doit être elle-même conçue comme la réunion de milieux dont les habitudes ne sont pas toutes les mêmes. On y trouve, par exemple, une succession de zones qui représentent tous les degrés de la moralité (de la moralité définie par rapport à la classe considérée). D'autre part, les mœurs changent d'une époque à l'autre, les mœurs démographiques aussi, et bien des différences à cet égard entre les classes tendent à s'effacer. C'est ainsi que, dans beaucoup de parties de la classe ouvrière, on ne met en moyenne pas beaucoup plus d'enfants au monde que dans des milieux mieux situés. Mais, cela dit, il reste que la proportion des naissances a bien souvent varié suivant le niveau des revenus. Lorsqu'on essaie de supputer les causes de la dépopulation dans l'ancienne Rome, on se demande quelle influence a exercée en ce sens l'esclavage, et l'on admet que le taux de reproduction n'était pas le même dans la classe servile que dans les autres. De nos jours, dans les divers quartiers de Paris par exemple, classés d'après le chiffre moyen de l'impôt, ou suivant le loyer, le taux de natalité est très différent. C'est dire qu'un groupe, suivant sa composition sociale, croîtra plus ou moins vite, se renouvellera de façon à se maintenir tel qu'il est, quelquefois perdra peu à peu sa substance.

Si les classes paraissent ainsi diversement et inégalement capables de s'accroître, ou même de conserver le même volume, ce n'est que l'effet des lois de la population en général. Pourquoi, comme on l'a constaté parfois, une caste fermée, une aristocratie exclusive n'offre-t-elle qu'un taux de natalité réduit, pourquoi est-elle souvent obligée de s'incorporer de nouveaux éléments afin de se maintenir à son niveau ? C'est ou bien que les mariages y sont moins nombreux, ou que les unions y sont moins fécondes. Mais il en serait sans doute de même de toute population à la fois endogame et limitée. Des raisons sociales et économiques peuvent expliquer qu'un groupe s'accroisse ou diminue : elles se ramènent toujours à des empêchements au

mariage, à la procréation, et des obstacles physiques qui tiendraient à la dispersion dans l'espace, ou à la limitation des subsistances, auraient en somme le même effet. C'est donc dans l'ensemble des faits de population que ceux-là aussi doivent être reclassés et réincorporés.

Autre aspect morphologique des classes : leurs arrangements matériels, dispositions et déplacements dans l'espace. La grande industrie suppose des agglomérations étendues et denses. Or, à qui traverse les quartiers d'une ville fortement peuplée, il apparaîtra que chacun d'eux se distingue des autres par le niveau social de sa population (nous venons de le voir), mais, en même temps, par le mode de groupement de ses habitants, en blocs ou immeubles surpeuplés, en petites maisons espacées, dans les lacunes que laissent entre eux les quartiers anciennement bâtis, entre les voies de chemins de fer, à proximité des usines, dans les régions périphériques où l'on n'est plus dans la ville, et pas encore à la campagne. De fait, chaque ville de croissance récente est composée par une série successive de groupes déposés l'un à côté de l'autre, l'un après l'autre, et qui correspondent souvent à autant de classes économiques différentes.

Mais de telles structures urbaines, et le mouvement dont elles résultent, n'ont-ils pas une réalité propre, abstraction faite des différences de classe sociale ? Ne sommes-nous pas, ici de nouveau, dans le domaine des faits de population ? Dans ces hommes, de moyens limités, qui disposent de peu de ressources, auxquels ne s'ouvrent que des professions inférieures, nous reconnaissons aussi dans beaucoup de cas des immigrants, passés de la campagne à la ville, ou arrivés, à travers les mers, de pays étrangers. Tenons-nous en, alors, aux caractères démographiques de l'immigrant comme tel. Détaché de son groupe d'origine, accoutumé jusqu'ici d'ailleurs à d'autres conditions de peuplement et d'habitation, déshabitué de la vie sédentaire, il représente d'abord une matière inassimilable dans les grandes villes où il essaie de pénétrer. Ils ne plongent pas dans la vie urbaine, et n'en connaissent que les grandes rues populeuses des quartiers centraux. Dans les périodes de chômage toute une partie de la population ouvrière, en Europe aussi, afflue dans les grandes villes, population flottante qui ne fait pas réellement partie du groupe urbain.

Tous ces traits définissent bien des structures démographiques diverses, qu'on peut décrire et expliquer sans tenir compte des situations économiques. Populations sédentaires, faites de familles qui sont là depuis le début de l'établissement, fixées au sol de père en fils, populations mobiles, qui ne s'arrêtent longtemps nulle part, animées d'une sorte de mouvement perpétuel : entre ces deux cas extrêmes, beaucoup d'intermédiaires. Les établissements urbains résultent de la juxtaposition de groupes de mobilité inégale. Les classes ne sont pas seulement des ensembles dont les taux de natalité, de mortalité, de nuptialité diffèrent ; elles se caractérisent encore par leur mode de groupement, leur extension, le resserrement ou l'éparpillement de leurs membres à la surface du sol, et par la nature et la fréquence de leurs déplacements. Ce sont là autant de faits, qui relèvent directement de la science de la population.

Morphologies religieuse, politique, économique : nous venons de parcourir un champ déjà assez large de la vie sociale. Mais ce que nous en avons dit s'appliquerait à tous les autres groupes. Jules Romains nous a décrit sociologiquement ces rassemblements éphémères qu'on peut observer dans les rues de nos cités, cortèges à l'occasion d'un enterrement, d'une manifestation, attroupements de badauds, queues qui se forment à l'entrée d'un théâtre, groupes qui stationnent dans l'attente d'un autobus : en de telles formations collectives prêtes à se dissoudre, le corps est

apparent, c'est l'âme qui est flottante, peu consistante. Mais, à l'extrémité inverse, une société de saints, voire de philosophes, n'est jamais une société d'esprits purs : elle a un corps, alors même qu'elle l'oublie et essaie de s'en détacher. Ailleurs, on peut dire que l'âme est solidement chevillée au corps, comme dans la famille, ou dans une nation fière de ses traditions, confiante dans son avenir, mais aussi assurée dans son territoire. En tous cas, jamais le corps ne manque tout à fait : c'est que tous les groupes prennent place dans l'espace, et qu'ils comprennent eux-mêmes des êtres soumis aux forces de la vie organique.

Il est vrai que, suivant les cas, cet aspect matériel de la vie sociale est plus ou moins apparent, en relief : il est effacé dans les sociétés religieuses, et bien réel là même, cependant ; il est plus marqué dans les organisations politiques, et plus encore dans le monde de la production et des richesses. La résistance qu'oppose la matière aux arrangements humains va croissant, à mesure que leur pensée s'attache davantage au milieu spatial, pour y fixer sa place, pour s'y organiser suivant des règles uniformes, et surtout pour exercer son emprise sur les choses elles-mêmes. Mais il n'y aurait point de concert possible dans les actions des hommes, point de stabilité dans leurs pensées et leurs institutions, si elles n'adoptaient pas certaines manières d'être définies et durables, qui sont, aux activités sociales habituelles, dans le même rapport que l'aspect matériel des organes aux fonctions organiques. Tel est bien l'objet de la morphologie sociale au sens large.

De ce point de vue, les formes spatiales de la vie collective nous apparaissent d'abord comme les conditions nécessaires d'un conformisme, d'une uniformité dans le temps et dans l'espace, dont on peut mesurer ainsi l'étendue et l'intensité. Le nombre des fidèles, l'espace que recouvrent leurs groupes, leurs formations plus ou moins compactes, la solidité de l'organisation de l'Église : tout cela donne un premier aperçu, déjà suffisamment expressif, de l'activité confessionnelle. Les mêmes caractères, observés dans le corps politique, nous apprennent quelle est sa cohésion, à quel point les droits et les devoirs des citoyens sont partout, dans ce corps, reconnus, affirmés, imposés et quel esprit commun circule à travers tout le territoire, ou anime et entretient les grandes fonctions publiques. Enfin, dans la vie économique, observons la grandeur des entreprises, l'étendue, l'importance numérique, la distribution des classes sociales : nous saurons comment sont organisées la production et la répartition des richesses à l'intérieur de la société. En chaque domaine particulier, l'activité sociale édifie ainsi des structures sur lesquelles elle s'appuie comme sur un système d'habitudes bien coordonnées. Ces formes de la société expriment bien son esprit. Elles résultent de ses tendances, des réflexions de ses législateurs, de ses expériences aussi. C'est en elles qu'on découvre le plus clairement les ressorts de son activité.

Elles n'expriment pas seulement son esprit : elles contribuent aussi à le modifier. Un législateur ne prévoit pas, le plus souvent, quels seront les effets éloignés d'une organisation juridique. En particulier, lorsque se transforment les conditions en vue desquelles elle a été établie, elle devient un obstacle à une adaptation nouvelle. Il en est de même, en d'autres domaines de la vie sociale. Qu'on songe aux machines qui, introduites pour épargner la peine des hommes, ont été le point de départ d'une organisation industrielle qui employait plus d'ouvriers, et leur imposait de plus grands efforts. L'extension d'une région économique, d'un groupe religieux, peut entraîner dans le régime de production ou de répartition, dans la foi religieuse elle-même, des changements profonds, contraires aux intentions de ceux qui en furent les auteurs. Une législation qui a pour objet d'endiguer et canaliser un mouvement social peut servir au contraire à le renforcer et à lui donner un nouvel élan.

Mais ici, nous devons alors introduire une distinction essentielle. De ces changements dans l'aspect matériel des groupes, il y en a un grand nombre qui n'ont d'action que sur la fonction même qui les a produits, et qui restent enfermés dans un domaine limité de la vie sociale : par exemple, en beaucoup de cas, l'extension dans l'espace d'un groupe religieux, ou national, ou le remaniement des divisions qu'on y a introduites, n'ont d'effet que sur l'esprit et les démarches confessionnelles, ou politiques. Qu'une forme économique gagne du terrain, que beaucoup d'artisans et de paysans passent dans la classe des ouvriers de la grande industrie, leur activité devient plus mécanique, plus spécialisée, leur rendement s'accroît, leur revenu augmente ou diminue : la structure de ces groupes change bien, mais sur le plan de la production ou de la répartition des richesses.

En dehors de ces changements, il en est d'autres qui, bien que produits dans des cadres de vie sociale distincts, sont cependant de même nature et constituent un même ensemble, par-dessus les barrières qui séparent les faits religieux des faits économiques, etc. Nous entrons ici dans le domaine des états et mouvements de population, qu'étudie la morphologie sociale *stricto sensu*, et qui sont, aux faits sociaux plus particuliers, dans le même rapport que, par exemple, l'accroissement du corps, le nombre et le renouvellement de ses cellules, et le déplacement de certaines d'entre elles, des globules du sang, à travers tout l'organisme, se trouveraient par rapport au fonctionnement de chaque organe pris à part. Chaque fonction partielle, en effet, produit des changements dans la structure et le volume du groupe correspondant qui dépassent les limites de la fonction elle-même, et se rattachent aux changements de structure et de volume du corps social tout entier.

Rassemblements de foules en des lieux consacrés, autour des centres politiques, ou des établissements de la grande industrie, et toutes les sortes diverses de déplacements de groupes et de migrations : il est toujours possible de décrire des faits de ce genre en des termes purement démographiques, sans tenir compte du cadre limité dans lequel ils sont apparus.

Un déplacement de masses, une poussée de natalité, un accroissement des décès, ou, encore, un mode de groupement sur le sol, peuvent se rattacher à des circonstances très diverses : nature physique des lieux, milieux moraux et religieux, transformation industrielle, etc. Mais, quelles que soient, quelles qu'aient été ces circonstances, les états et mouvements démographiques ainsi relevés n'en ont pas moins la même nature, les mêmes caractères : ce sont des faits de population.

Que l'augmentation des décès résulte de l'ascétisme et de l'indifférence quant à l'hygiène qu'on rencontre dans certaines sectes, ou d'un régime politique qui expose fréquemment aux guerres, qui maintient beaucoup d'habitants en état d'esclavage, ou de servage, ou, encore, que les morts se multiplient en période de crise et de chômage, — il ne s'agit, toujours, que d'un changement dans le taux de mortalité, propre à une population caractérisée d'une certaine manière, mais toujours démographiquement, quant aux naissances, quant aux mariages, quant à l'étendue, et au mode de groupement. Il y a donc bien, à côté des diverses études morphologiques qui portent sur les organes correspondant aux grandes fonctions du corps social, une morphologie de la population en général, considérée en elle-même. C'est sur elle que nous allons maintenant insister.

Deuxième partie

LA MORPHOLOGIE SOCIALE STRICTO SENSU, OU LA SCIENCE DE LA POPULATION

[Retourner à la table des matières](#)

Première Section

LES CONDITIONS SPATIALES

[Retourner à la table des matières](#)

CHAPITRE 1

LA POPULATION DE LA TERRE ET DES CONTINENTS

[Retourner à la table des matières](#)

La population en elle-même, distinguée des autres groupes, famille, État, Église, entreprise industrielle, bien qu'ils soient d'ailleurs formés de ses éléments ; la population, dans son ensemble et ses parties, avec ses formes, sa structure, qui ne s'expliquent que par sa nature propre ; tel est l'objet de la morphologie sociale *stricto sensu*. C'est à elle que nous sommes ramenés toutes les fois que nous étudions les morphologies particulières. Ainsi il y a des faits de population, qu'on peut séparer de tout le reste, et rattacher les uns aux autres sans sortir du domaine qu'ils constituent.

Ce domaine est vaste. Nous y distinguerons deux parties, qui répondent à deux points de vue différents et complémentaires sur les états et mouvements de population, et, surtout sur les représentations collectives qui leur sont liées.

Nous avons dit que tout groupe social est en contact avec l'espace, qu'il y a même sa place : il ne peut prendre forme, ni exercer ses fonctions, autrement. Cela est vrai, à plus forte raison, des populations humaines, puisque leur fonction propre paraît être de s'installer sur le sol. Elles en occupent une étendue grande ou petite. Elles s'y répandent largement, ou s'y resserrent. Elles s'y distribuent sous forme de masses concentrées, ou s'y disséminent. Elles s'y déplacent par mouvements plus ou moins rapides, plus ou moins amples. Mais, du même coup, la population aussi se solidifie, se fait matière en descendant dans le monde de la matière, ou plutôt prend conscience d'avoir une grandeur et une masse, de se présenter extérieurement sous l'aspect et avec la consistance d'un corps physique. C'est ainsi que les bataillons d'une armée,

sur le champ de manœuvres, peuvent être comparés aux pièces d'un échiquier, qu'une tribu en marche est comme une nuée poussée par le vent, et que la foule resserrée sur une place ressemble à du métal en fusion dans une « urne trop pleine ».

Mais, d'autre part, une population est faite d'éléments qui sont autant d'être vivants. La réunion d'un grand nombre d'organismes juxtaposés n'est pas nécessairement elle-même un organisme. Pourtant, lorsque ces êtres sont associés de façon durable, lorsque, dans chaque ensemble de ce genre, il y a des parties qui meurent, que remplacent d'autres produites par fécondation, génération, on peut bien dire que la population offre des traits qui l'apparentent à un corps vivant. Elle n'existe, en réalité, et ne fonctionne qu'à la condition de se faire, non seulement corps physique, mais corps organique, qui naît, croît ou décroît, se reproduit, ou se réduit jusqu'à disparaître, qu'à la condition, surtout, de prendre conscience d'un tel corps et de telles fonctions organiques, puisque, nous le verrons, elle ne se borne pas à les subir, mais elle les dirige aussi, les infléchit, et les contrôle.

Ainsi, deux aspects successifs : la population dans l'espace, sur le sol ; la population dans le monde de la vie, soumise aux forces biologiques, qui déterminent ce qu'on appelle, en démographie, son mouvement naturel. — Nous étudierons d'abord le premier. C'est l'ordre que suit un naturaliste qui, en présence d'animaux, observe leur apparence extérieure, les lieux qu'ils occupent, leur distribution dans l'espace, leurs déplacements qui résultent pour une bonne part de leurs rapports entre eux et avec d'autres espèces, et n'aborde qu'ensuite l'examen de leurs fonctions internes, du renouvellement de leurs tissus, de leur évolution organique, en supposant alors chacun d'eux isolé.

Les sociologues considèrent que les hommes ne sont pas seulement des individus distincts, mais qu'ils forment des groupes, et que le groupe est la véritable unité humaine. Bien plus, ces groupes eux-mêmes ne sont pas indépendants l'un de l'autre, mais tendent de plus en plus à constituer par leur rapprochement une unité plus large : la population de la Terre. — Est-ce là une construction de l'esprit ? Certes, pendant bien longtemps, beaucoup de ces groupes ont vécu séparés l'un de l'autre, et se sont ignorés mutuellement. Aujourd'hui encore, il y a bien des tribus de sauvages et des communautés paysannes dont l'horizon ne s'étend guère au-delà des limites de leur habitat. Pourtant les hommes ne sont pas comme des bêtes ou des plantes. Le même élan qui les porte à sortir d'eux, et à se représenter leur place dans une société limitée, étend aussi leur pensée au-delà de ce groupe. Il y a eu toujours des contacts au moins temporaires entre les diverses tribus et, de proche en proche, ces relations ont pu couvrir des parties de la Terre très étendues.

Déjà au temps d'Hérodote, ce qu'on appelle le monde connu des anciens se présentait comme un ensemble très vaste, dont toutes les parties agissaient et réagissaient l'une sur l'autre. Plus tard, les expéditions armées, les invasions, déterminèrent des ébranlements propagés vite très loin. Les frères Kulischer, dans un ouvrage récent, ont montré de quels mouvements lointains de peuples, autour de la Méditerranée, à travers la Perse, l'Arabie, le Turkestan, la Chine, la Sibérie et les Pays Baltiques, les événements de l'Europe Occidentale, depuis quinze siècles, ont subi le contre-coup. D'autre part, les échanges économiques ont toujours mis en rapport des régions très éloignées. Par là, par les marchands, se transmettent à travers le monde des notions sur l'existence au moins de peuples que séparent des étendues immenses. Ajoutez enfin les progrès de la géographie : les récits de voyageurs permettent non seulement de corriger les cartes, mais de les compléter, d'inscrire des noms de peuples et même

de cités sur bien des places laissées vides, et de nous convaincre de plus en plus que presque toutes les parties de la Terre habitables sont habitées. Ainsi l'on prend l'habitude de songer à la population de la Terre, et de se la représenter comme un tout, puisque de proche en proche tous les groupes de ses habitants paraissent pouvoir être mis en rapports.

La population de la Terre n'est donc pas seulement une expression arithmétique. Elle constitue une masse continue étendue sur le sol, animée de mouvements internes, et dans laquelle circule une vie commune. Que sur tels ou tels points il s'y présente des lacunes, qu'elle s'amincisse ou s'épaississe : ce n'en est pas moins un être collectif qui doit être envisagé dans son ensemble.

C'est seulement à partir du XVII^e et du XVIII^e siècle qu'en un certain nombre de pays, en Allemagne, en Angleterre, en France, en Italie, on s'est préoccupé d'effectuer des relevés exacts de la population. Tout d'abord de façon indirecte en comptant le nombre des maisons ou des feux, qu'on multipliait par le nombre présumé des habitants composant une famille, ou, encore, à l'aide des registres des naissances et des décès. Longtemps, on a considéré qu'il était impossible de dénombrer réellement, par énumération complète, tous les habitants d'un territoire. C'est au XIX^e siècle que, progressivement, l'habitude s'est introduite, dans la plupart des pays civilisés, de faire des recensements officiels, chaque habitant, autant que possible, remplissant une fiche individuelle, toutes les fiches étant dépouillées par une administration centrale. Mais, aujourd'hui encore, dans des continents comme l'Afrique et l'Asie, il subsiste à cet égard bien des lacunes.

Est-il impossible, cependant, d'obtenir au moins une évaluation approximative du mouvement de la population mondiale depuis deux ou trois siècles ? Reportons-nous à une étude récente de l'Américain Willcox. Nous y trouverons deux choses. D'abord une liste détaillée de toutes les évaluations, quant au nombre des hommes vivant sur la Terre, qui ont été présentées par des auteurs qualifiés depuis le milieu du XVIII^e siècle jusqu'à présent. En l'absence de statistiques, ou avec des statistiques très insuffisantes, les hommes ne se sont pas résignés à ignorer tout à fait quel était ou quel paraissait être le nombre des êtres humains sur notre planète. 5 estimations pour 4 années différentes de 1650 à 1700, 16 estimations pour 15 années différentes au cours du XVIII^e siècle, 45 estimations, de 1800 à 1850, 60 de 1850 à 1900, et 39 de 1900 à 1930. Elles ne sont pas sans intérêt. D'abord quelques-unes d'entre elles ont fait autorité. Dans les milieux des savants, des géographes, des hommes cultivés, elles ont été souvent reproduites. D'autre part, elles ne paraissent pas, sauf exception, tout à fait arbitraires. Elles résument les connaissances du temps : observations partielles, faites sur place, complétées par les impressions et constatations des voyageurs, explorateurs.

Mais notre auteur américain les a critiquées et rectifiées (c'est le deuxième renseignement que cette étude nous apporte) en s'appuyant sur ce que n'ont pas connu les contemporains, sur la comparaison et le rapprochement de sources étrangères remontant à des époques anciennes qu'on n'a pu atteindre alors, que nous retrouvons et traduisons aujourd'hui, et, surtout, sur l'évolution ultérieure, de mieux en mieux suivie à mesure qu'on s'approche de notre époque, en extrapolant en arrière, en remontant du présent au passé. Au prix d'hypothèses, sans doute, en admettant une régularité de développement d'autant plus incertaine qu'il s'agit de périodes plus anciennes. Mais avec le contrôle de recoupements, et en adoptant toujours la solution la plus modérée et la plus vraisemblable.

C'est ainsi que, pour la première fois sans doute, on peut se risquer à mesurer, sur une durée de près de trois siècles (un peu moins d'un sixième, le dernier sixième du temps écoulé depuis l'ère chrétienne) un phénomène aussi ample, et de conséquence aussi grande pour l'espèce humaine, que l'accroissement de la population, sur toute la Terre et dans chacun des continents. Certes, le chiffre de la population pure et simple est une donnée abstraite et bien réduite. Mais le premier problème qui se pose à la morphologie sociale est bien de déterminer l'étendue et le volume de la masse humaine, et la rapidité avec laquelle elle s'accroît. Qu'on songe à la révolution qui s'est produite dans nos idées sur le monde matériel, du jour où l'on a pu mesurer le monde planétaire, mesurer la distance qui sépare notre Terre des corps célestes, dénombrer les étoiles visibles. C'est sur cette base que toute la science astronomique s'est édifiée. De même la population est le cadre le plus général dans lequel doivent être replacés tous les faits sociaux. Puisque les courants qui circulent dans ce grand corps sont conditionnés par son étendue, c'est bien le premier chapitre, et en tout cas un chapitre essentiel de la science sociale.

« Compter, disait l'écrivain anglais Samuel Johnson, au XVIII^e siècle, c'est une pratique moderne. La méthode ancienne, c'était d'imaginer de conjecturer. Mais alors, comment ne pas exagérer ? » De l'antiquité il ne nous est parvenu aucune indication numérique exacte sur la population d'un pays ou d'une cité. Cependant, au temps de la Renaissance, lorsqu'on rouvrit les ouvrages classiques grecs et romains, les chiffres qu'ils donnaient pour la population des cités antiques furent acceptés sans discussion. Alors, il se trouvait que la population de Rome paraissait avoir diminué de 70 à 1, que d'autres parties du monde méditerranéen, à s'en tenir aux chiffres de l'Antiquité, se seraient dépeuplées presque aussi fortement. D'où la croyance que la population de la Terre avait énormément déchu pendant les quinze siècles précédents (de 10 à 1 dira encore Montesquieu dans les *Lettres Persanes*).

Au XVII^e siècle, si nous écartons les évaluations purement arbitraires (qui vont de 4 milliards à 60 millions pour toute la Terre), il faut retenir celle du jésuite Riccioli, qui s'est appuyé sur les meilleures sources à sa disposition. Riccioli estimait à 1 milliard le nombre d'habitants de la Terre. Bien que ce fût là un nombre rond, il était obtenu, en réalité, par addition des populations des divers continents. À l'Europe, il attribuait cent millions d'habitants, et ce qui semble indiquer qu'il ne se trompait pas de beaucoup, c'est que de nos jours, l'Allemand Julius Beloch, procédant par une toute autre méthode, étudiant d'abord la population du monde méditerranéen ancien, médiéval et moderne, est arrivé (pour le début du XVII^e siècle) au même résultat. Riccioli croyait qu'en Chine il y avait 200 millions d'habitants. Chiffre très exagéré (il l'avait emprunté au père Martini). 70 millions au plus, voilà ce que Willcox trouve aujourd'hui, d'après cinq auteurs contemporains spécialisés dans les recherches chinoises. Pour l'Asie tout entière, au lieu des 500 millions de Riccioli, la moitié seulement, 250 millions. Pour l'Afrique, on peut accepter, faute de mieux, l'évaluation qu'il donne, en 1650 : 100 millions (autant qu'en Europe). Mais il va bien fort, comme on dit, lorsqu'il compte 200 millions d'habitants en Amérique. Par diverses méthodes, les américanistes d'aujourd'hui trouvent pour le milieu du XVII^e siècle, en Amérique, 13 millions (1 million seulement sur le territoire actuel des États-Unis et du Canada). — Soit au total, pour le monde, à cette époque, 450 millions au lieu de 1 milliard. — L'évaluation de Riccioli, 1 milliard, sera reprise au XVIII^e siècle par le grand statisticien Süssmilch. C'est cependant au milieu du XIX^e siècle seulement que la population s'élèvera à ce niveau : et elle aura alors presque doublé, depuis le milieu du XVII^e siècle. Mais, dans toute cette période, on peut dire que ce doublement se

sera produit sans qu'on s'en aperçoive. — En réalité, avant le XIX^e siècle, la Terre devait être beaucoup moins peuplée qu'on ne le pensait.

Tenons-nous en, maintenant, aux évaluations globales rétrospectives des modernes. Nous trouvons les nombres suivants, pour toute la Terre :

ANNÉES	NOMBRES ABSOLUS	NOMBRES RELATIFS
1650	456 millions	100
1750	660 millions ¹	142
1800	836 millions	180
1850	1 098 millions	237
1900	1 551 millions	340
1929	1 820 millions (actuellement, tout près de 2 milliards).	395

Au total, la population mondiale aurait à peu près quadruplé en moins de trois siècles. Observons maintenant que, jusqu'en 1900, le taux d'accroissement a été de plus en plus rapide. Première période de doublement : de 1650 à 1825, soit 175 ans. Deuxième doublement, de 1800 environ à 1910, soit 100 ans. Mais, depuis un demi-siècle, le taux d'accroissement tend à se stabiliser. Il a été le plus rapide de 1850 à 1900. Depuis, il y a plutôt ralentissement.

Voyons ce qui en est des divers continents. L'Europe est le seul où le taux d'accroissement n'ait pas cessé d'augmenter. Doublement de 1650 à 1805, en 155 ans ; doublement de 1805 à 1900, en 95 ans ; doublement de 1850 à 1930, en 80 ans. — A ce point de vue, l'Europe contraste vivement avec l'Asie, dont le taux d'accroissement demeure à peu près identique depuis le XVII^e siècle : doublement en 140 ans ; doublement encore en 140 ans.

Les États-Unis présentent cette particularité : une diminution, d'ailleurs faible, de la population, dans la période où les blancs se substituent aux indigènes, mais ne sont pas encore très nombreux, puis un accroissement considérable pendant les deux derniers siècles : doublement de 1760 à 1800 (en 40 ans), doublement de 1800 à 1840, plus que triplement de 1840 à 1900 (en 60 ans) : mais le taux d'accroissement a diminué de près de moitié depuis 1900. En Amérique du Sud, aussi peu peuplée que l'Amérique du Nord l'était autrefois, jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, la population fait plus que doubler de 1800 à 1850, et plus que quadrupler, de 1850 à 1932 : soit un retard de 50 ans sur l'Amérique du Nord.

Ainsi, l'Europe occuperait à cet égard une situation intermédiaire entre l'Asie et l'Amérique, avec un taux d'accroissement plus élevé que la première, moins élevé que la seconde.

¹ Voltaire trouvera 700 millions.

Considérons, cependant, comment se répartit la population de la Terre entre les continents. Aux XVII^e et XVIII^e siècles, on pouvait dire en gros que l'Europe comprenait un cinquième de la population humaine, l'Afrique, un cinquième aussi, et l'Asie, plus de la moitié (l'Amérique, de 2 à 3 p. 100). Actuellement, la moitié de la population est encore en Asie (qui ne couvre pas le tiers de la surface habitable) : c'est, toujours, le plus grand réservoir d'hommes. L'Europe a augmenté fortement sa part relative : près de trois dixièmes de la population, alors qu'elle n'occupe pas un dixième de la surface habitable. Si l'on admet que la population de l'Afrique est demeurée à peu près stationnaire depuis trois siècles, le continent noir verra tomber du cinquième au treizième sa part relative du total. Quant à la population de l'Amérique, elle a beaucoup augmenté, mais ne représente encore, en somme, qu'un huitième de la population mondiale, alors que la surface du Nouveau Monde est plus grande que le quart du monde habitable. Plus des trois quarts, près de 80 p. 100 de la population de la Terre, se trouvent donc aujourd'hui en Europe et en Asie, au lieu de 75 p. 100 au XVII^e siècle. C'est à l'Europe principalement qu'est dû cet accroissement relatif.

Ces évaluations de Willcox, obtenues par critique des données anciennes, ont été critiquées à leur tour.

Kuczynski observe que les pays dont nous connaissons le nombre d'habitants à 10 p. 100 près, ne comprennent encore que trois cinquièmes de la population de la Terre (au lieu, il est vrai, d'un cinquième il y a cent ans). En Chine, particulièrement, les évaluations varient entre 325 et 525 millions et, pour l'Asie entre 960 et 1260 millions. Mais, même en prenant le plus bas de ces chiffres, l'Asie contiendrait encore la moitié de la population de la Terre. Quant à l'Amérique du Nord, on sait avec certitude que sa population a passé en cent ans de près de 30 millions à un nombre compris entre 250 et 280 millions. Pour les chiffres globaux par continents, nous pouvons donc nous en tenir aux proportions que nous avons indiquées.

Quelles conclusions, maintenant, tirer de ces faits ? Sans doute, au cours de ces trois siècles, il y a eu de grands changements, à s'en tenir au volume d'ensemble de la population et aux parties de l'espace qu'elle occupe. Elle a plus que quadruplé. Elle s'étend aujourd'hui sur des parties très vastes du monde habitable, où l'on ne trouvait autrefois que des tribus rares et éparpillées. Ce mouvement d'accroissement et d'extension s'est développé, au moins jusqu'en 1900, suivant un rythme accéléré. Nous nous plaisons d'ordinaire à insister sur l'ampleur de ces mouvements, comme si le flot humain, de plus en plus gonflé, avait rompu les digues qui l'emprisonnaient, et déferlé toujours plus loin, comme si une inondation recouvrant toute une plaine avait fait disparaître sous une nappe continue les lacs et les cours d'eau qu'on y distinguait autrefois. Pourtant, après avoir comparé la population par continents autrefois, et aujourd'hui, ce qui nous frapperait plutôt, c'est que cet accroissement considérable ait pu se produire sans que l'importance relative des masses qui peuplent les diverses parties de la Terre, c'est-à-dire sans que leurs proportions en aient été plus sérieusement modifiées : c'est donc plutôt l'étrange stabilité de l'ensemble, dans sa structure et dans ses proportions.

Plus des trois quarts de la population se trouvent encore en Europe et en Asie, dans le vieux monde. L'Amérique n'en comprend qu'un huitième. L'Australasie et la Polynésie (c'est-à-dire presque toute l'Océanie), un demi pour cent. C'est à l'intérieur du groupe Europe-Asie que les changements sont le plus sensibles. Mais l'Asie renferme toujours la moitié de la population humaine : 52 p. 100 en 1929, au lieu de

54 p. 100 en 1650. En mesurant les diverses parties d'un corps humain, la tête, le thorax, l'abdomen, les membres, chez l'enfant et chez l'adulte, on trouve des changements relatifs plus considérables ¹.

Fait d'une importance capitale pour qui aborde la morphologie sociale. La population humaine ne se comporte donc pas comme une masse de poussière inerte dont les parties seraient dispersées par le vent de toutes parts, comme une masse liquide qui se répandrait sur un vaste espace, ou même comme tant d'espèces végétales ou animales qui ont pris racine ou se sont multipliées partout où le sol leur présentait des conditions favorables. Tout se passe, au contraire, comme si la masse des hommes avait une structure définie, stable et relativement immobile, qui s'accroît sur place, et ne sort de son cadre que bien lentement, et dans des circonstances tout exceptionnelles. Elle est prisonnière de sa forme à un tout autre degré que les autres ensembles d'organismes.

Quelle est la raison de cette forte stabilité ? On a invoqué depuis longtemps l'influence des conditions physiques, et il serait absurde de n'en point tenir compte. Les déserts, les chaînes de montagne, les vastes mers : voilà des obstacles qui ont souvent arrêté les déplacements des hommes. Les terres les plus fertiles, les plaines qui s'étendent à une altitude modérée, avec des conditions de climat favorables, ont la chance d'être peuplées les premières. Mais ce genre d'explication est trop simple. Si le milieu physique agit sur l'homme à cet égard, c'est-à-dire sur son extension, l'homme, en particulier les sociétés humaines, réagissent aussi, et peut-être davantage, sur le sol.

Lucien Febvre, critiquant le déterminisme physique de l'école de la géographie humaine, au moins de certains de ses représentants, observait : « C'est partout qu'on rencontre des domaines en apparence propices à l'établissement des hommes, et cependant négligés, — tandis que partout aussi se présentent des domaines défavorables, et que les hommes occupent, où ils s'accrochent, où ils se cramponnent pour ainsi dire au sol, à force de volonté et contre toute probabilité ». Le Soudan, si varié, si fertile, est bien pauvre en population. Les riches plaines alluviales de la vallée du Mississippi ne possèdent encore qu'un peuplement médiocre et clairsemé. Quant aux obstacles naturels, ils n'ont pas arrêté la marche des hommes. Il suffit de songer aux courants d'invasion qui, des parties les plus lointaines de l'Asie, se sont propagés jusqu'à l'Europe occidentale. Les découvertes récentes des ethnographes nous révèlent qu'une même zone de civilisation occupait jadis les deux rives asiatique et américaine du Pacifique, comme si les inventions techniques, les ustensiles, les armes, la langue elle-même avaient été propagés à travers les îles par des navigateurs primitifs. — Or, de notre temps, et depuis un siècle, des moyens de transport perfectionnés facilitent de plus en plus les déplacements à longue distance, sollicités par l'exemple, et par tout un système d'informations rapides et sûres. Ce ne sont donc pas les conditions physiques qui s'opposent à l'extension des groupes humains.

Il paraîtrait plus naturel d'invoquer les conditions économiques, et aussi les circonstances nationales. A l'époque du premier peuplement de la Terre, sans doute la

¹ Charles B. DAVENPORT, dans : *Inheritance of stature* (reprinted from *Genetics*, July, 1917) a montré par plusieurs diagrammes comment varient la hauteur et la largeur des différentes parties du corps, et leur proportion à la longueur et à la largeur du corps tout entier, pour différents âges. On voit ainsi que la hauteur de la figure représente, par rapport à la taille (hauteur du corps tout entier) : un quart à la naissance ; un cinquième à 2 ans ; un sixième à 7 ans ; un septième à 12 ans ; et un huitième à 20 ans. — Voir aussi : APERT, *Maladies des enfants*.

vie pastorale, la chasse, la pêche ont favorisé les déplacements des hommes : les nomades emportaient leur tente, et la dressaient en des lieux sans cesse nouveaux. La culture a fixé les hommes à la terre. Ainsi s'explique peut-être que, pendant de longs siècles, la population ait été plus sédentaire encore qu'aujourd'hui. Pourtant, le paysan a quitté son champ pour aller travailler à la ville. Mais si l'industrie a déterminé de véritables migrations intérieures, à son tour elle a fixé l'homme auprès de l'usine. Les sociétés industrielles, une fois nées, retiennent leurs membres. En même temps se sont constitués des milieux nationaux qui exercent une emprise très forte sur ceux qui s'y trouvent plongés, et qui ne sont pas assurés de retrouver ailleurs la même langue, les mêmes coutumes, le même genre de vie. Habitudes économiques, habitudes nationales : c'est l'habitude, principe d'inertie, qui retiendrait les hommes dans les lieux où ils ont vécu jusqu'ici.

Mais l'habitude n'est pas un principe. C'est un résultat. L'homme obéit aux forces sociales, et celles-ci peuvent l'inciter à demeurer en l'état où il est, mais aussi bien à en changer. D'une manière plus générale, la constitution économique d'un groupe, comme son caractère national, seraient ici à considérer comme des effets plutôt que des causes. Si les hommes forment des groupes économiques stables, c'est qu'ils sont distribués dans l'espace d'une certaine manière. L'industrie, pour se développer suivant ses formes modernes, supposait une population parvenue à un certain degré d'agglomération ou de concentration. Les nations ne se sont constituées que quand, entre des provinces et surtout des villes assez peuplées, se sont établies des liaisons étroites et durables, quand, à l'intérieur d'une population relativement dense, ont pu naître des représentations collectives assez étendues.

Nous en revenons donc aux formes de la population (volume, figure, densité). Une population prend à la longue conscience de sa structure, de ses rapports avec le milieu physique, aussi bien qu'avec les populations voisines, envisagées aussi dans leurs formes matérielles. Chaque groupe s'est fait, petit à petit, sa place parmi les autres : il est lié à eux, mais aussi il s'en distingue. Un tel sentiment commun est une force : résistance aux changements de forme, par compression et déplacement ou détachement des parties. La division du travail et la liaison des métiers, dans une région, n'est un principe de cohésion, et ne dure elle-même, que parce qu'elle s'établit à l'intérieur d'un groupe qui a conscience de former une même population. Le sentiment national résulte d'une sorte de réflexion confuse sur un fait qui s'est produit spontanément, savoir le groupement continué, au cours des générations, de familles qui ont pris l'habitude de vivre côte à côte dans un même cadre régional. Les hommes naissent et meurent dans les mêmes lieux, ils se marient les uns avec les autres, les familles qu'ils forment se perpétuent sur place. Ils se représentent à eux-mêmes, collectivement, comme faits de la même substance. Tel est le principe de cette stabilité que nous présente la répartition des groupes sur la Terre, et qui est un des traits les plus caractéristiques de la population humaine.

Cette force de résistance a des limites. Au cours de l'histoire, bien des peuples ont changé de lieu et d'habitat. Mais ce qui permettait ou facilitait ces transplantations, c'est que le peuple se déplaçait d'ensemble, tout entier, c'est, souvent aussi, qu'il n'était pas installé en tel lieu depuis bien longtemps, qu'il avait conquis telle région par la force, et qu'il reculait devant de nouveaux conquérants. Il est probable qu'autrefois la population, bien plus petite et moins dense, était moins agglomérée et moins stable, que sa figure changeait sans cesse. Il n'en a plus été de même des populations sédentaires et pacifiques qui ont grandi sur place, et se sont bornées à combler, par leur accroissement même, les lacunes qui les séparaient des autres, et aussi leurs

lacunes intérieures. Avec l'industrie cet accroissement a pris un rythme plus rapide. Mais c'est un fait bien remarquable que la population mondiale ait plus que quadruplé en moins de trois siècles, et la population européenne presque quintuplée, sans que sa répartition sur la Terre ait subi plus de changements.

Certes, de vastes continents comme l'Amérique se sont cependant peuplés dans cette période, par apport d'éléments européens. C'est qu'en raison des formes modernes de la vie sociale, surtout économiques, il existe en tous pays une catégorie d'hommes qui sont mal intégrés dans l'ensemble, et maintenus ou rejetés en quelque sorte à la surface du groupe dans lequel ils ne prennent pas réellement racine. Cette population flottante de paysans pauvres et aussi d'ouvriers d'industrie les moins bien situés a surtout alimenté l'émigration. Mais les pays européens et asiatiques n'ont perdu de cette façon qu'une très petite partie de leur substance, qui, d'ailleurs, n'a pas cessé de s'accroître.

Une telle stabilité dans la répartition des groupes, en dépit de l'attraction que pourrait exercer sur eux l'espace, la représentation de l'espace, et d'autres causes encore, ne s'explique que par une autre représentation collective, qui les retient où ils sont, d'autant plus forte sans doute que la population est plus nombreuse et plus dense. Cette représentation est celle, pour chaque groupe, de sa forme matérielle.

CHAPITRE 2

LA DENSITÉ DE LA POPULATION LES GRANDES VILLES

[Retourner à la table des matières](#)

Qu'il s'agisse de la Terre tout entière, d'un continent ou d'un pays, ce n'est pas assez de connaître le nombre des habitants. Encore faut-il savoir sur quelle étendue ils sont distribués. C'est ce qu'on appelle la densité de la population. On l'exprime, d'ordinaire, en calculant soit le nombre d'habitants par unité de surface (par km², par mille carré), soit l'étendue de surface pour un habitant.

A vrai dire, dans un même pays, des régions montagneuses, ou dont le sol est peu propre à la culture, très peu peuplées, sont juxtaposées à d'autres où existent de grandes agglomérations industrielles, de population très dense. Alors la densité kilométrique moyenne ne se constate en fait en aucune partie du pays pour lequel elle a été calculée. Mais on peut choisir des régions plus limitées et relativement homogènes. Il est possible, d'ailleurs, de compléter les indications données par la moyenne en calculant les écarts des données partielles par rapport à celle-ci. Si ces écarts sont élevés, cela indique qu'en effet il y a une grande diversité quant aux conditions de peuplement. Rien n'empêche alors de donner une évaluation de cette diversité même, par le calcul de ce qu'on appelle des données de répartition. Par exemple, si on range sur une même ligne, suivant la densité kilométrique croissante, tous les arrondissements et même tous les cantons d'un ou plusieurs départements, ou de tous les départements de la France, quelle est la densité de population dans celui qui se trouve au milieu de la ligne, au premier ou au dernier quart, au premier, au

deuxième, etc., au dernier dixième ? Tel est le sens des notions de médiane, quartiles et déciles.

La densité de la population nous offre ainsi le moyen de mesurer par une ou plusieurs expressions simples le degré de rapprochement, non pas entre des êtres organisés envisagés du seul point de vue biologique, mais entre des hommes qui vivent en société. Différence capitale entre le cas des bêtes ou des plantes et celui des hommes. Dans les sociétés, les pensées des hommes, leurs sentiments, leurs manières d'agir varient suivant que les rapports qu'ils ont entre eux se multiplient et s'intensifient. En général, à mesure que la densité sociale s'accroît, les communications deviennent plus faciles. De toute façon le rapprochement des hommes, s'il est étroit, indique une société dense, et celle-ci entraîne à son tour des faits de psychologie sociale bien caractérisés. Lorsque les hommes se rapprochent ainsi et vivent serrés, la mortalité, la natalité, la nuptialité se modifient : elles ne sont pas les mêmes à la ville et à la campagne. Ajoutez que, dans une population plus dense, les mouvements de circulation sont plus variés et plus rapides, il y a plus de migrations à l'intérieur du pays, et de nation à nation. Tout l'ensemble des faits démographiques est donc en rapport, successivement de cause à effet, et d'effet à cause, avec la densité de la population.

Essayons de nous représenter *grosso modo* la densité du peuplement humain à la surface de la Terre. Nous nous en tenons aux continents, et à la surface des îles. Ratzel appelait œkoumène l'ensemble du monde habité, dans laquelle il englobait aussi bien les mers où passent de temps en temps des navires : il y comprenait la zone chaude, les deux zones tempérées, et une partie de la zone froide septentrionale, soit les cinq sixièmes de la surface du globe. Mais reportons-nous à un tableau de la densité par pays. Il nous apparaîtra que les régions de population relativement dense (plus de 50 habitants par km²) sont peu nombreuses et assez limitées : une petite partie de l'Europe, Grande-Bretagne, France, Espagne (sauf au Sud), Italie, Belgique, Pays-Bas, Suisse, Allemagne, Autriche-Hongrie, Danemark ; puis l'Inde ; enfin une partie de la Chine et le Japon.

Ainsi, trois noyaux distincts qui, rapprochés, ne couvriraient pas l'Europe. Ajoutons-y une petite étendue des États-Unis (plus petite que la France) sur la côte est. En revanche, de vastes parties de continents où se trouvent comprises de telles zones de forte densité contiennent moins d'un habitant par km² : le centre et toute la partie septentrionale de l'Asie, la région désertique du nord de l'Afrique, et la zone subtropicale (bien moins large) au sud du même continent ; tout le centre de l'Amérique du Sud, tout le nord et une partie du centre ouest de l'Amérique du Nord ; la plus grande partie de l'Australie, sauf une bande mince à l'est. — Donc des extrêmes, et pas de zone où la moyenne pour l'ensemble, soit près de 15 habitants par km², serait réalisée. Mais, en Europe (Union Soviétique comprise), 52 habitants par km², la moitié seulement en Asie, le huitième ou le neuvième en Amérique, le dixième en Afrique.

Il y a, en Europe, un groupe de pays contigus où la densité dépasse de beaucoup la moyenne, Angleterre et Galles, France, Belgique, Pays-Bas, Allemagne, Danemark, Pologne, Tchécoslovaquie, Autriche, Hongrie, Italie : 128 habitants en moyenne par km² au lieu de 52 pour toute l'Europe. Cet ensemble comprend 23,7 p. 100 de la surface du continent, et 55 p. 100 de sa population. La Russie d'Europe, avec une densité moyenne de 26 habitants par km² (64 en Ukraine, 39 en Russie blanche) comprend 43,5 p. 100 de la surface de l'Europe et 23 p. 100 de sa population. Entre

ces deux extrêmes, le reste : Pays nordiques, Portugal, Espagne, Roumanie, Grèce, Yougoslavie, etc., se tient dans les densités moyennes : entre 40 et 60 p. 100, mais il ne s'agit que de 22 p. 100 de la population européenne.

Aux États-Unis, la densité moyenne est de 15,7 p. 100, plus faible qu'en Russie : elle est moyenne dans la plus grande partie du territoire, sauf dans les États du Centre Atlantique, qui, avec 99 habitants par km², se rapprochent des conditions observées dans le premier ensemble européen.

On pourrait croire que ces différences sont cependant en voie de diminuer, que la densité de la population tend à s'uniformiser, en Europe tout au moins. Mais il n'en est rien. Calculons, d'abord, la moyenne des densités observées dans chaque pays européen (en écartant l'ancienne Russie et l'U.R.S.S. actuelle), aux recensements successifs. Elle a augmenté d'un mouvement assez régulier au cours des 80 dernières années : 1850 : 44,5 par km² ; 1870 : 50 ; 1890 : 57 ; 1910 : 66 ; 1930 : 75. Mais de telles moyennes sont établies pour des pays très divers, et de grandeur très inégale.

Essayons de calculer une expression des divergences relevées entre la densité de ces pays, et la moyenne générale, c'est-à-dire la moyenne des écarts entre les densités moyennes dans chaque pays et cette densité moyenne pour tous les pays, telle quelle, puis pondérée (pour tenir compte de l'inégalité des populations : on multiplie l'écart pour chaque pays par un coefficient égal à sa population, et on divise le total de ces produits par la somme des coefficients).

Ramenons ensuite à 100 la densité moyenne à chaque époque, et voyons ce que devient l'écart moyen.

	DENSITÉ MOYENNE	ÉCART MOYEN		Nombres relatifs		
				Densité Moyenne	ÉCART MOYEN	
		Simple	Pondéré		Simple	Pondéré
1850	44,5	31	26,7	100	69,5	60
1870	50	33	29	100	66	58
1890	57	37	31	100	65	54,5
1910	66	49	41,5	100	74,5	63
1930	75	52,7	45	100	70	60

On voit (d'après les deux dernières colonnes à droite mais surtout la dernière) que si les divergences ont diminué, d'ailleurs assez lentement, de 1850 à 1890, elles soie redevenues, en 1930, telles exactement qu'en 1850. Cela est d'autant plus remarquable que, dans cette période de quatre-vingts ans, la densité moyenne a augmenté de plus de moitié, et que ce ne sont plus d'ailleurs les mêmes pays qu'autrefois qui présentent les plus faibles et les plus fortes densités. Il semble que, jusque vers 1890, la population ait tendu à se répandre d'une façon plus uniforme, mais qu'à ce moment soient intervenus des facteurs nouveaux, qui tendaient à la concentrer, et à la concentrer plus dans certains pays que dans d'autres.

La densité de population n'est, en effet, au point de vue statistique même, qu'une expression incomplète de la manière dont les hommes se distribuent sur le sol. Une population donnée, sur une même étendue, peut être agglomérée ou dispersée. Et il y a d'ailleurs des formes diverses d'agglomération. — Distinguons d'abord, en gros, la ville et la campagne. En France, on appelle rurale la population des communes qui comptent moins de 2 000 habitants. Or il y a près d'un siècle, en 1846, la population rurale ainsi définie comprenait les trois quarts de la population totale (75,6 p. 100), et aujourd'hui (1931), moins de la moitié (48,8 p. 100). Changement, certes, considérable. Mais que signifie cet accroissement de la population urbaine ? Les villes petites, moyennes, se sont-elles multipliées, sans qu'augmentent beaucoup leurs dimensions ? Auquel cas la transformation dans le mode de groupement aurait été elle-même limitée, puisqu'entre une petite ville, un gros bourg, un village étendu, la différence à cet égard est peu sensible. Ou bien, de ces déplacements d'hommes, sont-ce les grandes villes, les très grandes villes qui ont surtout profité ?

En fait, la population des villes de plus de 100 000 habitants, de 1800 jusqu'à présent, a passé, en France, de 800 000 à 7 millions ; en Angleterre, de 1 à 18 millions ; en Allemagne, de 300 000 à 20 millions. Dans les pays neufs, elle comprend une fraction importante de la population. En Australie, par exemple, la moitié des habitants est concentrée dans sept villes, et le tiers dans les deux seules agglomérations de Sydney et de Melbourne (Sydney : 1 235 000 habitants vers 1930). Au reste on compte actuellement, dans le monde entier, 31 cités dépassant le million.

Mais ce qui est le plus notable, c'est l'apparition de villes géantes. Sur toute l'étendue du globe, 8 dépassent 3 millions : New-York (près de 7 millions) ; Tokio (5 millions et demi : Greater Tokio) ; Paris, avec sa banlieue, dépasse même ce chiffre ; Londres et Berlin (4 200 000) ; Moscou (3 600 000) ; Changai et Chicago (3 300 000). Leningrad approche seulement de 3 millions. De 3 millions, on descend à 1 million presque sans transition (deux villes seulement, Vienne et Philadelphie, occupent l'intervalle). Visiblement ces villes colosses, métropoles cosmopolites, constituent comme une espèce nouvelle sans analogue dans les formes antérieures. On ne trouve au total, dans celles qui comptent plus de 3 millions, que 40 millions d'habitants : la population actuelle de la France. Mais par les institutions et coutumes nouvelles qui s'y élaborent, elles exercent une action extrêmement forte sur les autres établissements urbains, et même sur la civilisation rurale.

Ces formations urbaines nouvelles ont transformé les conditions de vie dans tous les domaines de l'activité sociale. C'est pourquoi on pourrait les étudier sous plusieurs des rubriques précédentes : morphologie religieuse, politique, économique.

Religieuse, d'abord. Dans l'antiquité, nombre de cités se sont formées et agrandies autour de temples, et l'emplacement même de la ville, ses limites, son enceinte, ses divisions principales étaient consacrées. Mais, si l'on en connaît quelques-unes où purent s'observer de grands rassemblements de foules, à l'occasion de cérémonies, de jeux, de fêtes, et du culte en général, ce ne fut jamais que de façon temporaire, quelquefois périodique. A Delphes, à Olympie, à Corinthe. On y venait en processions, en théories, de toutes les régions de la Grèce, puis l'on s'en retournait. Délos, siège d'une confédération politique entre les Grecs, était aussi un point de rencontre entre les marchands venus d'Orient ou d'Occident. C'est pourquoi il s'y trouvait aussi bien une synagogue, un temple égyptien, que des édifices consacrés à leurs divinités par les Italiens : la religion paraît cependant y avoir été subordonnée à d'autres intérêts. Au

reste, en Grèce, et surtout à Rome, le politique et le religieux sont étroitement confondus : dans la personne des magistrats, et aussi dans les collèges de prêtres qu'on venait consulter et qui formulaient les oracles. A mesure que les groupes confessionnels ont pris plus d'ampleur, en particulier dans le monde chrétien, les centres de l'activité religieuse paraissent s'être multipliés, mais aussi différenciés. Sanctuaires, lieux consacrés, lieux saints où, à certaines dates, affluent les foules (comme autrefois) ; mais aussi, ce qui est peut-être nouveau, lieux où résident les hauts dignitaires, et tout le personnel préposé non seulement à la célébration du culte, mais aussi à l'administration du clergé, à l'entretien de liaisons et connexions avec toutes les parties de l'univers religieux. Certes, dans une société qui ne comprend que des fidèles, toute ville est à la fois l'un et l'autre : elle est sous l'invocation religieuse ; elle est aussi centre du clergé local. Mais surtout, dans les cités les plus grandes, se crée un milieu et comme une atmosphère ecclésiastique particulière, semblable de l'une à l'autre, internationale, qui contribue à maintenir l'unité de l'Église tout entière. Là aussi, au contact des pouvoirs politiques, des couches les plus hautes du monde social, en liaison avec lui, le clergé acquiert une autorité et un prestige plus grands. Telle est, dans le monde religieux d'alors, la fonction des villes, et des grandes villes.

Cependant, à mesure que la population augmente et qu'elle se concentre davantage, les centres religieux s'adaptent à la structure nouvelle, plus qu'ils ne contribuent à la constituer. L'Église se nationalise surtout sous l'influence des milieux urbains. Elle se dépouille progressivement de ses attributions temporelles, auxquelles correspondent d'autres organes dans la ville même. Sans doute, à l'intérieur de l'enceinte urbaine, elle garde longtemps un domaine propre : lieux du culte, cathédrale, et leurs dépendances, bâtiments et espaces conventuels, hospices. Mais le reste de la ville de plus en plus se laïcise. Surtout, les courants de population de la campagne à la ville, qui accroissent celle-ci, échappent à son contrôle : elle ne les alimente ni ne les encourage. Bientôt, le cadre urbain primitif, qui gardait son empreinte, se trouve effacé et noyé dans des agglomérations de plus en plus étendues et mouvantes. Certes, l'organisation religieuse subsiste, même dans les plus grandes villes. Au moins depuis 1622, date où il fut érigé en archevêché, il y a un Paris religieux qui, par le nombre et le prestige aux yeux des fidèles de ses bâtiments, églises, couvents, écoles, etc., non moins que par la masse de ses membres, représente bien toujours le centre et l'organe directeur de la vie religieuse en France. Mais tout se passe comme si la ville religieuse s'était rétrécie et repliée sur elle-même, dans certains quartiers où se conserve l'aspect des rues, maisons, des petites villes d'autrefois, plus recueillies et moins bruyantes, comme si ces quartiers eux-mêmes n'étaient dans la grande cité moderne, que les prolongements de la campagne et de milieux urbains en contact avec la campagne : structures sociales, modes d'établissements humains solidaires des anciennes croyances. L'Église, cependant, essaie de s'adapter aux grandes villes, crée des patronages, des cercles ouvriers, participe à la vie sociale des faubourgs : modes d'activité et de propagande nouveaux qui réagissent sur son esprit et ses institutions propres. Mais elle ne se reconnaît pas, elle ne reconnaît pas sa figure dans des agglomérations qui se sont développées sous une autre impulsion que la sienne.

Sur la ville comme organe de la vie politique, nous ferions des observations du même genre. C'est bien comme telles que se sont constituées, par opposition aux campagnes, les communes, à la fin du moyen âge. Le bourgeois, l'habitant du bourg : sa situation était définie par un statut, par la jouissance de certains droits et privilèges locaux ; il participait au gouvernement de la ville, soit comme membre des assemblées, soit parce qu'il élisait les conseillers, les magistrats ; il faisait partie de la milice. La ville elle-même était divisée en quartiers, qui étaient autant d'unités

administratives ayant leur vie propre. Elle s'entourait de rempart, et en tous cas, fixait ses limites. Enfermé dans son cadre une fois fixé, solidaire de sa forme, un tel organisme politique devait tendre à la conserver telle quelle, dans ses dimensions restreintes, à en exclure les gens du dehors. Pourtant une différenciation s'est produite de bonne heure entre ces villes de type ancien, cadres d'administration communale, et d'autres plus étendues, de structure plus complexe, qui correspondaient à une organisation politique nouvelle, provinciale, avec les parlements, les résidences des gouverneurs, des intendants, les grands établissements militaires ; puis nationale : ce sont les capitales d'États, sur l'emplacement desquelles se trouvent réunis et juxtaposés les palais et cours des rois, des princes, des hauts dignitaires, les cours suprêmes, les ministères, les sièges de toutes les grandes administrations, plus tard les assemblées législatives, et un groupe plus étendu qu'ailleurs de fonctionnaires. Structures urbaines rénovées, qui répondent au besoin d'une vie politique plus centralisée, avec de plus larges perspectives elles surgissent presque en même temps d'un bout l'autre de l'Europe, avec des traits qui s'apparentent, comme si un esprit commun, entretenu par les visites des diplomates, des princes et dignitaires étrangers, y circulait. Improvisations artificielles souvent, en tous cas, dernier effort de la politique pour former l'espace habité par les hommes à son image : Paris de Louis XIV, de Louis XV, de Napoléon, et ses répliques ailleurs. Mais ces plans, ambitieux alors, souvent inachevés, se reconnaîtront à peine dans des structures plus vastes encore, qui auront une autre origine et d'autres fins. La ville politique, gouvernementale, administrative existe bien dans les grandes métropoles modernes. Mais elle n'en est plus qu'un aspect, et il s'y faut chercher. Ou bien elle s'y est isolée, en un quartier, comme un organe limité dans un corps plus vaste. Ou bien ses membres s'y trouvent dispersés : image de la politique elle-même, entraînée ou recouverte par d'autres courants. — À toutes ces étapes, la pensée politique a reçu l'empreinte de ces formes urbaines successives, avec lesquelles elle s'est étroitement confondue. L'histoire d'une ville et de ses transformations, de ses rues, de ses maisons, de sa population, peut être écrite de ce seul point de vue : elle aiderait à comprendre l'histoire des gouvernements et des régimes.

Il y a, enfin, une ville économique. L'existence s'en justifierait par la seule nécessité de fournir aux besoins indispensables ou de luxe des éléments politiques ou religieux qui constituent les premières cités. Après l'économie domestique, de manoir, d'abbaye, de village, c'est l'économie de petits bourgs en rapport surtout avec la campagne, ou de villes artisanes de dimensions moyennes, avec des échanges interurbains. À côté de la place de l'hôtel-de-ville, de la place de l'église, il y a, se confondant quelquefois avec l'une ou l'autre, la place du marché, les halles, les divers marchés, les diverses halles, sur quoi débouche la grande rue commerçante ; sur celle-ci les rues de métiers, rue des tanneurs, rue des merciers, etc. : les divers métiers prennent conscience d'eux-mêmes, à se ranger ainsi dans une partie de l'espace qui leur est assignée. La proximité de ces rues, leur réseau articulé, sont aussi l'expression et l'image de la hiérarchie des corps d'artisans et de leurs rapports ; les acheteurs, quand ils y circulent, sentent pour leur part, rien qu'à regarder les étalages et la cohue, qu'ils sont entrés dans le domaine des échanges, tout en demeurant dans la ville, que de bourgeois, nobles, hommes de qualité, ou (puisque les rôles changent sans cesse en économie) d'artisans et marchands, ils sont devenus acheteurs, en tous cas agents dans la vie économique. Maintenant, que les échanges s'étendent au-delà des limites du bourg et de sa campagne, que l'industrie et le commerce de plus en plus se spécialisent : les villes tendront à se différencier suivant les industries et commerces où elles excellent et ont acquis une réputation. Mœurs et personnel nouveau, d'origine en partie étrangère, étrangère en tout cas à la ville, s'introduiront, qui exigeront plus

d'espace, des voies de communication plus larges, la suppression des murailles, des étroites portes de ville, l'établissement de boulevards, le rattachement des faubourgs. Le spectacle de ce cadre éclatant de nouveauté, ayant le prestige de ce qui vient de loin, et aussi de ce qui imite la vie des hautes classes, stimulera l'activité des marchands, des clients : la ville, comme structure, formera peu à peu une société urbaine économique à son image.

Or, il s'établit sans doute une différenciation entre villes de consommation et de production, entre villes de luxe, de résidence, de petits retraités et fonctionnaires, catégories d'acheteurs différentes, et dispositions dans l'espace, arrangements des maisons, des voies appropriés ; villes de commerce, d'industrie artisanale, de fabricants très qualifiés, villes ouvrières, où les rues et quartiers s'adaptent aux chantiers, aux usines, à l'appareil technique de la production.

Mais considérons maintenant les très grandes villes, celles qui comptent plusieurs millions d'habitants. Ne s'expliquent-elles point, comme les centres nerveux supérieurs dans l'organisme, par une fonction économique nouvelle, dans une société d'échange élargie déjà au-delà des limites de la nation ? Fonction de régularisation, de contrôle, mais aussi d'impulsion et d'incitation. Pour mettre sur pied des affaires de plus en plus démesurées, pour capter les forces de pouvoir d'achat, de capital et de crédit que recèlent des groupes vastes, mais éparpillés, pour rester en liaison avec les grands centres de la vie économique dans le monde entier, ne faut-il pas que s'installent à proximité l'une de l'autre les grandes banques de dépôt et d'émission, les bourses de valeurs, de marchandises, les bureaux où siègent directeurs et représentants des entreprises les plus actives, les plus grands magasins, les boutiques du plus haut luxe, les hôtels cosmopolites, et encore, les journaux qui font l'opinion, les agences d'information, de réclame, qui la fixent la dirigent, les pouvoirs publics qui, à la fois, la surveillent et s'en inspirent, etc. ? Ainsi s'expliquerait donc, par un développement économique intensifié, la formation de ces villes immenses, à l'échelle de la Babylone légendaire, dont nous avons rappelé la croissance rapide, et quel nombre d'habitants elles comprennent. D'autre part, toute la civilisation économique moderne a pris la forme d'une civilisation de grandes villes. Aussi bien les agglomérations industrielles créées de toutes pièces auprès des usines que les faubourgs commerçants et ouvriers qui entourent et submergent les vieilles cités se sont donné la même structure, se sont construites suivant ce plan : ce sont les prolongements des grandes villes, en des régions du type ancien, et même jusqu'au milieu de la campagne.

Mais, nous le sentons, ce n'est pas encore tout. Quand on a passé en revue tous ces aspects de la vie urbaine, qui relèvent en somme, comme formes religieuses, politiques, économiques, des diverses morphologies particulières, il faut encore étudier ce qui reste, c'est-à-dire la ville en elle-même, abstraction faite de tout cela. Il reste à étudier en eux-mêmes, les faits de population purs et simples, dont l'ensemble constitue la ville, la grande ville, replacée parmi les autres types d'agglomération. Dans le corps social, d'abord, ce sont les groupements de population à la fois les plus étendus et les plus denses. La densité n'y est d'ailleurs pas toujours en raison inverse de l'extension. Chicago, avec une population totale qui n'est que peu supérieure à la population de Paris dans son enceinte actuelle, couvre une surface six ou sept fois plus grande. C'est que les établissements industriels, les docks et dépôts, les gares et ateliers de chemins de fer, les voies où circulent les trains, mais aussi les voies publiques, les parcs, les espaces non bâtis, y occupent une étendue plus vaste, et que, sauf dans le centre, les maisons y sont moins hautes, plus espacées. Ce n'est pas qu'en certaines régions, à certaines heures, la densité n'y soit plus grande. D'où le

sentiment, dans ces grandes masses, d'un espace social infiniment vaste et compact, avec des zones d'un peuplement inégal, sans doute, mais, dans l'ensemble, d'une accumulation de bâtiments et d'être humains dans un réseau de voies où la circulation est intense, d'un monde à part de tous les autres, où la vie collective aussi est plus intense qu'ailleurs : mélange de représentations à la fois matérielles et humaines, mécaniques et spirituelles, qu'on retrouve à peu près identique dans toutes les grandes villes, et qu'on ne retrouve que là.

Dans de tels ensembles établis ou se mouvant sur le sol, et qui se définissent surtout, en effet, par leurs emplacements et leurs directions, les autres modes de groupement social ont plus de peine à se constituer qu'ailleurs ; ils tendent davantage à s'y dissoudre, hors des moments, des périodes où ils réussissent à s'en isoler, à se renforcer temporairement. En tout cas, on a ou on croit avoir la faculté d'en sortir, de passer de l'un à l'autre, mais surtout de demeurer aussi longtemps qu'on en a le désir ou la fantaisie dans le milieu urbain pur et simple, habitant anonyme d'un vaste immeuble, d'un quartier trop vaste pour que ceux qui y résident se connaissent, ou entraîné dans un courant de circulation où l'homme n'est plus qu'une parcelle de matière en mouvement. D'où un individualisme extrême, celui d'un être qui se sent d'autant plus isolé parmi les autres, qu'il se heurte plus souvent à eux, qui a besoin de défendre plus énergiquement sa place dans l'espace, parce qu'elle lui est mesurée et disputée, mais aussi un sentiment collectif plus puissant qu'ailleurs, lié qu'on est malgré tout à des masses humaines dont on n'aperçoit pas les limites, et qui obéissent à des impulsions irrésistibles, les plus semblables aux grandes forces de la nature, parmi toutes celles qui se développent dans le monde social. De fait, l'espace, les représentations spatiales peuvent être aussi bien un principe de rapprochement que de division ou d'isolement. Elles rapprochent d'autant plus que les groupes ont l'impression de triompher davantage, grâce à leur volume, à leur densité, à leur mobilité interne, des obstacles que l'espace lui-même oppose à la vie collective. Or il en est ainsi dans les grandes agglomérations urbaines. L'exaltation collective qu'on observe à intervalles seulement ou localement dans les familles, les groupes religieux, les sociétés politiques, et même dans les milieux économiques, à l'occasion de cérémonies, de grandes assemblées, des marchés, et encore dans les grandes entreprises, qui rassemblent plus de membres du groupe sur un espace étroit où ils se resserrent, cette intensité de vie sociale, qui est l'exception ailleurs, devient en quelque sorte la règle dans le monde des plus grandes villes. Elles exercent dès lors un pouvoir d'attraction extraordinaire, et leurs habitants s'y attachent de toutes leurs forces. Ainsi s'explique que la population se soit amassée progressivement autour des noyaux urbains déjà formés, les ait accrus et consolidés, et les aide à fixer une structure à la fois matérielle et collective plus vaste et plus complexe, qui la retient elle-même dans les mêmes lieux, dans les mêmes pays, en dépit des forces qui la solliciteraient à se déplacer ou à se répandre.

CHAPITRE 3

LES MOUVEMENTS MIGRATOIRES

[Retourner à la table des matières](#)

Les mouvements migratoires proprement dits, tels qu'on peut les observer en temps normal, ne sont en réalité qu'une espèce d'un genre plus large que nous appellerons les déplacements de population. Ce n'est point là une simple question de vocabulaire. La question, en effet, est de savoir s'il faut considérer comme des faits du même ordre les invasions, par expéditions armées, refoulement ou destruction des populations indigènes, ou, encore, l'établissement de colonies, et, d'autre part, le transport d'individus en quête de travail ou d'un emploi d'un pays dans un autre où ils seront finalement assimilés, qui s'accomplit de façon pacifique, et avec le consentement de la nation qui les reçoit.

Il est naturel que l'attention ne se soit portée que depuis une époque assez récente sur les déplacements de groupes envisagés dans leurs rapports avec les faits de population en général. Sans doute, avant le XIX^e siècle, et même depuis les débuts de l'humanité, les sociétés humaines ne sont pas restées immobiles. Il n'est pas de pays qui n'ait été occupé à quelque époque par des peuples venus du dehors, puis, après quelque temps, partiellement ou totalement déplacés par d'autres.

Qu'on se reporte, par exemple, au livre de MM. Moret et Davy intitulé : *Des Clans aux empires*. On y verra comment, sur l'Égypte, la Palestine, la Syrie, l'Asie Mineure la Médie, l'Assyrie, ont passé des courants d'envahisseurs, avançant et reculant sans cesse. La notion de population autochtone, dès cette époque, n'a guère de sens. On trouve des populations établies depuis longtemps en certaines régions, mais tout indique qu'elles y sont entrées à un moment plus ou moins éloigné, et qu'elles en ont refoulé d'autres. Il n'y a, à cet égard, que des différences de degré dans la durée de

l'occupation. La période historique des invasions en Europe n'est sans doute que la réapparition ou la reproduction de conditions anciennes, après la constitution et le démembrement de l'empire romain. En Angleterre, en Italie, en Allemagne, en France même, des pays et de vastes régions ont été ensuite l'enjeu de bien des guerres, ont passé plusieurs fois d'un conquérant à un autre. Puis s'est ouverte, aux XVII^e et XVIII^e siècles, l'ère coloniale. Alors que, dans l'ancien monde, les nations se constituaient, alors qu'il s'y établissait peu à peu un ordre plus stable, l'Amérique, l'Australie, un certain nombre de pays asiatiques ont été à leur tour disputés par ces nations aux indigènes qu'elles refoulaient et exterminaient, en même temps qu'elles luttait entre elles pour l'occupation de ces pays ouverts maintenant aux Occidentaux. On ne peut donc pas dire que les déplacements de groupes sont un phénomène contemporain. Il s'en est produit, et de considérables, durant toute la période historique.

Si cependant, nous le répétons, on n'a abordé l'étude des migrations d'un point de vue morphologique qu'à une époque assez récente, c'est que, sans doute, les déplacements et mouvements dont nous venons de parler étaient d'une autre nature. Avant le XIX^e siècle, en effet, l'aspect politique de tels changements dans la distribution et l'extension des peuples passait nettement au premier plan. Lorsqu'un peuple envahissait le territoire d'un autre peuple, tout paraissait se ramener à des modifications de frontières, à l'extension de telle ou telle souveraineté nationale. L'histoire seule enregistrait de tels faits. Or l'histoire ne s'intéresse aux changements dans la structure des nations que quand ils sont terminés, que lorsqu'ils appartiennent au passé. Le cours des événements lui apparaît sous un aspect discontinu et sous forme de grands changements d'ensemble, signalés et consacrés par des événements singuliers, une victoire militaire, la conclusion d'un traité. Quant aux transformations qui s'accomplissent entre deux événements de ce genre, en général ils lui échappent. Dès que deux souverains ont décidé que les régions situées, en un continent jusqu'ici peuplé de sauvages, à droite de tel degré de longitude, seront à l'un, les régions à gauche, à l'autre, elle teinte de couleurs différentes les parties du territoire ainsi distinguées, et admet qu'aussitôt les habitants ont changé de nationalité. Géographie statique : à chaque moment les formes des peuples semblent nettement arrêtées et définies, et l'on croit qu'elles ne subissent de changements importants que de loin en loin.

Mais ce n'est là qu'une apparence. On s'en est aperçu, lorsque les mouvements migratoires proprement dits ont passé au premier plan. Alors on a reconnu que, sans opérations guerrières, sans traité de paix, sans changements politiques, il peut se produire des déplacements de groupes qui, à la longue, modifient profondément la nature des populations. Mais c'est là sans doute un fait bien plus général et bien plus ancien qu'il ne paraît, et qui, à un moindre degré, aurait pu s'observer au cours des siècles précédents. Les emplacements qu'occupent les sociétés sont dans un devenir perpétuel. Par-dessus leurs frontières visibles, elles se mêlent de toutes les manières, pénètrent chez leurs voisines ou sont pénétrées par elles, se grossissent d'immigrants ou en envoient. Sans doute on parle parfois de certaines sociétés comme si elles étaient restées immobiles pendant un temps plus ou moins long. Par exemple, on entreprend de fixer l'instant où ont commencé les migrations aryennes. Mais ces périodes de prétendue immobilité ne sont que des périodes d'une mobilité moindre. Le mouvement des peuples ne s'arrête et ne commence jamais. Il y a seulement des différences dans la nature et dans l'intensité des mouvements produits. Tantôt ils sont insensibles et lents ; tantôt ils sont violents et marqués. Mais ces échanges de substance entre sociétés voisines et même éloignées ne cessent pas de les modifier.

C'est ainsi que Ratzel, dans son *Anthropogéographie*, a tenté le premier de définir et de classer les mouvements migratoires (au sens le plus large). Classement, d'ailleurs, de plusieurs points de vue. De ces déplacements et mouvements de groupes, les uns sont conscients, c'est-à-dire qu'ils tendent vers un but déterminé d'avance, d'autres, inconscients, en ce qu'ils vont devant eux sans but bien défini. Ces derniers sont, naturellement, les plus fréquents, car les masses humaines ne peuvent se représenter par avance le point éloigné où elles doivent finalement aboutir que quand elles sont capables d'imaginer ou d'apercevoir un horizon géographique assez étendu. Telles migrations s'accomplissent d'un coup, par grandes masses, d'autres se font par petits groupes isolés dont les membres, très souvent, se disséminent à mesure qu'ils avancent. Il y a les migrations actives de peuples qui, d'eux-mêmes et spontanément, se répandent hors de leur territoire. D'autres, passives, résultent du choc et de la pression que subissent ainsi les sociétés envahies. Distinguons encore les infiltrations lentes qui, en se répétant, produisent souvent autant d'effet que les invasions proprement dites. Mais les différences les plus tranchées tiennent à la nature des peuples en mouvement, à la forme particulière de leur civilisation. Ainsi on signalera, d'abord, les migrations des peuples pasteurs, des chasseurs, des agriculteurs inférieurs, prêts à se déplacer quand ils ont épuisé la fécondité du sol qu'ils occupent. Tous ces mouvements ont un caractère commun : ils sont le fait de sociétés peu denses, et qui disposent de vastes espaces. Au-dessus, viennent les déplacements particuliers aux pays très peuplés. Ce sont les migrations colonisatrices. Enfin, celles que le commerce et l'industrie déterminent à mesure qu'ils se développent : migrations de commerçants, d'artisans, et surtout d'ouvriers et de paysans en quête d'emplois : c'est là le type le plus moderne, ce que nous pouvons appeler les migrations *stricto sensu*.

Voici, maintenant, toujours d'après Ratzel, les caractères généraux des mouvements migratoires, le schéma auquel on peut les ramener. Toute migration suppose un point de départ, un point d'arrivée, et un chemin menant de l'un à l'autre. Précisons ces termes, car une migration, en général, ne part pas d'un foyer nettement circonscrit pour se diriger, suivant une ligne droite, vers tel but précis. Le lieu d'origine est toujours une région d'une certaine étendue, et d'ailleurs se déplace. Ainsi, avant la guerre, il semble que les peuples de l'hémisphère nord aient été pris dans les deux grands courants qui allaient d'Europe, l'un vers l'ouest, vers les États-Unis, le point de départ se déplaçant de plus en plus vers l'est, d'Angleterre et Irlande en Allemagne, puis dans les pays slaves, l'autre vers l'est, vers la Sibérie et l'Asie, le point de départ se déplaçant de plus en plus vers l'ouest, jusqu'à rejoindre le premier (A. et E. Kulischer). Au reste, à un même moment, c'est de points très dispersés d'un même pays qu'arrivent les petits groupes d'immigrants, dans les ports d'embarquement. De même que les points de départ, les directions suivies par les migrations ne sont pas prédéterminées par la nature. Seules les grandes masses d'eau, les champs de glace, les déserts, parce qu'ils sont complètement inhabitables, exercent souvent sur ces mouvements une sorte d'action négative. Encore peut-on traverser les océans, quand il y a des lignes de navigation régulières. En réalité, il n'y a rien dans la disposition des lieux, pas même la distance, dont l'effort des hommes ne puisse triompher avec le temps.

C'est là, nous semble-t-il, une description trop simplifiée, qui s'appliquerait aussi bien à un phénomène purement physique, tel l'écoulement des eaux d'un bassin dans un autre, de la source d'une rivière jusqu'au moment où elle se jette dans un fleuve, ou dans la mer. Plaçons-nous au point de vue sociologique, et, revenant au problème d'où nous sommes partis, voyons en quoi une migration se rapproche d'un fait tel

qu'une invasion, dont la nature politique et sociale n'est pas contestable, et en quoi elle s'en distingue.

De même que telle expédition militaire, un mouvement migratoire au sens étroit présente tous les caractères d'un fait collectif (et on ferait la même observation, si on le rapprochait d'une croisade religieuse, ou de la fondation d'une colonie). Dans les statistiques officielles, pour distinguer l'immigrant, ou le migrant, du simple voyageur qu'attirent au loin ses affaires ou ses plaisirs, on s'attache au fait qu'il se transporte dans un autre pays pour y rester, au moins pendant plusieurs années, et pour y vivre d'un emploi (et non sur ses capitaux, ou sur des envois d'argent du dehors). C'est là une définition officielle, qui répond à des besoins de commodité. Nous ne parlerons cependant de migrations, de mouvements migratoires (et de migrants) qu'à partir du moment et dans la mesure où les hommes qui se déplacent sont pris dans un courant, qui est un courant dans l'espace, mais qui est aussi un courant social. En effet, les points matériels visibles qui représentent, réunis, de tels mouvements, ne sont point liés l'un à l'autre et entraînés suivant un mouvement commun par des forces d'attraction ou d'impulsion physiques. Ce qui les rattache, c'est qu'ils se sentent tous membres d'un, même groupe, qu'ils participent à des pensées et sentiments propres à l'ensemble dans lequel ils se trouvent compris, dès qu'ils entrent effectivement dans la catégorie des immigrants.

On peut devenir ainsi immigrant longtemps avant de partir, par le fait seul qu'on s'est inscrit dans les bureaux des compagnies de transports qui s'occupent spécialement des émigrants, qu'on a fait ses préparatifs, et qu'on s'est représenté d'avance les compagnons de voyage et de destinée avec lesquels on va dorénavant se fondre. On peut ne devenir immigrant qu'assez tard, et presque au terme du voyage, si l'on a fait la traversée sur un bateau qui ne transportait pas des émigrants, si l'on est parti sans avoir l'idée arrêtée d'émigrer, mais on le devient alors par le fait qu'on entre dans une condition qui est celle d'autres hommes formant un groupe, aux côtés desquels on travaille, au milieu desquels on vit, d'autant plus que c'est dans cet ensemble que vous renfermez, c'est bien à lui que vous rattachez l'opinion toute puissante de ceux qui sont nationaux ou naturalisés. En tous cas, et au-delà des points matériels en mouvement, c'est à ces états de conscience collectifs que s'applique l'observation du sociologue. Ces êtres matériels, hommes revêtus de costumes divers, et traînant leurs bagages, ces créatures en chair et en os et leurs mouvements visibles ne l'intéressent que dans la mesure où derrière les formes groupées, les gestes et les paroles échangées, il découvre des représentations collectives invisibles.

Il y a donc en tous cas ce rapport entre les expéditions militaires et les migrations d'ouvriers ou de paysans : dans un cas comme dans l'autre, les individus font partie d'un groupe, et ils changent en quelque sorte de nature sociale du fait même qu'ils y pénètrent. De même, qu'il s'agisse de soldats ou d'émigrants, ils se représentent collectivement cela même qu'indiquait Ratzel : leur point de départ, mais à partir du moment, seulement, où ils se sont réunis et rassemblés, car le souvenir de ce qui précède n'est qu'individuel, et, dans le groupe, tend vite à s'estomper, sinon à s'évanouir, en tous cas ne revient que par intervalles ; leur direction, plus exactement les pays et les étendues d'eau qu'ils traversent, les détails de la route, — mais surtout la réaction mentale et morale du groupe en marche ou qui est transporté, vis-à-vis du milieu matériel qui l'entoure ; dans des esprits peu cultivés ou peu affinés, la nouveauté et l'étrangeté des objets ne peuvent laisser d'ailleurs qu'une impression assez trouble. Seules passent au premier plan les notions nettement exprimées par le groupe ou pour le groupe tout entier : les lieux caractéristiques, les distances ;

l'approche du port de destination, pour les immigrants ; s'il s'agit d'une armée en marche, d'autres détails peut-être, mais vus toujours et définis du point de vue de leur troupe, c'est-à-dire ramenés ou réduits à des termes assez simples ; enfin le point d'arrivée, dont l'image ou la notion confuse (puisqu'elle ne correspond à aucune expérience) passe sans doute au premier plan, l'arrivée étant la raison d'être du transport en groupe, et le lieu vers où l'on tend restant présent aux pensées de tous, tout au long de leur parcours. Précisément parce qu'ils se trouvent en un milieu étranger et nouveau, ces groupes d'hommes en mouvement, troupe d'immigrants, troupe de soldats, se resserrent, et leurs membres prennent mieux conscience de ce qui les rapproche.

Là, sans doute, finissent les ressemblances entre une armée en marche, et un bateau de transport chargé d'émigrants. Il y a d'abord, en effet, entre les deux ensembles collectifs ici comparés, cette différence que les émigrants, par le fait qu'ils émigrent, sont séparés et même détachés de leur groupe national, et restent encore extérieurs au pays ou à la civilisation nouvelle à laquelle ils réussiront peut-être plus tard à s'assimiler. Les liens sont rompus, dès qu'ils sont entrés dans le courant de migration, les attaches coupées, d'autant plus qu'ils se trouvent désormais en contact plus ou moins continu et fréquent avec des migrants comme eux, mais d'autres nationalités, et alors même que par habitude, par attachement tenace à leur pays d'origine, par nostalgie de la terre natale ils restent rassemblés, au sein du groupe ou du courant plus large, entre gens qui parlent la même langue et ont les mêmes coutumes. Au contraire, une troupe organisée en vue de la guerre et de la conquête (au moins lorsqu'elle n'est point constituée de mercenaires) n'est que le prolongement, en pays étranger ou ennemi, de la communauté nationale dont elle émane, et dont elle peut être séparée, mais non détachée sans esprit de retour. L'esprit national, loin de s'éteindre, s'intensifie plutôt dans les armées. Il en est de même d'un groupe de pèlerins qui partent, mais pour revenir, et même de ceux qui vont fonder au loin des colonies, et qui se considèrent toujours, malgré l'éloignement, comme rattachés par toutes sortes de liens à la mère patrie. Les immigrants, au contraire, abordent avec humilité dans la terre étrangère, comme dépouillés déjà de leur statut ancien, matière sans forme toute disposée à entrer dans de nouveaux cadres. Comment la nature et l'intensité des représentations collectives, dans leurs groupes, n'en seraient-elles pas modifiées ?

Mais voici une seconde différence, qui résulte, d'ailleurs, directement de la précédente. Armées en marche, troupes de pèlerins, expéditions de colons : dans tous ces cas, le groupe a un objet défini, et un objet collectif, qui cimente l'union entre ses membres. Qu'ils se représentent, d'ensemble aussi et populairement, le lieu d'où ils partent, les pays qu'ils traversent, l'endroit où ils se rendent, c'est là, au total, un trait secondaire : ce genre superficiel d'impressions locales et sensibles se subordonne à la notion de l'œuvre et de l'activité commune, et de ce qui est la raison d'être de leur liaison. Au contraire, un courant de migration n'est point déterminé par des résolutions collectives au moins réfléchies. Les immigrants n'ont point, comme groupe, d'autre ambition et d'autre préoccupation que de se transporter d'un pays dans un autre. C'est en cela que s'épuise ce que leurs pensées peuvent réellement mettre en commun. Chacun, dans l'ensemble, conserve ses fins et préoccupations individuelles, d'autant plus qu'il s'est séparé de son groupe d'origine, et à ce point de vue il ne fait point bloc avec les autres. S'il se fond avec eux, c'est comme se fondent les membres d'une même caravane, les occupants d'un même wagon de chemin de fer, c'est-à-dire pour un temps limité, et de façon telle que des relations ainsi formées il ne résulte rien de durable dès que la société de voyage s'est dissoute. Il n'en est pas moins vrai

que cette vie collective, réduite quant à la durée, peut, pendant qu'elle existe, se révéler assez intense, précisément parce que c'est le seul réconfort social que trouveront des hommes sans foyer, sans nation, et qui souffrent certainement d'en manquer.

Est-il donc vrai que ces courants soient des formations sociales éphémères, comme les courants de circulation dans nos grandes villes ? En fait, ils existent avant que n'y entrent les individus qu'ils entraînent, et ils subsistent après qu'ils en sont sortis. Ils prennent même la forme d'institutions régulières et stables : bureaux de départ, bureaux d'arrivée, sociétés de transport, accords internationaux, etc. C'est donc qu'ils répondent à des tendances et besoins collectifs qui dépassent le groupe des migrants. De fait, il suffit d'examiner l'attitude vis-à-vis de ces mouvements de migration, des pays d'où ils partent et de ceux où ils arrivent. Ici, c'est un pays qui souffre d'un trop-plein de population, et qui favorise le départ d'une partie de ses habitants. Là, c'est un pays qui manque de main-d'œuvre pour mettre en valeur ses terres et exploiter ses ressources naturelles. Les émigrants obéissent, en réalité, à des forces de répulsion et d'attraction de nature collective. Ce sont les grands corps nationaux qui échangent leur substance, et qui déterminent, sur des périodes de temps plus ou moins longues, la direction et l'intensité de ces courants.

Mais de tels déplacements ne s'en distinguent pas moins des expéditions militaires. Ils sont pacifiques, et supposent une entente au moins tacite entre les pays de départ et d'arrivée. Ce qui, d'ailleurs, les rend possibles, c'est qu'il existe, au moins à certains moments, dans les groupes nationaux, une partie de la population qui est déjà à demi-détachée du corps social, par la misère, le manque d'emploi. Elle ressemble à ces masses de capitaux disponibles sur le marché international, qui errent d'un pays à l'autre, en quête d'une occasion de se placer. Même ainsi déracinée en partie, cette population hésiterait à se mettre en marche, si elle n'obéissait pas à des forces collectives qui la dépassent. De fait, c'est par grandes vagues irrésistibles que se produisent en général ces mouvements : vers l'Amérique, par exemple, d'abord la vague anglo-saxonne, puis la vague allemande, puis la vague italienne, et en même temps d'autres, de plus en plus fortes, venues de Russie, de Pologne, de l'Europe Orientale. Rien mieux que ces phénomènes de masse ne révèle le caractère social de tels mouvements.

Si les migrations résultaient simplement d'une série de démarches individuelles ajoutées l'une à l'autre, et si les individus étaient libres d'aller où ils veulent, ou bien ils demeureraient là où ils sont, ou bien ils se répartiraient un peu partout dans toutes les directions et comme au hasard. Mais, en général, retenus par leur pays, repoussés par les pays étrangers, ils n'échappent à ces forces que lorsqu'en apparaissent d'autres, collectives aussi, mais dirigées en sens inverse, qui les appellent et les entraînent. Il ne s'agit pas surtout ou presque exclusivement de motifs économiques, qui se trouvent noyés dans des représentations collectives plus larges. Comme si ce que cherchaient les immigrants, ce n'était pas seulement une occupation, le moyen de gagner leur vie, mais un milieu démographique nouveau. C'est pourquoi ils se laissent aspirer par ces courants de population qui circulent d'un pays à l'autre, d'un continent à l'autre, et où ils se sentent déjà pris dans la civilisation d'un nouveau monde.

Deuxième section

LE MOUVEMENT NATUREL DE LA POPULATION

[Retourner à la table des matières](#)

CHAPITRE 1

LE SEXE ET L'ÂGE

[Retourner à la table des matières](#)

La population dans son ensemble, mais aussi chaque population prise à part se présente à nous, en somme, comme une masse ou un ensemble de masses matérielles, posées, juxtaposées sur le sol. C'est ainsi que nous l'avons envisagée.

Plaçons-nous, maintenant, à un autre point de vue. Cette masse a une autre propriété essentielle, qui est de durer. A chaque instant, elle perd une partie de ses éléments. Mais elle les remplace. Elle se répare, comme un corps vivant. Nous disons quelquefois qu'une génération succède à l'autre. Il n'y a, en réalité, aucune discontinuité dans cette évolution, point de catastrophe comme le déluge légendaire. Si on avait pu la suivre depuis un temps éloigné, depuis plusieurs siècles, il semblerait que c'est le même être qui est toujours là, ensemble organique que nous n'avons point vu naître, et qui ne paraît pas destiné à mourir. Une société qui s'en tient à ce qu'elle peut observer, et qui s'intéresse surtout à elle-même, se demandera seulement si les naissances et les morts sont entre elles dans un rapport tel que la population se maintienne ou s'accroisse.

Telle est la condition qui permet à une société de subsister. Nous avons parlé des migrations. Il est certain que plus d'une population s'accroît ou se maintient à son niveau en attirant à elle des hommes que lui cèdent d'autres groupes : c'est le cas des villes, surtout des grandes villes, des pays neufs, et même de quelques pays peuplés depuis longtemps. Mais de tels échanges d'hommes ne sont possibles que parce que certains groupes ont une population surabondante. D'ailleurs, ce n'est là, en général, qu'un facteur d'accroissement secondaire. On en revient toujours aux naissances, à l'excédent des naissances sur les décès.

C'est ce qu'on appelle le mouvement naturel de la population, naturel désignant, ici, simplement ce qui résulte de la nature vitale. La démographie, qui a porté toute son attention de ce côté, a cru longtemps que la natalité et la mortalité, c'est-à-dire le taux des naissances et des décès, tel que nous le révèlent les statistiques, s'expliquaient par des lois purement biologiques, ou plutôt, que les statistiques nous découvriraient les lois de la naissance et de la mort comme faits vitaux. Alors, n'est-il pas vrai qu'abordant cette partie de la science de la population, la plus avancée certainement, nous sortons du domaine de la morphologie sociale, pour entrer dans celui de la morphologie biologique ?

Nous aurons à le rechercher. Mais l'essentiel pour nous, en ce moment, est de bien apercevoir que nous abordons un nouvel aspect de la population. Après avoir observé la société dans l'espace, nous allons la replacer dans le monde des forces biologiques, qui conditionnent les naissances, les mariages, les morts, c'est-à-dire la reproduction et la subsistance des groupes humains.

Dans son ensemble, la population humaine présente deux caractères qui permettent de la répartir en deux ou plusieurs grandes catégories : d'une part le sexe, d'autre part l'âge. Parlons d'abord de la différence des sexes. — Elle est primitive, c'est-à-dire qu'elle existe dès la naissance, et même plus tôt, après les premiers mois de la gestation. — Elle est fixée, c'est-à-dire qu'elle subsiste pendant tout le cours de la vie, et jusqu'à la mort. Dans les espèces animales autres que l'homme, elle se retrouve aussi le plus souvent, et présente en général ces deux traits. Mais on y a relevé des cas où le sexe n'est pas déterminé dès la naissance, et où il peut changer au cours de la vie individuelle. — Troisième trait : la différence des sexes est nette et tranchée. De même chez les animaux, bien qu'il y en ait dont le sexe est mal défini. Chez l'homme à vrai dire, si l'on ne tenait compte que des caractères sexuels secondaires, à la discontinuité entre les deux sexes se substituerait une série d'états intermédiaires. Cependant le nombre de ceux chez qui le type de l'hermaphrodite s'ébauche de façon suffisamment nette est insignifiant. — Quatrième trait : le sexe ne comporte que deux cas, une alternative : masculin ou féminin. Dans les ruches d'abeilles, il y a trois sexes : les mâles, les reines et les ouvrières. — Cinquième trait dans l'espèce humaine en tous cas, le rapport numérique entre les sexes tend à se rapprocher de l'égalité : mais c'est une propriété de la population dans son ensemble, qu'on ne peut établir jusqu'ici que par l'observation statistique. — Enfin, il y a un dernier trait, d'où il résulte qu'une telle diversité est irréductible : c'est que les deux sexes sont complémentaires l'un de l'autre, du moins lorsqu'il s'agit d'assurer la reproduction.

La différence entre les sexes est-elle purement biologique ? Est-ce une condition biologique de la vie sociale, que la société reçoit du dehors, et sur laquelle elle n'a point prise ? Observons d'abord qu'un des traits les plus essentiels que nous venons d'indiquer, savoir que la différence entre les sexes est nette et tranchée, peut être renforcé ou diminué par des influences sociales. Il est renforcé dans les sociétés primitives ou sauvages, du fait qu'on attribue quelquefois aux femmes un caractère magique ou sacré, qu'elles sont entourées d'interdits. Mais, dans nos sociétés, la différence des sexes est renforcée aussi, par diverses institutions ou par les coutumes : inscription des naissances sur les registres d'état civil, obligation du service militaire pour les hommes, séparation des sexes dans les écoles, différence quant à la majorité, à l'âge minimum pour le mariage, aux droits et capacités dans le mariage, — et, surtout, distinction très apparente quant à la façon de se vêtir, diversité d'éducation, d'occupations, carrières masculines et féminines, etc. Certes, les conditions de la vie moderne réduisent aussi et atténuent dans certains cas cette opposition. De

toute façon, suivant les types de civilisation, elle est inégale, ce qui prouve bien qu'elle dépend de la société.

D'autre part, les hommes et les femmes forment-ils non pas seulement des catégories différentes, mais des groupes sociaux distincts ? En fait le groupe élémentaire semble bien être ici la famille, qui comprend des représentants de l'un et l'autre sexe. Mais les barrières qui séparent les familles n'empêchent pas, cependant, qu'à bien des occasions les femmes et les hommes forment des groupes différents, et qu'il y ait ainsi, pour les deux sexes, au moins une ébauche de vies collectives séparées. Dans les sociétés sauvages, il y a des sociétés d'hommes, des maisons réservées aux hommes. Dans plus d'un pays d'Orient, tant que des coutumes telles que le voile, le harem, se sont maintenues, les femmes se fréquentaient séparément de maison à maison, et les hommes de même. Dans nos sociétés, tandis que leurs affaires absorbent les hommes, il arrive souvent que les femmes soient préposées à la vie sociale de relations. Si les hommes et les femmes échappaient aux influences collectives qu'exerce ainsi sur eux, de façon presque exclusive, le groupe de leur sexe, les différences entre eux seraient moins apparentes.

Plaçons-nous maintenant sur le plan démographique. Envisageons seulement les êtres humains des deux sexes comme éléments de la population, en ne nous occupant que de leur nombre. Il faut ici distinguer deux questions : quelle est la proportion des enfants des deux sexes à la naissance ? Puis, quelle est la proportion numérique des deux sexes dans la population tout entière, quel que soit l'âge ? Dans l'un et l'autre cas, quelle influence paraît devoir être attribuée à la société ?

Les naissances d'abord. Il faudrait rechercher bien loin dans le passé, au-delà d'Aristote et d'Anaxagore, peut-être jusqu'au X^e siècle avant le Christ, les traces les plus anciennes de l'intérêt porté par les hommes au problème de la nature du sexe, de ses causes et de l'action que nous pouvons exercer sur elles. Depuis que l'humanité existe, partout on s'est demandé, dans l'attente de la naissance d'un enfant : sera-ce un garçon ou une fille ? Non par simple curiosité. Chez les peuples non civilisés et chez les anciens, le sort des rejetons de l'un et de l'autre sexe n'était pas le même. Aujourd'hui encore, on se préoccupe de l'avenir réservé aux garçons ou aux filles. A quoi s'ajoutent des préférences et désirs individuels chez les parents, qu'il s'agisse d'un premier né, ou d'une unité qui doit s'ajouter à plusieurs autres, et qui comptera plus ou moins, qui pourra même avoir une valeur négative, si elle est affectée d'un signe, ici tel ou tel sexe, qui est mal accueilli. — Aussi la magie et les croyances superstitieuses relatives au sexe donneraient lieu de dresser tout un catalogue de pratiques qui furent recommandées, particulièrement au moyen âge, en vue de procréer à volonté un garçon ou une fille. Beaucoup de préjugés de ce genre sont encore répandus, par exemple l'idée que l'on obtiendra un enfant de tel sexe, si on le désire fortement.

On a mieux posé le problème quand on s'est demandé si, dans un groupe comprenant une population assez grande, le rapport numérique entre les naissances de chaque sexe est déterminé, et quel il est. C'est un Anglais, Graunt qui, en 1661, après trente ans de recherche sur le nombre des baptêmes en Angleterre, découvrit le vrai rapport : 105,8 garçons pour 100 filles : à peu près la moyenne qu'on obtiendrait aujourd'hui pour vingt ou trente pays. A ce moment, beaucoup d'auteurs croyaient qu'il naissait, au contraire, beaucoup plus de filles que de garçons, en particulier dans les pays polygames. Depuis, avec le progrès des statistiques, on a pu établir que, dans tous les pays, il naissait plus de garçons que de filles, à peu près dans le rapport de

105 à 100, ce qui s'approche de l'équilibre. Au reste, comme il meurt plus de garçons en bas âge que de filles, dès 5 ou 6 ans l'égalité se rétablit.

C'est bien là, semble-t-il, une loi. Mais de quelle nature ? Biologique, ou sociologique ? Des biologistes ont imaginé bien des hypothèses pour rendre compte de cet équilibre. En gros, admettons que l'organisme humain soit tel qu'à chaque naissance, ou à chaque conception, il y ait à peu près autant de chances pour qu'il en résulte un garçon, et une fille. Il suffit d'appliquer la loi des grands nombres pour que le rapport numérique constaté s'explique par un jeu de probabilités, comme si l'on faisait un grand nombre de tirages d'une urne qui contiendrait, par exemple, 105 boules blanches (garçons) et 100 boules noires (filles). Dans ces conditions, la société n'exercerait aucune influence sur la répartition numérique des sexes à la naissance, qui s'expliquerait par des causes purement organiques.

Cependant, et précisément parce qu'il s'agit de grands nombres le rapport constaté n'est qu'un résultat global. Il est possible qu'en s'attachant à des ensembles de naissances plus limités, distingués suivant tel ou tel caractère, on trouve des variations notables. — De fait, on a constaté depuis longtemps : 1° que la proportion des naissances masculines est nettement plus faible pour les enfants illégitimes que pour les autres ; 2° qu'elle varie suivant le mois de l'année ; 3° qu'elle est plus élevée à la campagne que dans les villes ; et nous avons pu signaler récemment 4° qu'à la fin de la dernière guerre, pendant les années 1918, 1919, 1920, en France aussi bien qu'en Allemagne, elle a nettement augmenté pour rebaisser ensuite (augmentation unique depuis un siècle). D'autre part, d'enquêtes détaillées et assez étendues que nous avons faites, il résulte que la proportion des naissances masculines varie suivant l'écart d'âge entre les époux. S'il en est ainsi, on s'explique d'ailleurs les différences que nous venons de signaler, car il y a toutes raisons de penser que l'écart d'âge entre les parents, en moyenne, n'est pas le même pour les naissances illégitimes que pour les autres, et l'on sait qu'il n'est pas le même pour les divers mois, non plus qu'à la campagne et à la ville : enfin il n'a pas été le même non plus à la fin de la guerre qu'auparavant. Tout indique qu'il y a un rapport entre la proportion des naissances masculines et l'écart d'âge entre les parents (l'écart d'âge absolu, qui est fixé une fois pour toutes, tandis que l'écart d'âge relatif diminue sans cesse pour chaque couple), quelqu'explication qu'on en puisse donner du point de vue biologique.

L'équilibre des sexes à la naissance serait-il compromis, si les hommes et les femmes vivaient sous un régime de promiscuité, ou si, comme sans doute dans les unions illégitimes, la différence d'âge moyenne entre les époux n'était point soumise aux prescriptions de la coutume et de la loi ? C'est une question qu'il n'est point possible encore, en l'état de nos connaissances, de trancher. Mais, à un autre point de vue, l'influence de la société ne s'en exerce pas moins dans ce domaine. On peut concevoir que l'infanticide soit admis, pratiqué sur une large échelle, et que les enfants d'un sexe en soient victimes plus que ceux de l'autre. Alors même que l'égalité numérique approchée des sexes des nouveau-nés s'expliquerait par des causes biologiques, c'est bien l'interdiction de l'infanticide, c'est-à-dire une prescription sociale, qui la maintient.

Second problème, et, cette fois, les influences sociales interviennent sans doute plus clairement. Quelle est la proportion des deux sexes dans la population tout entière ? Mais, d'abord, avons-nous à cet égard des données suffisantes ? Un naturaliste, voulant reconnaître quelle était la proportion des sexes dans une espèce d'insectes, en prit un certain nombre qui volaient en essaim, à l'aide d'un filet à main,

et fut étonné de ce qu'il s'en trouvait plus de 90 p. 100 du sexe mâle. C'est que les femmes se cachaient sous les pierres ou dans la mousse. D'autres difficultés se présentent, très inégales suivant les régions, lorsqu'on veut dénombrer séparément les êtres humains des deux sexes. On omet quelquefois de déclarer un certain nombre de filles ou de femmes, parce que, pour des raisons traditionnelles, religieuses, coutumières, les individus de ce sexe sont sous-estimés. Par exemple, dans les recensements indiens, et de même au Japon. Il n'est guère possible de déterminer avec une exactitude assez approchée si l'un des deux sexes l'emporte sur l'autre dans la population mondiale.

Aux environs de 1900, on ne possédait de chiffres à cet égard que pour la moitié de la population, et de valeur assez inégale. Karl Bücher, dans une étude classique sur « la répartition des deux sexes sur la terre », en 1892, trouvait en moyenne 988 femmes pour 1000 hommes, 1024 en Europe, 973 en Amérique, 958 en Asie, 968 en Afrique, 852 en Australie (920, il est vrai, en 1907). Comme on a dû omettre beaucoup de filles et de femmes en Asie, il semble bien qu'en moyenne, pour toute la terre, il y ait à peu près équilibre entre les deux sexes.

Mais ce n'est là qu'un résultat moyen. Si l'on distingue par pays, on peut faire une observation assez remarquable. En gros, apparaît une prédominance des femmes au nord-ouest de l'Europe. Elle diminue, à mesure qu'on s'avance du nord-ouest au sud-est, et fait place enfin à une prédominance des hommes. C'est en Hongrie que s'effectuerait la transition entre pays à forte proportion de femmes et à forte proportion d'hommes. Mais en France, en Belgique, en Italie, l'équilibre est très approché. En Norvège, Écosse, Suède, Angleterre, Suisse et Danemark, on compte de 92 à 95 hommes pour 100 femmes, en Australie, Espagne, de 96 à 97. Au contraire en Grèce, Serbie, Roumanie, la proportion des hommes est nettement plus forte (dans le nord-ouest de l'Allemagne aussi). Ajoutons qu'aux États-Unis, au Canada, en Nouvelle-Zélande, en Australie, il en est de même, mais cela s'explique par l'immigration.

Quelles sont les causes de cette inégalité, suivant les pays ? Ce n'est pas, nous l'avons vu, qu'il naisse ici plus de garçons, là, plus de filles. Mais il faut tenir compte de la mortalité, des causes de mort, auxquelles l'un des sexes doit être plus exposé que l'autre, là où il est moins nombreux dans la population totale. Or la mortalité n'est pas un fait purement physiologique. La mort s'explique dans une large mesure par la vie, par les conditions de vie. Elles doivent être plus favorables au sexe féminin, là où il est en plus grand nombre. Les conditions de vie résultent elles-mêmes de l'organisation sociale et des coutumes : conditions de la vie domestique et économique. La naissance est l'introduction dans la vie physique. Mais avant que l'enfant soit introduit dans la vie sociale, il faut que ses parents aient pris soin de lui. Là où les filles sont moins estimées que les garçons, et regardées même comme une charge, on doit s'attendre à ce qu'il en meure bien plus en bas âge. Là où les femmes se marient de très bonne heure, et sont exposées à beaucoup de maternités précoces, la durée de leur vie en moyenne peut en être abrégée. Enfin, quand des travaux assez durs et exténuants leur sont imposés, travaux domestiques surtout, comme dans les basses classes des pays d'Orient et d'Extrême-Orient. Ailleurs, au contraire, les traditions, et un développement social plus avancé, expliquent qu'on y traite les femmes avec plus d'égards, qu'on leur épargne autant que possible le surmenage physique, les préoccupations économiques. En Angleterre, la durée probable de la vie est nettement plus élevée pour les femmes que pour les hommes, et à un degré qui ne se rencontre pas dans les autres pays. Il est naturel dès lors qu'elles représentent une part un peu plus grande de la population globale.

Le résultat essentiel de cette analyse, c'est que, soit que l'on considère les naissances ou la population tout entière, le rapport numérique entre les sexes tend à se maintenir voisin de l'égalité. Cela est d'autant plus remarquable qu'il s'explique en partie par des causes sociales. Le mariage lui-même, au moins dans nos sociétés occidentales, en associant deux êtres de sexe différent, assure à chacun la protection de l'autre : l'homme, dans beaucoup de cas, épargne ainsi à la femme les soucis de la lutte pour la vie ; la vie conjugale, d'autre part, est favorable à l'homme, puisque la mortalité est plus forte, à égalité d'âge, parmi les célibataires ou pour les veufs que pour les hommes mariés. Nous disions, au début, que le caractère majeur du sexe, c'est que l'un est complémentaire de l'autre. Cela doit s'entendre, non pas seulement en un sens physiologique, mais aussi du point de vue social. C'est la société qui, dans son cadre spatial, aidée sans doute par la nature, profitant d'un état de fait conforme aux lois biologiques, intervient cependant, par ses coutumes et ses institutions, en vue de maintenir l'équilibre numérique entre les deux sexes.

A première vue, l'âge se distingue du sexe par des traits opposés. Tandis que le sexe apparaît dès la naissance, c'est après seulement que se succèdent les âges. Le sexe est fixé ; pendant tout le cours de la vie, au contraire, on change d'âge. La différence des sexes est nette et tranchée ; mais on passe d'un âge à l'autre par des transitions insensibles. On ne distingue que deux sexes ; il y a un nombre presque infini d'âges. Si le rapport numérique entre les sexes se rapproche de l'égalité, le nombre des personnes de tel âge est d'autant plus petit en général que l'âge est plus avancé (sauf quand, comme au lendemain, d'une guerre, la mort a frappé surtout les adultes jeunes, ou quand la natalité s'arrête ou diminue). Les sexes sont exclusifs, et l'on ne peut passer de l'un à l'autre ; au contraire on n'atteint un âge donné qu'après avoir gravi tous les échelons inférieurs. Enfin, si les sexes sont complémentaires, on conçoit qu'une population soit composée presque exclusivement de gens âgés ou de jeunes gens.

Pourtant, à d'autres égards, l'âge se rapprocherait du sexe. Il y a d'abord ici quelque chose qui est arrêté dès la naissance, et qui ne changera pas : c'est la différence d'âge absolue entre une personne et une autre née plus tôt ou plus tard (bien que, d'ailleurs, la différence relative se réduise sans cesse avec le temps). Bien qu'on passe d'un âge à l'autre par des degrés insensibles, entre la jeunesse et la vieillesse la différence est aussi tranchée à certains égards qu'entre les deux sexes. Il n'existe un nombre infini d'âges qu'en théorie : en fait il y a une courbe ascendante et descendante, deux branches seulement, comme deux sexes. On trouve dans une population donnée, dont la natalité et la mortalité ne changent pas, un rapport numérique entre les diverses catégories d'âge qui est ainsi déterminé que le rapport numérique entre les sexes. Si les âges ne sont pas exclusifs, comme les sexes, puisqu'on passe au contraire de l'un à l'autre, du moins la série des âges est irréversible : il est aussi impossible à un vieillard de redevenir un jeune homme qu'à un homme de devenir une femme. Enfin, et surtout, les âges sont bien complémentaires en ce sens qu'une population qui ne comprendrait que des vieillards ne se reproduirait pas.

Dans les voyages de Gulliver, Swift, décrivant le pays des Lugnagiens, nous trace un tableau assez sombre, et désespérant, de ceux qu'il appelle les *struldbrugs*, les hommes qui sont nés (en petit nombre) pour ne jamais mourir : « l'on me dit qu'ils ressemblaient aux mortels, et vivaient comme eux jusqu'à l'âge de trente ans ; qu'après cet âge ils tombaient peu à peu dans une mélancolie noire, qui augmentait toujours jusqu'à ce qu'ils eussent atteint l'âge de quatre-vingts ans ; qu'alors ils

n'étaient pas sujets seulement à toutes les infirmités, à toutes les misères et à toutes les faiblesses de cet âge mais que l'idée affligeante de l'éternelle durée de leur misérable caducité les tourmentait à tel point que rien ne pouvait les consoler ; qu'ils n'étaient pas seulement entêtés, bourrus, avarés, chagrins, babillards, mais qu'ils étaient de plus incapables d'amitié, morts aux plus tendres affections naturelles... L'envie et les désirs impuissants les dévoraient sans cesse, et les principaux objets de ces sentiments étaient les vices des jeunes mortels et la mort des vieillards... Ils perdaient le souvenir de toutes choses, et se rappelaient tout au plus ce qu'ils avaient vu et appris dans leur jeunesse et dans leur âge moyen... Les moins misérables étaient ceux qui radotaient et qui avaient tout à fait perdu la mémoire, parce qu'ils excitaient la commisération, en même temps qu'ils étaient exempts des mauvaises qualités qui abondaient chez les autres immortels ». Le lecteur, à mesure qu'il avance dans ce chapitre prolongé à dessein, sent s'approfondir en lui le sentiment aigu de ce qu'il y a d'inéluctable dans le déclin progressif, d'âge en âge, de nos forces mentales et affectives, dans la disparition sans retour de toutes les raisons qui nous attachent à la vie. La durée moyenne de la vie a pu être prolongée. En revanche la durée maximum, celle qu'atteignent quelques Mathusalems, qu'on s'étonne de rencontrer, comme de vieilles bornes au côté d'une route, comme si la mort les avait oubliés, n'en a pas été modifiée. Prolonger la vie à partir d'un certain âge, ce serait prolonger la décrépitude. L'âge paraît soumis, à cet égard, à des lois biologiques inéluctables.

Pourtant c'est une question de savoir si les animaux ont un âge. Ils en ont un aux yeux des hommes, parce que ceux-ci, sous cet aspect au moins, les assimilent à des êtres humains. Mais il est peu probable que les animaux eux-mêmes aient un sentiment bien net de leur âge. Si, dans certaines espèces, les jeunes attaquent les vieux, c'est de la même façon que les plus forts attaquent les plus faibles. De même qu'ils ne participent pas à la certitude qu'ils mourront, assurance qui paraît être le privilège de l'homme, le sentiment de se voir vieillir leur a été sans doute épargné. C'est que les animaux ne possèdent pas les formes supérieures de la mémoire, qu'il ne leur est pas possible de localiser dans le temps les événements et périodes successives de leur vie, et c'est, surtout, qu'ils n'ont pas la notion abstraite du temps. L'homme, s'il ne vivait pas dans la société de ses semblables, ressemblerait à cet égard aux bêtes.

Sans doute, les âges correspondent, en gros, aux diverses étapes de la vie organique : c'est en ce sens qu'on a l'âge de ses artères, ou l'âge qu'on a, quel que soit celui qu'on paraît. Pourtant, dans les pays où il n'existe pas encore d'état civil, les hommes ne peuvent dire quel est leur âge. Ils savent seulement qu'ils sont jeunes, adultes ou vieux, et encore ne le savent-ils que parce qu'on les traite comme tels. D'ailleurs, l'idée même qu'on se fait de l'âge varie suivant les pays, suivant les temps. Dans *L'École des femmes*, Arnolphe passe pour un vieux barbon. Cependant il n'a que quarante ans. Et au temps de Balzac, il n'y a guère qu'un siècle, la femme de trente ans disait adieu à la jeunesse.

Les statisticiens, depuis assez longtemps, représentent la répartition des âges dans une population par ce qu'ils appellent des pyramides d'âge. Un graphique de ce genre, avant la guerre, pour un pays tel que la France, présente un aspect symétrique des deux côtés de l'axe vertical. Il faut regarder de près pour y relever, à partir de 20 ans, une légère prédominance des femmes sur les hommes. Après la guerre, en 1926 par exemple (voir la figure), il y a deux entailles profondes des deux côtés de la base de la pyramide (elles correspondent aux générations très réduites nées de 1915 à 1918), et aussi une diminution de largeur, seulement du côté des hommes, de 25 à 45 ans

(elle correspond aux pertes des générations masculines, âgées de 20 à 40 ans en 1921).

On arrive à un résultat plus saisissant, lorsqu'on superpose ces pyramides, ou leurs projections, pour deux pays dont les caractères démographiques sont très différents, la France et le Japon par exemple (ou la France et l'Allemagne). En 1926, la pyramide, dans la partie inférieure et centrale, est bien plus large pour le Japon, où la natalité est plus élevée, où il y a une proportion bien plus grande d'enfants et de jeunes gens, et même d'hommes de moins de 50 ans. A partir de 50 ans au contraire (à partir de 35 ans en Allemagne) la pyramide est et reste plus large pour la France où il y a une proportion de gens âgés nettement plus forte. Deux types de développement démographique, deux populations de morphologie très différente et presque opposée : une population jeune et dynamique, une population vieille et stationnaire.

La comparaison porte sur des groupes d'âge définis par un nombre entier d'années : de 0 à 5 ans, de 5 à 10 ans. Mais peut-on dire que ces divisions arithmétiques correspondent à des groupes sociaux ? — C'est le problème que nous posions déjà, à propos des sexes. Or, le sexe est fixé, l'âge ne l'est pas. On reste d'un même sexe toute la vie, mais on change sans cesse d'âge. D'autre part, on passe d'un âge à l'autre de façon insensible. Comment une conscience collective naîtrait-elle dans un groupe qui perd d'une année à l'autre la totalité de ses membres pour en acquérir d'entièrement nouveaux ? Comment, d'autre part, entre des catégories si voisines, pourra s'établir, même pour peu de temps, dans la pensée de leurs membres, une distinction bien tranchée, alors surtout qu'un même groupe comprend des célibataires, des gens mariés, et, encore, que le sexe, la situation sociale, le lieu de résidence y tracent tant de séparations ?

Nous venons de parler des pyramides d'âges. Mais, depuis bien longtemps, et maintenant encore, dans plus d'une maison villageoise, on peut voir, pendues au mur dans des cadres, des images naïves qui représentent les degrés des âges, avec des légendes telles que : « À quinze ans, âge avantageux, Il se complait à tous les jeux. — À vingt ans, cherchant le bonheur, Il se marie selon son cœur. — Et si cent ans viennent encore, Il rend grâce à Dieu, Il l'implore... ». Les âges indiqués en nombre d'années ne font ici que traduire des notions familières à tous : l'enfance, l'adolescence, l'âge adulte, la maturité, la vieillesse, la décrépitude. Groupes imprécis en apparence cependant ils existent, et, bien qu'ils varient quant à l'étendue suivant les sociétés (une femme vieillit plus vite en Orient qu'en Occident, et, sans doute, plus vite aussi dans les classes inférieures, à la campagne surtout, que dans les hautes classes et dans les villes), ils n'en ont pas moins leur place fixée, leur rang inchangeable, dans une série qui les comprend tous. La plupart des hommes, en quelque société que ce soit, sentent qu'ils sont membres, pour un temps appréciable, de l'un ou de l'autre. Il existe, en tous cas, partout, un groupe des jeunes gens, un groupe des adultes, un groupe des vieillards, engrenés l'un dans l'autre, qui se sentent plus ou moins complémentaires, mais entre lesquels à d'autres égards il y a un antagonisme latent et comme une lutte sourde, chacun défendant ses privilèges traditionnels, ses droits acquis, ou réclamant sa place au soleil.

Reconnaissons, maintenant, que non seulement l'équilibre entre ces groupes, mais encore leur succession, le mouvement par lequel une génération succède à l'autre ne résulte pas seulement, ni peut-être surtout, de forces et de lois biologiques, mais de l'organisation de la société. Car les jeunes, en vertu de l'excédent de forces physiques qu'ils sentent en eux, s'ils obéissaient à leurs impulsions naturelles, et d'autant plus

qu'ils sont les plus nombreux, seraient portés à éliminer les plus âgés, s'ils le pouvaient. Ceux-ci, en raison de leur faiblesse même, de leur petit nombre, par égoïsme ou par crainte, profitant d'ailleurs de ce qu'ils sont les premiers venus, et servis par leur expérience, songeraient peut-être à prévenir l'agression des plus jeunes en exterminant une partie d'entre eux, ou en les écartant de leur groupe, tant qu'ils sont encore trop jeunes pour se défendre. Les adolescents et les vieillards pourraient aussi s'unir pour éliminer les adultes, qui portent ombrage aux uns et aux autres. Mais la société intervient, car les enfants et les vieillards lui sont aussi nécessaires que les adultes. S'il n'y avait plus assez d'enfants, elle ne serait plus assurée de se perpétuer ; s'il n'y avait plus de vieillards, ou de gens âgés, elle se renouvellerait suivant un rythme trop rapide. De toute façon, elle risquerait de s'ankyloser, si elle avantageait trop les plus âgés et de perdre sa stabilité, si elle n'opposait pas une barrière aux ambitions et aux appétits des plus jeunes. Il faut que les générations se renouvellent : c'est pourquoi elle oblige les hommes chargés d'années à céder la place, dans la vie active, à ceux qui sont le plus capable d'activité. Mais il faut que ce renouvellement s'opère avec une lenteur suffisante pour que la continuité de la vie sociale ne soit point brisée : c'est pourquoi les jeunes doivent faire les stages nécessaires, et n'avancer que par étapes.

Au reste, nous le verrons plus bas, suivant le mouvement des naissances et des décès, la distribution des âges peut être transformée profondément. Mais la natalité et la mortalité dépendent, en partie, de circonstances sociales. Ainsi la force de l'opinion, les coutumes, les contraintes collectives n'ont pas seulement pour effet de régler le comportement des diverses catégories d'âge. Elles modifient aussi leur importance numérique relative c'est-à-dire la proportion des enfants, des adultes, des vieillards, par une action, il est vrai, indirecte, dont le résultat est éloigné, et n'a souvent été ni cherché, ni prévu.

CHAPITRE 2

NATALITÉ, NUPTIALITÉ, MORTALITÉ

[Retourner à la table des matières](#)

Les naissances ne sont pas le seul moyen, pour une société, de réparer ou renouveler sa substance. La famille antique s'accroissait aussi par adoption ; les tribus, les cités victorieuses se sont longtemps incorporé les peuples vaincus ; et il y a, enfin, l'immigration. Mais nous nous en tenons ici au mouvement naturel d'une population que nous supposons isolée : il faut qu'elle tire de son propre sein les éléments vivants qui remplaceront en elle les éléments qui meurent.

La naissance et la mort ne sont pas, cependant, deux faits inverses l'un de l'autre. A la suite d'une épidémie ou d'une guerre, les pertes (qu'il s'agisse d'adultes seulement ou que la mort ait atteint tous les âges) ne sont pas exactement compensées par un même nombre de naissances : car tous les nouveau-nés n'atteindront pas l'âge de la reproduction, ou, s'ils y parviennent, ce ne sera pas avant près de vingt années. — Il y a ceci de commun aux naissances et aux morts : ce sont des événements qui ont une date, et qui ne se produisent qu'une fois pour tout homme. Mais tandis que, pour l'individu, la naissance est un commencement et la mort une fin, du point de vue de la société, la natalité et la mortalité sont des fonctions qui ne marquent ni un commencement, ni une fin, mais qui s'exercent de façon continue aussi longtemps que dure le groupe.

On croit communément qu'autrefois beaucoup, sinon la plupart des familles avaient beaucoup d'enfants, entendons par là huit ou dix enfants. Pourtant, dans les tribus non civilisées, les anthropologistes nous signalent aussi souvent leur rareté que

leur abondance. Ce n'est donc point là un fait qui correspondrait à l'état primitif, ou le plus proche de l'état de nature. D'autre part, depuis le milieu du XVII^e siècle (depuis John Graunt, en 1662), pendant le XVIII^e et une grande part du XIX^e il a été admis, par les démographes, qu'il y avait en moyenne quatre naissances par mariage seulement. D'où vient donc ce mythe de la fertilité des familles aux temps passés ? D'après Kuczynski, d'une sorte d'illusion d'optique, qu'il explique ainsi : « Supposons cinq sœurs mariées, qui aient respectivement 12, 6, 4, 2 et 0 enfants. Bien qu'une seule des cinq sœurs ait eu plus de 6 enfants, la moitié de ces 24 enfants (ce qui est le total), soit 12, pourront très légitimement dire que leur mère avait 12 enfants. Et, bien qu'une des cinq sœurs n'ait pas eu d'enfants, aucun des 24 enfants ne dira que ses parents étaient sans enfants ». Or, à quel témoignage se reporter plus tard, si ce n'est au leur ? Les enfants de parents plus prolifiques sont plus nombreux que les enfants de parents qui ont eu peu de rejetons. C'est ce qui explique qu'on rencontre souvent des fils, des filles, qui ont eu beaucoup de frères et de sœurs. En réalité, le nombre de ces familles dites nombreuses a toujours été restreint. — Kuczynski ajoute que notre mémoire conserve plus fidèlement le souvenir d'oncles et de tantes qui nous ont procuré beaucoup de cousins, qui ont laissé beaucoup de petits-enfants, que de ceux qui sont morts avant notre naissance, sans laisser d'enfants.

Si nous nous reportons, maintenant, aux statistiques, nous trouverons, dit Kuczynski, que la fertilité moyenne dans l'Europe occidentale, septentrionale et méridionale était autrefois bien moindre qu'on ne se l'imagine communément. Les femmes ayant 8 enfants et plus n'étaient qu'une petite minorité, et les femmes ayant plus de 5 enfants n'étaient sans doute pas plus nombreuses que celles qui en avaient moins. La fertilité était plus grande dans l'Europe orientale, et, par exemple, dans le Canada français. Peut-être aussi en Chine, et dans quelques autres pays d'Asie, de l'Amérique du Sud et du Centre.

Ces remarques portent sur la fertilité d'une population, qu'on calcule en rapportant le nombre des naissances aux mariages. Nous nous en occuperons dans le chapitre suivant. Ici, tenons-nous-en à la population dans son ensemble, dans le cadre des pays. Examinons les taux de natalité, c'est-à-dire le nombre des naissances rapporté à toute la population, par année. Comment les pays européens (et aussi quelques autres) peuvent-ils être classés à cet égard, en 1935 ?

Ils se répartissent en trois catégories (pour 1000 habitants, le taux de natalité varie, en gros, entre 10 et 50).

1^o Pays à faible natalité : en Europe, l'Angleterre, les pays scandinaves, la Finlande, l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, la Suisse et la France. Les pays neufs anglo-saxons, Australie, Nouvelle-Zélande, États-Unis, entreraient maintenant dans le même groupe.

2^o Pays à natalité moyenne : l'Italie, les Pays-Bas, la Tchécoslovaquie, la Pologne, la Hongrie, l'Espagne et le Portugal. Hors d'Europe : le Canada, l'Afrique du Nord, et certaines républiques sud-américaines : l'Uruguay, l'Argentine. Observons cependant qu'il se manifeste une résistance à la baisse aux Pays-Bas, en Italie, et dans les provinces du Canada où la plus grosse partie de la population est d'origine française.

3^o Pays à forte natalité : ce sont les pays agricoles de l'Est européen : Yougoslavie, Roumanie, Bulgarie, Russie ; et aussi la plupart des pays du proche et de l'extrême Orient, ainsi que de l'Amérique latine. Pour la Chine, nous ne disposons pas de statis-

tiques suffisantes. En Russie, les derniers résultats se rapportent à 1928 ; mais la natalité a certainement baissé dans les parties de l'Union soviétique les plus évoluées : l'Ukraine et les grandes villes. Les peuples d'Orient, Turcs, Égyptiens, Arabes de Syrie, de Palestine, et aussi de l'Afrique du Nord, ont tous une forte natalité. Il en est de même de l'Indochine, du Siam et du Japon.

À première vue, les pays à faible natalité appartiennent à une zone de civilisation plus avancée surtout urbaine, zone continue en Europe, dont l'influence a pu s'exercer, à cet égard, sur les États-Unis et les Dominions britanniques. Cependant, il y a vingt ans, trente ans, ils ne se classaient pas de la même manière. L'Allemagne, l'Angleterre ont eu des poussées de populations considérables, dans une période où elles étaient déjà couvertes de grandes villes. La diminution des naissances a commencé, dans ce groupe, en France, dès le début du XIX^e siècle, et s'est étendue, à la fin du même siècle, à la plupart des pays de civilisation occidentale. Ajoutons que ce mouvement a paru être plus marqué dans les classes sociales plus élevées, et dans les grandes villes (où elles résident surtout), — bien que des enquêtes récentes, faites à Stockholm, et dans toute la Suède, conduisent à un résultat opposé.

Corrado Gini a cru que cet abaissement de natalité avait des causes biologiques. Le pouvoir de reproduction diminuerait dans tels peuples, parce que l'instinct correspondant s'y est affaibli : peuples vieux, et à leur déclin. On prétend, dit-il, que la restriction des naissances a tous les caractères d'un acte volontaire, comme si les individus avaient appris à soumettre l'instinct au contrôle des motifs rationnels. D'après lui, si les hommes se laissent guider en ce domaine par la raison, c'est que, chez eux, l'instinct s'est amorti. Tout peuple parcourrait, en somme, une courbe et comme un cycle vital, de la jeunesse à la vieillesse. Il en serait de même des classes sociales, en particulier des hautes classes, qui, après une période plus ou moins longue d'accroissement et d'essor, perdraient peu à peu de leur vigueur physiologique : livrées à elles-mêmes, et si elles n'étaient pas sans cesse renouvelées par des courants venus des autres classes, elles cesseraient de se reproduire. Dans les grandes villes, ajoute Gini, bien qu'elles renferment une plus forte proportion d'adultes, ceux-ci s'usent sans doute plus vite qu'à la campagne ; si la réduction des naissances est surtout sensible dans les centres urbains, il faudrait l'expliquer par un abaissement de la vitalité biologique, dans ces sociétés soumises à des conditions d'existence plus artificielles.

Il n'y a aucune raison de penser que la fécondité des femmes, c'est-à-dire la faculté d'engendrer, ait diminué. Quant à la fertilité des mariages, d'après Kuczynski, en aucun autre pays que la France elle n'était plus faible en 1870-1880 qu'auparavant. Comment, d'ailleurs, l'instinct de reproduction pourrait-il décliner ainsi brusquement dans toute une classe, dans tout un peuple ? Sous l'influence de la vie sociale, cet instinct est soumis de bonne heure à la discipline des lois et des coutumes, et c'est ce contrôle seul qui a pu varier.

Kuczynski, encore, nous dit qu'en Angleterre, jusqu'à 1870-1880, on pensait généralement que les pratiques contraceptives n'étaient le fait que des femmes non mariées. Le mouvement néomalthusien a cependant commencé dans ce pays dès le début du XIX^e siècle (Francis Place, James Mill, etc.). Mais, pendant longtemps, les néomalthusiens se présentèrent comme les membres peu nombreux d'une secte qui ne se conformait pas aux prescriptions de la morale courante. Le même auteur cite un texte de Moheau (1778), d'où il résulterait que la connaissance de ces moyens préventifs avait pénétré dès ce moment, en France, jusque dans les campagnes. Peut-être va-t-il un peu loin en estimant que, vers le milieu du XIX^e siècle, « ils étaient

employés par la majorité des familles françaises ». Mais, depuis cinquante ans, la pratique s'en est répandue dans presque tous les pays habités par une population de race blanche, plus ou moins vite, il est vrai. Dans quelques-uns, notamment en Allemagne, pas plus tôt qu'après la guerre, mais alors très rapidement.

Il serait bien impossible d'expliquer par quelques initiatives isolées, et par une série d'imitations d'individu à individu, ce mouvement qui a pris une telle ampleur. La restriction des naissances est certainement un phénomène collectif, il nous paraît devoir être expliqué surtout par le développement des grandes villes.

Pourquoi, alors, la France a-t-elle devancé de si loin dans le temps, à cet égard, les autres pays, et pourquoi l'Allemagne n'était-elle pas entrée dans la même voie dès avant la guerre ? N'oublions pas, cependant, que la France, au début du XIX^e siècle, était beaucoup plus peuplée que l'Angleterre, que la densité de la population y était plus grande. Quant à l'Allemagne, ce n'est qu'à partir de 1880-1890 que son évolution démographique s'est dessinée et s'est développée en deux ou trois décades : or il faut sans doute quelque temps, quand une population change de structure, pour qu'elle transforme aussi ses coutumes. Ajoutez que la restriction des naissances s'est heurtée, ici et là, à des traditions et croyances morales qui ont pu lui opposer une résistance inégale.

On s'étonne de ce qu'une fonction qui paraît s'exercer surtout par l'action de motifs sexuels, c'est-à-dire individuels, qu'une activité instinctive qui n'a pas toujours conscience de son but, ni des conditions dans lesquelles il peut être sûrement atteint, se prête ainsi à une sorte de prévision et de contrôle par la société. C'est que le groupe dispose de bien des moyens pour étendre son emprise sur les démarches même secrètes de ses membres. Il peut régler leurs actes en les amenant à modifier leurs motifs. Une certaine forme d'individualisme est sans doute la cause principale de cette conduite plus rationnelle, qui oblige les hommes à limiter leur descendance.

La population a beaucoup augmenté, elle est de plus en plus dense. De cela nous avons tous le sentiment, d'autant plus qu'en ces dernières décades, en même temps qu'elle s'accroissait, les établissements urbains prenaient plus d'extension relative encore. Dans un milieu humain où la place est de plus en plus mesurée, n'est-il pas naturel que, comme dans une foule, on se fasse plus petit, et qu'en particulier le groupe domestique hésite davantage à s'accroître ? — Considérons, à cet égard, les classes sociales. C'est dans les groupes socialement les plus élevés que s'est manifestée d'abord, et avec le plus d'intensité la disposition à limiter sa descendance. Mais pourquoi ? En apparence, pour se maintenir au même niveau social, eux et leurs enfants : raisons économiques. Mais apercevons aussi que les classes élevées, dans nos sociétés, sont les groupes auxquels l'espace démographique est le plus mesuré et disputé. Elles ne comprennent, en effet, qu'une très petite partie de la population : c'est la rareté de leurs membres qui les distingue des autres. Cependant, bien des éléments étrangers s'efforcent d'y pénétrer. Elles représentent comme des villes étroites, où le nombre des places est limité, alors qu'on se presse aux portes pour y entrer et s'y installer. Elles éprouvent plus énergiquement que les autres classes un sentiment d'oppression quand le nombre de leurs unités s'accroît trop vite. Supposons maintenant que, rapprochées des autres dans l'espace, l'intervalle moral entre elles diminue en même temps que l'intervalle physique. Alors les parties du corps social les plus voisines des classes hautes prennent conscience, à leur tour, d'être comprises avec celles-ci dans une zone limitée, où la pression qu'exerce tout nouvel accroissement de population est sentie avec plus de force, et entraîne les mêmes réactions.

Ainsi naît ce qu'on peut appeler l'individualisme social, produit des milieux urbains. Par son intermédiaire ou son moyen, la structure morphologique des grandes villes et l'influence qu'elle exerce sur toute la population des pays suffisent à expliquer le mouvement des naissances, qui est un élément de cette structure comme de cette population. Nous verrons d'ailleurs que l'étude de la mortalité, et de son évolution dans cette période, nous conduit à une conclusion du même genre.

Dans un pays neuf comme les États-Unis, si l'accroissement naturel (c'est-à-dire indépendamment de l'immigration) a été longtemps très élevé, ce n'est pas seulement parce qu'il y avait de vastes régions à peu près inhabitées. Mais les colons, les pionniers, les fermiers étaient habitués à vivre en petits groupes peu denses. Du jour où des établissements urbains considérables ont absorbé en eux une part croissante de la population, les habitants des villes ont eu tendance, au contraire, à y demeurer. C'est moins l'attraction des espaces vides, que l'adaptation à une forme de vie éparpillée et dispersée qui a fait place à l'accoutumance à une structure de la population plus concentrée. Mais c'est dès ce moment que, dans ces formes nouvelles de grandes cités compactes, les hommes, se heurtant davantage les uns aux autres, ont senti qu'ils ne pouvaient y rester qu'à la condition de ne point trop se multiplier. Sentiment qui traduisait peut-être une réflexion économique confuse, mais qui, en lui-même, n'était qu'une réaction instinctive en présence d'une nouvelle structure de population.

Avant d'étudier les morts, traitons brièvement des mariages. Ils ne nous intéressent ici que dans la mesure où ils sont la condition la plus fréquente des naissances.

Ils ne se répartissent pas également sur tous les mois de l'année ; il y a des maxima : en France, deux maxima, l'un en avril, au printemps, près de Pâques ; l'autre en octobre, après la libération des jeunes gens sous les drapeaux ; — et trois minima, l'un en février-mars (fin de l'hiver, carême), les autres, moins accentués, en juillet-août (période des moissons), et décembre (début de l'hiver). Il en résulte que, dans le mouvement des naissances, il y a deux maxima, au début et au milieu de l'année, en janvier et en juillet, sans qu'on puisse dire que les conditions de température, extrêmes en ces mois, et en sens inverse, aient une action quelconque. Mais des conditions sociales, nous venons de le voir, expliquent que les mariages soient plus nombreux neuf mois plus tôt : influence qui s'exerce à distance dans le temps. — Le nombre des mariages varie aussi (on l'a remarqué depuis longtemps), avec les circonstances économiques : il diminue au cours des années de crise, et réaugmente avec la prospérité. Il en résulte des variations correspondantes, mais retardées, dans le nombre des naissances, du moins des naissances des premiers nés (mais ils représentent près de la moitié des nouveau-nés, soit 48 p. 100). On ne comprendrait pas ces variations si l'on s'en tenait à des circonstances présentes (par exemple, si l'on rattachait, à tort, une augmentation des naissances à une année de crise qui suivrait une année de prospérité). Ainsi, les causes sociales qui expliquent le mouvement des naissances, on ne les atteindra qu'en remontant aux mariages deux aspects d'un ensemble indécomposable.

Dans quelles limites varie la nuptialité, d'un pays à l'autre ? Le mieux serait, ici, de calculer le nombre des mariages par rapport aux personnes en âge de se marier : mais, dans les statistiques des divers pays, on ne définit pas de même la population mariable. Calculons donc le nombre annuel des mariages par rapport à la population tout entière. Il varie, suivant les pays, de 95 à 200 pour 10 000 habitants de tous âges. Le genre de vie, l'état économique, les migrations : telles sont les causes par

lesquelles on explique d'ordinaire ces différences. Pauvreté, émigration des hommes jeunes (c'est en Irlande que le taux est le plus bas). En Europe centrale, les coutumes favorisent les mariages précoces : la femme y est encore dans un état de dépendance, et se marie à peine nubile pour devenir la servante du ménage : en Yougoslavie, Bulgarie, Roumanie, Tchécoslovaquie, Pologne, Hongrie, les taux de nuptialité sont très élevés. Dans les pays riches de l'Europe occidentale, entre autres la France, l'Allemagne, la Belgique, l'Autriche, l'Italie, l'Angleterre, la Suisse, taux moyens, et très voisins l'un de l'autre : ce qui est assez remarquable, et témoigne d'une très nette ressemblance des mœurs. Dans les pays du Nord, Suède, Norvège, Finlande, les mariages sont moins nombreux. Tout cela très en gros : il faudrait, en une telle comparaison, tenir compte de la répartition des âges, de la proportion des femmes et des hommes en âge de se marier nous y reviendrons dans le chapitre qui suit.

L'âge au moment du mariage, l'âge auquel on se marie en moyenne, n'est pas le même partout : les limites inférieures légales, coutumières, pour l'homme et la femme, sont de 18 et 15 ans en France, mais varient, selon les pays, de 14 à 21 ans pour les hommes, de 12 à 18 ans pour les femmes. Les mariages sont précoces (sans parler des pays orientaux) en Irlande, en Grèce, au Chili, en Australie, en Nouvelle Zélande, en Autriche et en Espagne, tardifs dans les pays du nord de l'Europe. Qu'en est-il de l'âge non plus légal, mais de l'âge moyen où se concluent les mariages ? En France, il a nettement diminué depuis la guerre jusqu'à présent. Les mariages de jeunes gens, de très jeunes gens se sont multipliés. Ceux de garçons de moins de 24 ans avec des filles également de moins de 24 ans étaient en 1931 le double de ce qu'ils étaient avant la guerre (comme proportion) : de même les mariages où les deux conjoints avaient moins de 20 ans. Ceci, 12 ans après la guerre. Mais remontons plus loin en arrière. Autrefois, en France, en 1853-1860, les garçons se mariaient en moyenne à 30 ans 5 mois. Hier, en 1913, 50 ou 55 ans plus tard, à 28 ans 6 mois. Et, en 1931, à 26 ans 7 mois. Soit, en 80 ans, une diminution de près de 4 ans : l'âge moyen du mariage, pour les hommes, s'est, dans cet intervalle, rapproché d'un tiers de sa limite légale. Pour les filles, la diminution, bien qu'un peu moindre, reste forte : 26 ans 1 mois au milieu du dernier siècle, puis 24 ans 3 mois, et maintenant 23 ans 4 mois. — Évolution continue, et qu'on observe également dans d'autres pays.

Raisons économiques, peut-être. Accroissement de la richesse générale, des revenus. Si, autrefois, beaucoup d'hommes se mariaient tard, c'est qu'ils ne disposaient pas plus tôt d'un revenu suffisant pour se mettre en ménage. Depuis, les revenus moyens se sont sensiblement relevés, et il est probable que ce mouvement s'est accéléré depuis la guerre. C'est une des raisons. Mais il y a, certainement, encore autre chose.

Ce résultat, en effet n'est pas sans rapport avec la baisse croissante de la natalité, en France surtout depuis le milieu du XIX^e siècle, et en Europe depuis 1880 environ. Tout se passe comme si, dans une population donnée, il ne pouvait se former chaque année qu'un nombre, ou, plutôt, une proportion déterminée de mariages. Quand il naît beaucoup d'enfants, quand il y a beaucoup de jeunes gens en âge de se marier, tous ne peuvent pas entrer tout de suite en ménage, beaucoup d'entre eux doivent attendre. C'est l'inverse, quand les naissances diminuent, quand le nombre de ceux qui sont d'âge à se marier est réduit. Alors ils peuvent former un couple plus tôt : l'âge au moment du mariage tend à s'abaisser. Il est vrai que la diminution de la mortalité, dont nous parlerons dans la suite, contrebalance en partie l'effet de la diminution des naissances. C'est pourquoi l'âge moyen au mariage ne s'abaisse qu'assez lentement. — Il en est, sans doute, autrement dans les pays neufs. Dans une population moins

dense, groupée en établissements moins concentrés, il y a plus de place pour les ménages nouveaux. Kuczynski nous dit que Louis XIV imposa le paiement d'une amende ou d'une taxe, dans le Canada français, aux pères qui ne marieraient pas leurs filles quand elles auraient atteint l'âge de 16 ans, et qu'à cette époque il ne manquait pas de femmes canadiennes qui étaient mères dès 14 et 15 ans. — Ajoutez que, dans une population où les familles comportent peu d'enfants, la formation d'un ménage se heurte aussi à moins d'obstacles, représente un changement moins important dans la structure du groupe. Ici encore, c'est l'individualisme, ce qu'on peut appeler l'individualisme de la famille conjugale, qui explique la multiplication des mariages précoces. Il devrait en résulter un renouvellement plus rapide des générations, s'il n'intervenait pas un facteur nouveau : l'abaissement de la mortalité qui, en réduisant l'espace démographique disponible, tend à ralentir la natalité.

Toutes les fonctions de la société s'orientent vers la vie et vers elle seule. Le groupe ne meurt pas ; ce sont ses membres, les individus qui, de temps en temps, s'éliminent, et, pourvu qu'ils soient remplacés, il n'y a pas à s'en soucier. On peut appliquer à la société ce qu'on a toujours pensé des dieux, savoir qu'ils diffèrent principalement des hommes en ce que la mort ne les atteint pas. Les nécessités de la vie sociale empêchent les vivants d'être trop longtemps et trop gravement accablés par un deuil, et de garder ensuite sans cesse présente à leur esprit l'image des disparus.

Mais la société ne se borne pas à distraire et à détourner autant qu'il se peut la pensée des vivants de ce qui n'a point prise réellement sur elle, c'est-à-dire des morts individuelles. Car elle est modifiée de plusieurs manières dans sa structure par les morts en général. Avec l'émigration, la mortalité est la cause principale par laquelle s'explique qu'une population diminue, demeure stationnaire, ou s'accroît plus lentement. D'autre part, suivant que les décès sont plus ou moins nombreux, sa structure change : le nombre des veufs, des orphelins, augmente ; de nouveaux ménages apparaissent ; telles catégories d'âges se réduisent relativement ; enfin le taux de natalité s'accroît, s'il meurt surtout des gens âgés, se réduit, si la mort frappe surtout des hommes et des femmes en âge de se reproduire. La société ne se désintéresse pas de toutes ces conséquences, qui l'affectent en bien ou en mal. Pourquoi, dans certaines tribus sauvages, mettait-on à mort les vieillards ? Il fallait maintenir un certain taux de mortalité, et même l'élever, sans quoi le groupe, obligé de supporter ou de transporter avec lui un poids mort, eût été alourdi et paralysé. Dans une société où les hommes vivraient tous jusqu'à l'extrême vieillesse, la proportion des gens âgés serait telle, à l'intérieur des établissements humains, qu'ils encombreraient les courants de circulation, ralentiraient leur mouvement, et occuperaient trop d'emplacements réclamés par d'autres groupes plus actifs. Au reste, pendant bien longtemps, les sociétés ne se sont pas proposées comme but d'accroître la durée moyenne de la vie. Elles y trouvaient plus d'inconvénients que d'avantages. Surtout, elles ne pensaient pas qu'elles en avaient le pouvoir. La lutte organisée contre la mort est un phénomène récent, du moins au degré qu'il présente à l'observateur depuis quelques décades. Encore a-t-elle été poursuivie surtout au bénéfice des catégories les plus jeunes de la population.

En certaines sociétés a pu se répandre la croyance fataliste que pour chaque homme, dès sa naissance, est fixée la date de sa mort. Il y a aussi un fatalisme statistique qui s'est fondé sur ce que, suivant une population pendant une période assez longue, on croyait constater que la mortalité changeait à peine. Quételet disait que cette sorte de budget paraît être fixée par des lois inéluctables. Dans une société donnée, il faut qu'un certain nombre d'hommes, toujours le même, disparaisse au

cours d'une année, comme si un tyran invisible les faisait sortir du rang au hasard. Il paraît plus naturel d'admettre que la mort frappe de préférence ceux qui sont physiquement les plus faibles, les plus exposés, quelle que soit la part qu'il faille laisser, même alors, à la chance ou au hasard. Mais est-il vrai qu'il y ait une fatalité biologique, en vertu de laquelle un groupe doit payer chaque année ce tribut, et que la constitution ou l'état du corps, en particulier la fragilité des jeunes enfants, et l'affaiblissement des gens âgés, interviennent seuls ici ?

Les premières sociétés d'assurances sur la vie sont apparues au XVIII^e siècle. On avait remarqué dès cette époque, en s'appuyant sur les statistiques des décès, qu'à chaque âge (en chaque pays) correspondait une probabilité de vie définie, et qu'on pouvait calculer. En effet, c'est un procédé grossier que celui qui consiste à calculer la durée moyenne de l'existence pour une population comprenant tous les âges. L'âge moyen des décédés, en France, n'était que de 30 ans en 1850. Il s'est élevé à 40 ans en 1880, à 45 ans en 1900, et il est actuellement voisin de 55 ans. Mais il ne meurt pas un très grand nombre de personnes à l'âge moyen. Il y a une très forte mortalité pour les enfants en bas âge, une forte mortalité pour les vieillards. Le grand nombre des enfants qui meurent abaisse singulièrement l'âge moyen. — Joseph de Maistre, en quête d'un nouvel argument, bien scientifique et bien moderne, à l'appui de la monarchie, avait découvert que la vie moyenne des rois de France était plus longue que la vie moyenne de l'ensemble des Français, malgré tous les accidents auxquels les souverains ont pu être exposés au cours des siècles, à la différence du commun des hommes. Il y aurait donc eu en eux un principe mystérieux de résistance aux causes de mort. Maistre, cependant, ne comptait pas les fils de rois morts en bas âge, alors que la durée moyenne de la vie est calculée, enfants compris, pour la population tout entière.

Quelle est donc ici l'influence de l'âge ? La proportion des décès, pour les enfants de moins d'un an (en France), était d'un quart en 1820, et ne s'élève plus aujourd'hui qu'à moins d'un dixième, 8 ou 9 p. 100 quant aux garçons, 6 ou 7 p. 100 quant aux filles. Entre 1 et 4 ans la mortalité (pour chaque année d'âge) est encore assez forte : 0,7 p. 100. Les décès des enfants en bas âge ont été comparés aux balles perdues dans un jeu, dont le nombre serait irréductible. La mortalité infantile reste élevée. Elle n'en a pas moins beaucoup diminué.

À partir de 4 ans, la proportion des décès diminue rapidement avec l'âge, et passe par un minimum : 0,2 p. 100, vers la quinzième année. Elle augmente ensuite jusqu'à un âge compris entre 20 et 25 ans : 0,4 p. 100 ; ensuite l'accroissement se ralentit, puis s'accélère de plus en plus : de 25 à 34 ans : 0,6 p. 100 ; de 35 à 44 ans : 0,7 p. 100 [remarquons qu'à ces âges les parents mettent au monde le plus d'enfants environ 70 p. 100, 100 représentant le total des naissances chaque année]. De 45 à 54 ans ; 1,2 p. 100 ; ce taux entraînerait, s'il s'appliquait à tous les âges, l'extinction totale d'une génération en moins de 90 ans. Le taux double de 55 à 64 ans : 2,4 p. 100 ; il double encore (et même un peu plus) de 65 à 74 ans 5,6 p. 100 ; si ce taux s'appliquait à tous les âges, une génération disparaîtrait en moins de 20 ans.

Mais nous voici au-delà du seuil de la vieillesse, au-delà de cet intervalle de 70 à 75 ans qui, d'après nombre de statisticiens, mesurerait la durée normale et effectivement la plus fréquente de la vie humaine (car, avant, on meurt moins, et si, après, on meurt plus, la proportion s'applique aux seuls survivants c'est-à-dire à une partie de plus en plus petite de la population initiale). Au-delà, la mortalité augmente très vite : le taux ne triple pas tout à fait, mais fait bien plus que doubler, en passant de 75 à 84

ans ; et il triple encore, à peu près, au-dessus de 85 ans. — Ces variations sont fortes. Elles sont familières aux hommes. Lorsque deux personnes d'une même famille ont disparu dans un même accident, sans qu'on puisse savoir si le décès de l'une a précédé celui de l'autre, les juristes admettent (c'est une présomption légale) que la plus âgée est morte la première.

Or la société a pris de deux manières sur la mortalité. Directement, d'abord, en ce qu'elle peut réduire la mortalité à certains âges. La mortalité des enfants de moins d'un an, autrefois, dépassait souvent 300 p. 1000. En Angleterre, entre 1838 et 1904, elle a oscillé entre 130 et 164, sans qu'on puisse parler d'une tendance nette en un ou l'autre sens. En 1905, elle a baissé pour la première fois au-dessous de 130. Depuis 1915, elle a toujours été inférieure à 100, et depuis 1921, elle est au-dessous de 80. En 1935 elle n'était que de 57. D'autre part, un accroissement de la natalité (qui dépend de facteurs sociaux) peut modifier la répartition des âges, en sorte que ceux qui sont le moins exposés à la mort l'emportent : en Allemagne, par exemple, taux de mortalité (brut) de 119, en 1925-27 (parce que la proportion des jeunes y est très forte), au lieu de 171 en France. Mais si l'on calcule des taux de mortalité rectifiés, en supposant une même répartition des âges (répartition type) dans les deux pays, et tenant compte de la mortalité par âge dans chacun d'eux, on trouve pour l'Allemagne, 126, et pour la France, 143. La différence est donc très accrue par suite d'une répartition différente des jeunes, adultes, etc.

Considérons, maintenant, que le nombre total de personnes de race blanche dans le monde s'élève aujourd'hui à 720 millions environ, au lieu d'environ 155 millions en 1770, c'est-à-dire qu'il a presque quintuplé en 160 ans. Comment s'explique cet énorme accroissement ? D'après Kuczynski, presque exclusivement par la diminution de la mortalité. Car on ne trouve dans les statistiques aucune preuve concluante qu'il y ait eu un accroissement de la natalité dans la période 1750 à 1885 (après laquelle la natalité commence à décroître).

La vie probable ou l'espérance de vie (durée qu'on a autant de chance d'atteindre que de ne pas atteindre, âge qu'atteint et dépasse la moitié de 10 000 personnes suivies depuis leur naissance), était de 35 ans en Suède, en 1755-75, et probablement plus courte alors dans la plupart des autres pays européens. Malthus, examinant les registres des morts dans la paroisse de Leyzin, en Suisse (devenu depuis emplacement réputé de sanatoria pour les tuberculeux), remarquait qu'en ce bourg « situé de manière à jouir de l'air le plus pur », la vie probable (en 1766) « s'est trouvée atteindre le nombre vraiment extraordinaire de 61 ans », au lieu de 27 à Genève. — En 1840 voici quelle était l'espérance de vie : en Norvège, 46 ans ; en Suède, 44 ; en Angleterre, 41 ; en France, 40 ; moins encore dans le reste de l'Europe. En 1890 : en Nouvelle Zélande, 58 ans ; en Australie, 53 ; en Suède et Norvège, 52 ; en Danemark, 50 ; en Hollande, 48 ; en Belgique et Suisse, 47 ; en Angleterre et en France, 46 ; en Finlande, 44 ; en Allemagne, 42 ; en Russie, 33. En aucun pays elle n'atteint 60 ans, avant le XX^e siècle. Elle dépasse maintenant 60 ans, en Danemark, Norvège et Suède, Angleterre, Allemagne, Hollande, Suisse, aux États-Unis, en Nouvelle Zélande ; en France, 64 ans ; en Angleterre, 67 ans ; plus encore en Nouvelle Zélande. — Ainsi s'explique l'extraordinaire accroissement de la population que nous avons signalé.

« La mortalité, nous dit encore Kuczynski, a été réduite surtout par les progrès réalisés en hygiène et en médecine. Sans quoi la population blanche, au moins en Europe, serait sans doute demeurée à peu de chose près stationnaire. Mais ce n'est pas la seule cause qui explique que les naissances aient été plus nombreuses que les

morts. Les famines, les guerres économiques, le contrôle des naissances auraient empêché l'accroissement de la population, si ne s'était pas produite en même temps une révolution économique et technique qui a prodigieusement augmenté les moyens de subsistance en Europe, et en même temps rendu possible l'émigration d'une douzaine de millions d'Européens aux États-Unis et en d'autres continents ». Au reste, ces deux sortes d'influences sont certainement liées. La médecine et l'hygiène n'auraient pas progressé à ce point si la richesse générale n'avait pas augmenté, si le niveau de vie ne s'était pas relevé, si les hommes n'avaient pas disposé de plus de ressources et de plus de loisirs pour consacrer un effort suffisant à d'autres fins que l'acquisition du nécessaire : *primum vivere* ; mais, ensuite, et dès qu'on est affranchi de ce souci *vitam extendere*. Mais, d'autre part, le progrès de la richesse n'a été possible que par une avance des sciences et des techniques dont la médecine et l'hygiène ne sont qu'un des aspects.

Restons, cependant, sur le plan morphologique. La médecine et l'hygiène aidées par un savoir plus exact, c'est-à-dire des hôpitaux, des cliniques, mais aussi des habitations plus salubres, l'enlèvement des ordures ménagères, la propreté de la voirie, les égouts, l'eau potable : tout cela ne pouvait apparaître et se développer que dans les grandes villes. Ajoutez que la préoccupation de ces mesures préventives et curatives supposait un milieu nouveau, affranchi des préjugés de la campagne et des petits bourgs, où la propagande des médecins et des hygiénistes, etc., pût s'organiser sur un terrain favorable, par la presse, par les conférences, et même par la législation. Quant à l'accroissement de la richesse, eût-il été possible à ce point et suivant ce rythme, hors de milieux sociaux très concentrés, dans lesquels la division du travail pouvait être poussée très loin ?

Progrès de la médecine et de l'hygiène, accroissement de la richesse : ce ne sont que des moyens, des instruments, dans la lutte contre la mort. Encore fallait-il qu'on eût la volonté d'engager et de poursuivre cette lutte, et de l'organiser. Il fallait que l'on attachât plus de prix à l'individu, à l'existence individuelle et à sa prolongation. On peut comprendre que cette pensée ait pris consistance surtout dans ces milieux urbains compacts et complexes, dont les membres sont formés progressivement à l'image du tout, et ont alors le sentiment d'appartenir à une partie de l'humanité plus évoluée. La grande ville met quelquefois ses habitants, surtout ceux qu'elle appelle du dehors, et qui sont nombreux, à une rude épreuve, par la tension qu'elle leur impose : refonte de leur nature qui en fait des hommes nouveaux, par leurs activités, leurs besoins, le rythme plus précipité de leur vie. Toute cette dépense de forces de leur part et de la sienne serait sans objet, si elle n'obtenait pas d'eux qu'ils contribuent maintenant à entretenir ses fonctions le plus longtemps possible, en les encourageant à se conserver eux-mêmes, à défendre leur vie et à la prolonger. Individualisme, mais créé et entretenu par le milieu lui-même, et qui est en conformité avec ses fins.

Au reste, l'influence des grandes villes, à cet égard, rayonne et s'étend loin autour d'elles. Elle pénètre dans les milieux dont la structure se rapproche de la sienne et où elle ne rencontre pas des établissements humains constitués suivant un autre type, ou bien solidaires de régions où il subsiste. Que l'on considère la mortalité en France (taux rectifiés, pour éliminer l'influence de la répartition des âges). La tache noire principale qui correspond à la plus forte mortalité s'étend sur la Normandie et la Bretagne. On meurt beaucoup aussi dans la Seine et la Seine-et-Oise, dans les Bouches-du-Rhône, le Var, les Basses et Hautes-Alpes, la Haute-Savoie. Seine, Seine-et-Oise, Bouches-du-Rhône : ce sont des départements très urbanisés. Mais les grandes villes ne réussissent pas toujours ni tout de suite à trouver leur forme : il s'y

conserve des zones anciennes, quartiers de taudis surpeuplés, aux rues étroites et encombrées ; il s'y crée hâtivement des faubourgs ouvriers qui ne sont ni la campagne, ni la ville, qui cumulent les dégradations et les tares de l'une et de l'autre. L'essentiel est que la mortalité la plus forte s'étend sur deux très vastes provinces, Bretagne et Normandie, c'est-à-dire dans l'ouest, où, la différence des régions de l'est, la population est beaucoup moins agglomérée, ou beaucoup plus dispersée ; ce sont, comme disait Vidal de la Blache, les *paysans*, par opposition aux villageois. Les villes elles-mêmes, prises et comme étouffées dans ces campagnes qui s'isolent des courants de la vie moderne, et qui, plus que le reste de la France, retiennent leur structure matérielle et sociale d'autrefois, y sont comme des îlots de vie urbaine, isolés, et sans rayonnement. Quant aux départements du Var, des Hautes et Basses-Alpes, de la Savoie, ils s'opposent le plus nettement aux milieux urbains, parce qu'on n'y trouve pas de grandes villes, et que la densité de la population y est très réduite.

Rapprochons maintenant ces deux grands faits : la diminution très forte de la mortalité, et la limitation croissante des naissances, qui se sont produits simultanément dans presque tous les pays de population ou d'origine européenne. L'un et l'autre nous ont paru s'expliquer par la structure nouvelle des établissements urbains, par les grandes villes, leur multiplication et leur extension, et par l'action transformatrice qu'ils exercent d'ailleurs sur le pays tout entier. Autrefois, la société n'hésitait pas à gaspiller ses membres, parce qu'elle ne trouvait point d'obstacle à les remplacer : les morts étaient plus fréquentes, mais les naissances aussi. Le renouvellement des générations était alors bien plus rapide. Aujourd'hui, la société s'intéresse toujours surtout à elle-même, mais, pour cette raison même, elle se désintéresse de moins en moins des individus, ou, du moins, elle a intérêt à ce que les individus se préoccupent de plus en plus d'eux-mêmes, à ce que la valeur de l'existence individuelle soit de plus en plus appréciée.

C'est que, dans le cadre urbain, dans ces vastes ensembles d'unités humaines qui ne sont plus liées que par le fait de vivre étroitement rapprochées dans l'espace, les autres formes de groupement perdent de plus en plus de leur consistance. Elles tendent à se dissoudre dans le milieu urbain pur et simple. Toute la substance de la société se résout alors en des individus, qui sont à la fois son œuvre et son image, et qui représentent pour elle (au moins pour ceux qui lui sont fortement intégrés) une valeur d'autant plus grande qu'elle a dépensé beaucoup d'efforts, et pendant une longue durée, à les former tels.

Les hommes, d'autre part, considérés isolément, multiplient leurs rapports et leurs contacts dans l'espace. Mais il en résulte que chacun d'eux prend de plus en plus conscience de son individualité. Ils ont besoin de sauvegarder la liberté de leurs mouvements, leur faculté de participer en personne à toutes les activités sans cesse élargies et renouvelées de la vie urbaine, et sont amenés par conséquent à alléger leurs charges et leurs entraves, c'est-à-dire à limiter leur descendance, d'autant plus que leur instinct et leur prévoyance de père ou de mère leur commandent aussi de concentrer leurs soins sur un petit nombre d'enfants. Mais aussi, puisque leur objet essentiel est de se développer eux-mêmes, quel sens et quelle raison d'être garderait à leurs yeux cette formation incessante, par les sports, par les voyages, par une culture spécialisée qui réclame beaucoup de temps et de peine, si la personne à laquelle tout cela se rapporte, et qui est presque seule à en tirer profit, ne se préoccupait pas avant tout de se conserver, c'est-à-dire de durer ?

CHAPITRE 3

LE RENOUVELLEMENT DES GÉNÉRATIONS

REPRODUCTION ET VITALITÉ DÉMOGRAPHIQUE

[Retourner à la table des matières](#)

Mariages et naissances d'une part, morts de l'autre. Avec ces deux données, aurons-nous une idée suffisante des tendances auxquelles obéit une population, en supposant qu'aucun mouvement de migration n'en fasse sortir ou n'y fasse entrer certains éléments ? C'est ce qu'on a cru pendant bien longtemps, jusqu'à une époque toute récente, où les travaux de Kuczynski et de Lotka ont mis au premier plan une notion nouvelle, celle de *la reproduction* d'un groupe démographique. A mesure que les générations se succèdent, une population donnée, celle d'un pays, ou d'un groupe de pays, augmente-t-elle, ou diminue-t-elle, ou reste-t-elle à son niveau, c'est-à-dire se reproduit-elle, sans plus ? C'est ce que nous apprennent, pour le passé, les recensements successifs. Mais pour l'avenir ? De quels facteurs faut-il tenir compte encore, s'il ne suffit pas de connaître, en vue de telles prévisions, les mouvements de la natalité, de la mortalité, et leur rapport ou ce qu'on appelle l'excédent, chaque année, des naissances sur les décès (ou l'inverse) ?

Beaucoup de sociologues et de biologistes, dit Kuczynski, croient qu'on peut mesurer la vitalité d'une population (c'est une autre façon de désigner le pouvoir qu'a un groupe de se reproduire) en comparant le nombre des naissances au nombre des morts. Mais prenons un exemple tout près de nous. L'Angleterre, en 1927, comptait 655 000 naissances et 485 000 morts. Il semble, à première vue qu'un excédent de 170 000 naissances par an soit le signe et la preuve d'une vitalité très forte de la popu-

lation. Cependant, si incroyable que cela paraisse, en Angleterre 655 000 naissances, comme en 1927, cela signifie qu'en moyenne chaque femme, durant le cours entier de sa vie, donne le jour à deux enfants seulement. Pour que la population considérée demeure à son niveau, il faudrait qu'aucun de ces enfants ne mourût avant d'avoir atteint (et dépassé de quelques années) l'âge d'être père ou mère. Donc, si la natalité ne réaugmente pas, la population d'Angleterre est condamnée à décroître (jusqu'à disparition : *to die out*), à quelque degré inférieur qu'on puisse faire descendre la mortalité. Cette situation, ajoute Kuczynski, n'est nullement propre à l'Angleterre seule. Il en est à peu près de même en Allemagne. En France, les perspectives sont un peu plus favorables, mais de bien peu (c'est que la population française n'a pas augmenté, pendant très longtemps, aussi vite que les deux autres : elle a moins de peine à se maintenir à un niveau qui est bas par comparaison).

Comment expliquer qu'avec un excédent annuel important de naissances sur les décès, la population d'Angleterre soit en train de décroître rapidement ? Il faut tenir compte de la répartition des âges. Ce n'est pas à tous les âges, en effet, que les femmes sont capables d'être fécondées, mais entre 15 et 50 ans, et (étant donné l'âge minimum habituel du mariage) entre 20 et 30 ans bien plus que dans les autres années de cette période.

Supposons que, par suite d'une diminution continue de la natalité depuis 20 ou 30 ans, les catégories d'âges inférieures à 20 ans se trouvent relativement très diminuées, par rapport aux âges de 20 à 30 ans et plus. Alors, le nombre actuel des naissances, rapporté à la population totale, peut paraître élevé pour deux raisons : 1° parce que le dénominateur, c'est-à-dire la population totale est, depuis 20 ou 30 ans, en train de diminuer ; 2° parce que la catégorie des mères en âge d'avoir des enfants est anormalement et temporairement élevée (parce que les classes d'âges inférieurs diminuent). Laissez passer une ou deux décades : vous constaterez que le nombre des naissances diminue bien plus sensiblement encore, parce que la catégorie des mères en âge d'avoir des enfants comprendra un nombre d'unités bien plus faible qu'auparavant, puisqu'elle sera constituée à ce moment de ces catégories d'âge plus jeunes aujourd'hui, qui sont si réduites. Il faudrait, pour qu'il y eût alors le même nombre d'enfants qu'aujourd'hui, que chacune de ces mères mît au monde plus d'enfants que les précédentes, pour compenser la réduction du nombre des mères. « En 1934, il y avait en Angleterre 4 710 100 filles au-dessous de 15 ans, et 4 998 400 femmes et filles de 15 à 30 ans. Il est évident que, même si toutes les filles qui ont maintenant moins de 15 ans atteignaient l'âge de la maternité, elles ne suffiraient pas à remplacer celles qui ont maintenant entre 15 et 30 ans ». — « Dans la population présente de l'Europe occidentale et septentrionale, la proportion des femmes en âge d'être mères est particulièrement élevée, et la proportion de jeunes enfants et de personnes âgées est particulièrement faible ». C'est pourquoi le nombre des naissances paraît élevé. Il ne l'est pas, si on le rapporte au nombre des mères, ou des femmes en âge de l'être.

Inversement, étant donnée la répartition des âges dans la population de l'Europe occidentale et septentrionale, le nombre des morts y paraît plus faible que si on le calculait (en le comparant à ce qu'il était autrefois) pour un même âge. « La mortalité est partout très élevée pour les enfants en bas âge, et pour les personnes les plus âgées, tandis qu'elle est pratiquement négligeable de 2 à 3 ans jusqu'aux environs de 50 ans. Puisqu'à présent le nombre des jeunes enfants et des personnes âgées est faible, le taux de mortalité doit nécessairement être peu élevé. Actuellement il ne dépasse pas 13 p. 1000 ». Mais il est impossible qu'il reste si bas, car il faut tenir compte du changement dans la répartition des âges. « Les personnes entre 15 et 50

ans, qui sont maintenant si nombreuses, deviendront plus âgées, et viendront gonfler les catégories d'âge dans lesquelles la mort fait le plus de victimes, tandis qu'on peut prévoir dès maintenant que le nombre actuel des enfants est trop faible pour qu'ils puissent plus tard remplir suffisamment les catégories d'âge qui sont relativement à l'abri de la mort ». Le taux actuel de mortalité de 13 p. 1000 n'est donc qu'un trompe-l'œil. Qu'il ne puisse subsister longtemps, c'est ce qui apparaît par la simple considération logique suivante. La mortalité est-elle vraiment de 13 p. 1000 ?

$$\text{Alors } \frac{13}{1\ 000} \text{ ou } \frac{1}{77} \text{ de la population}$$

mourra dans l'intervalle d'une année. « Si, donc, ce taux de mortalité subsistait pendant plusieurs décades, alors il faudrait admettre que la durée moyenne de la vie est de 77 ans. Mais elle est en réalité très inférieure à ce nombre dans tous les pays de l'Europe occidentale et septentrionale. Même en Danemark, où la mortalité est exceptionnellement basse, la durée moyenne de la vie en 1921-1925, n'était que de 61 ans. En cette période, cependant le taux de mortalité brut s'abaissait à 11,3 morts pour 1000 habitants ». Mais le taux de mortalité rectifié, calculé d'après les tables de survie, était de 16,4 p. 1000. Appliquons la même correction aux taux de mortalité bruts d'autres pays. Nous trouvons pour l'Angleterre, en 1920-1921, taux de mortalité rectifié, 17,3 p. 1000 (au lieu de 12,4) ; pour l'Écosse, en 1921, 18,3 p. 1000 (au lieu de 13,6) ; pour l'Allemagne, en 1921-1923, 18,7 (au lieu de 14).

En France, la différence entre le taux brut et le taux rectifié de mortalité paraît assez faible. C'est que le nombre des naissances est demeuré à peu près le même au cours des quarante dernières années, si bien que la proportion des différents âges n'a guère changé, dans notre pays. Là, le taux brut de mortalité est relativement élevé (17,2 en 1921-1925, et 17,5 en 1926), mais seulement parce qu'en France le nombre des personnes âgées (les plus exposées à la mort) est proportionnellement plus grand qu'ailleurs (25 p. 100 ont plus de 50 ans, au lieu de 20 p. 100 dans le reste de l'Europe occidentale et septentrionale). « Cependant, même en France, la proportion des personnes âgées est plus petite qu'elle ne le serait, si la mortalité des enfants en bas âge avait été aussi faible qu'aujourd'hui, quand sont nées ces personnes âgées maintenant de plus de 50 ans. Même en France, le taux de mortalité rectifié est plus élevé que le taux brut ».

En résumé, l'excédent des naissances sur les décès ne donne une image exacte de l'allure de la population que si, dans celle-ci, la répartition des âges demeure identique depuis un demi-siècle, et même depuis trois quarts de siècle. Mais admettons, comme c'est le cas dans la plus grande partie de l'Europe occidentale et septentrionale, que les catégories d'âge qui donnent le plus de naissances (et même la totalité des naissances), et, en même temps, qui sont le moins exposées à la mort, comprennent temporairement une partie trop grande (plus grande qu'elle n'était autrefois, et qu'elle ne le redeviendra prochainement) de la population totale. Alors, il est très explicable que les naissances soient nettement en plus grand nombre que les morts. Mais il n'en résulte pas que la population, sur une période quelque peu étendue, va manifester une tendance à s'accroître. Car, demain, les personnes en âge d'être mères seront moins nombreuses, et les personnes le plus exposées à la mort le seront sans doute plus qu'aujourd'hui, — et ce changement dans la proportion des âges continuera, et même s'aggravera, du fait même qu'il a commencé.

C'est ce qui apparaîtra plus clairement, si nous serrons les faits de plus près, en suivant le cours des générations, si nous cherchons dans quelle mesure telle d'entre elles, celle qui occupe aujourd'hui le devant de la scène, paraît capable de se reproduire. Voyons comment Kuczynski parvient à calculer ce qu'il appelle le taux de reproduction d'une population.

Prenons l'exemple de la Suède. Si l'on tient compte des taux de fertilité par âge (nombre de naissances pour 1000 femmes d'un âge donné), tels qu'ils ont été observés en 1891-1900, il apparaît que 1000 femmes parvenues à l'âge où elles peuvent être mères, donneront naissance, pendant leur période de fécondité, 4 134 enfants (y compris les mort-nés), si aucune d'entre elles ne meurt avant d'avoir entièrement traversé cette période (jusqu'à 50 ans). Mais supposons encore qu'aucune de 1000 filles, prises à leur naissance, ne mourra jusqu'à 50 ans : elles donneront naissance, aussi, à 4 134 enfants. Nous faisons entièrement abstraction de la mortalité.

Tenons-nous en aux filles, et écartons les mort-nés. Le nombre total des naissances en 1891-1900 a été de 1 374 118, dont 1 338 726 nés vivants, et 650 732 filles nées vivantes. La fertilité doit donc être réduite dans la proportion de 650 732 : 1 374 118. Le nouveau résultat :

$$\frac{4\ 134 \times 650\ 732}{1\ 374\ 118} = 1\ 957,8$$

représente le nombre total de naissances de filles pour 1000 femmes, dans toute leur période de fécondité. C'est ce que Kuczynski appelle *le taux brut de reproduction*, calculé en supposant qu'aucune des 1000 filles prises à leur naissance ne mourra avant 50 ans. — Il était, en Angleterre de 1312 en 1921 et de 1079 en 1925 ; en Allemagne, de 2 459 en 1881-1890 ; de 2 126 en 1901-1912 ; et, seulement, de 1132 en 1925 ; en France, de 1447 en 1892-1897, de 1232 en 1908-1913 ; de 1159 en 1922-1925. Mais il a encore baissé depuis : il est inférieur à 1000 en Angleterre et en Autriche depuis 1926, en Allemagne et en Suède depuis 1928, en Norvège depuis 1931, en France depuis 1933. Ainsi, même si l'on admet que, de 1000 filles prises à leur naissance, aucune ne mourra jusqu'à 50 ans elles ne donneront pas naissance à 1000 filles, dans tous ces pays, en une génération. Ce même taux brut est un peu supérieur à 1000 au Danemark, en Tchécoslovaquie, Hongrie, Finlande, aux États-Unis, en Australie et en Nouvelle-Zélande. Il est de 1400 au Canada, de 1500 en Italie, de 1600 en Pologne et Lithuanie, de 1800 en Bulgarie. Mais même dans ces pays il est au-dessous du niveau qu'il atteignait au début de ce siècle dans la plus grande partie de l'Europe occidentale et septentrionale.

Si, maintenant, nous tenons compte de la mortalité, le tableau s'assombrit encore. Il faut d'abord déterminer, sur la base de la mortalité actuelle, combien, sur 1000 filles prises à leur naissance, atteignent l'âge où la femme peut être mère, soit 15 ans, combien atteignent 16 ans, etc., combien atteignent 50 ans (ce qui est possible en partant d'une table de survie), — et, ensuite, appliquer les taux de fertilité par âge aux nombres ainsi obtenus.

Considérons toujours la Suède. Le nombre des accouchements, pour 1000 filles nées vivantes, a été de 2 987 en 1891-1900. C'est ce résultat qui révèle l'influence de la mortalité des filles et femmes jusqu'à 50 ans. Puisque les 1 354 225 accouchements

qui se sont produits dans cette période ont produit 650 732 filles vivantes, le stock original de 1000 filles prises à la naissance a produit :

$$\frac{2\,987 \times 650\,732}{1\,354\,225} = 1\,435 \text{ filles}$$

Donc, 43,5 p. 100 de plus qu'il n'était nécessaire pour maintenir la population à son niveau. 1435 représente ce que Kuczynski appelle *le taux net de reproduction*. Ainsi, le nombre que nous trouvons, quand nous calculions le taux brut (sans tenir compte des morts), soit 1958, doit être réduit à 1435. « Si la fertilité et la mortalité demeuraient les mêmes, les 1435 filles survivantes donneraient naissance à

$$1435 \times 1,958 \text{ filles, dont } \frac{1,435}{1,958} \text{ Survivraient,}$$

c'est-à-dire à : $1435 \times 1,435 = 2\,060$. Et ainsi de suite. La population doublerait en deux générations.

On trouve, alors, que le taux net de reproduction était pour l'Angleterre, de 1087 en 1921, et de 880 seulement en 1926 (1000 filles ne donnaient naissance qu'à 880 filles) ; pour l'Allemagne, de 1512 en 1890-1900 (doublement en deux générations), et de 830 en 1927 ; pour la France, de 979 en 1898-1903, de 937 en 1922-1925, et de 910 en 1927. D'une manière générale, dans la plupart des pays de l'Europe occidentale et septentrionale, en 1880-1890, le nombre total des enfants (garçons et filles) que mettait au monde chaque fille à partir de sa naissance jusqu'à 50 ans, et qui devenaient parents à leur tour, était en moyenne de 3, ce qui permettait un doublement en deux générations ; de 2 seulement en France, ce qui assurait tout juste le maintien de la population à son niveau. Il en a été autrement en 1926. Le taux net de reproduction était de 1,1 en Danemark et en Finlande, mais inférieur à 1,0 en France, Suède, Angleterre et Allemagne. C'est donc que, dans tous les grands pays de l'Europe occidentale et septentrionale, la population ne peut plus se maintenir à son niveau, bien plus, qu'elle est entrée et entraînée dans un mouvement de décroissance infinie : car si 1000 filles ne donnent naissance qu'à 800 filles au bout d'une génération, celles-ci à 650 (environ, et toutes choses égales) au bout de la seconde, et celles-ci à 525, c'est, en trois générations, une réduction de moitié : il n'en faudra encore que cinq ou six pour qu'aux 1000 filles du début n'en correspondent plus qu'une centaine.

Il est vrai que la fertilité et la mortalité peuvent changer. Enid Charles a supposé qu'en Angleterre la fertilité (à partir de 1934) soit de nouveau telle qu'en 1931, c'est-à-dire de 10 p. 100 plus élevée qu'en 1933, et que la mortalité, dans le cours des quinze années à venir, soit réduite de près des trois quarts pour les petits enfants, et de près de la moitié pour tous les groupes d'âges de 1 à 70 ans, pour ne plus changer, d'ailleurs, au bout de ces quinze ans. Dans cette hypothèse, la population continuerait à augmenter jusqu'à 1962. Alors, le taux de natalité et de mortalité seraient l'un et l'autre de 12,7. A partir de ce moment, les morts excéderaient les naissances. Finalement, le taux de natalité serait de 12,1, le taux de mortalité, de 16,5. « On peut s'étonner, dit Kuczynski, qu'avec une augmentation de fertilité de 10 p. 100, et une réduction de moitié de la mortalité au-dessous de 70 ans, le taux final de natalité soit seulement de 9 p. 100 plus élevé que si la fertilité et la mortalité n'avaient pas changé.

C'est que, par suite d'une baisse si énorme de la mortalité, les catégories âgées deviendraient si nombreuses, que la proportion des femmes en âge d'être mères diminuerait beaucoup ».

Il n'y a donc pas beaucoup à attendre, en vue d'un accroissement du taux net de reproduction pour une population donnée, d'un abaissement nouveau de la mortalité. D'abord, dans les pays de l'Europe occidentale et septentrionale, le plus grand nombre des morts se produisent parmi les personnes âgées de plus de 50 ans. Or les femmes de ces âges ne jouent aucun rôle quant à la reproduction. Mais d'autre part, dans ces pays aussi, la mortalité des femmes de moins de 50 ans a été réduite, depuis quelques décades, à tel point qu'il reste fort peu de marge pour une nouvelle diminution. En Angleterre, d'après la mortalité de 1933, sur 1000 filles prises à la naissance, 907 atteignaient l'âge de 15 ans, et 788 l'âge de 50 ans. Les nombres correspondants, pour la Nouvelle Zélande, étaient de 956 et 863. Si aucune de ces 1000 filles ne mourait avant 50 ans, arrivées à cet âge elles auraient vécu toutes, en moyenne, pendant une durée de 35 ans, après être arrivées à 15 ans. D'après la mortalité de 1933, la moyenne était de 30 ans en Angleterre, d'un peu plus de 32 ans en Nouvelle Zélande. Dans les pays où la mortalité au-dessous de 50 ans est encore élevée, il serait possible, en la réduisant, d'augmenter le taux net de reproduction. Mais ce n'est plus le cas pour l'ensemble des pays de l'Europe occidentale et septentrionale.

Reste donc, comme facteur possible d'accroissement, une augmentation des naissances. D'abord, par multiplication des mariages. Mais pourraient-ils être tellement multipliés ? Considérons la proportion des filles non mariées, parmi les filles et femmes de 40 à 45 ans. Elle variait entre 1,3 p. 100 en Bulgarie, et 26,2 dans l'Irlande du Nord (en 1926). Elle était de 9,3 aux États-Unis (1930). de 11,4 en Allemagne (1925) comme en France (1926), de 17,5 en Angleterre (1931), et de 23,9 en Suède (1931). Dans l'ensemble de l'Europe occidentale et septentrionale, environ un septième de toutes les filles. — Supposons que toutes les filles se marient. Est-ce que le taux brut de reproduction (calculé sans tenir compte de la mortalité) augmentera dans la même proportion que le nombre des filles mariées, c'est-à-dire de 0,9 à 1,05 ? Non, car un certain nombre d'enfants illégitimes de filles non mariées disparaîtraient, en même temps qu'apparaîtraient un nombre comparable d'enfants légitimes nés des mêmes filles qui se seraient mariées. Dans des pays comme la France et l'Allemagne, qui compte beaucoup d'enfants illégitimes, le taux de reproduction pour la population tout entière n'en serait pas accru. — Supposons, alors, que les mariages soient contractés à un âge plus précoce. Ici encore, nous avons vu que la marge se rétrécit, puisque, depuis cinquante ou soixante ans, l'âge moyen au mariage a sensiblement diminué. Tout de même, il pourrait être réduit encore. Toute la question est de savoir si les mariages précoces donnent au total plus d'enfants. Mais une femme qui a des enfants de bonne heure, dès quinze ans, ne cessera-t-elle pas d'en mettre au monde plus tôt qu'une autre qui a commencé plus tard ? « De deux femmes également fécondes, dit Kuczynski, qui ne font rien pour éviter la conception, et qui entrent en rapports sexuels avec des hommes capables de procréer, l'une commençant à 17 ans, l'autre à 25, la première aura des enfants pendant une plus longue période que la seconde, mais la différence en plus ne sera pas de huit années : la première aura peut-être son dernier enfant à 42 ans, et la seconde à 47 ». — Ainsi, ni l'accroissement du nombre des mariages, ni l'abaissement de l'âge moyen où ils sont contractés, ne suffiraient pour relever sensiblement le taux net ou brut de reproduction, pour un groupe.

Le seul moyen, pour les populations de l'Europe occidentale et septentrionale, de se maintenir à leur niveau, ou d'augmenter, sur une période de temps assez longue, ce serait un accroissement de la fertilité. Mais il faut bien comprendre qu'étant donnée la distribution des âges dans ces pays, telle qu'elle résulte à la fois de la diminution, observée depuis plusieurs décades, de la natalité et de la mortalité, cet accroissement de fertilité devrait être considérable, puisque la proportion des filles en âge d'être mères sera, dans les prochaines décades, de plus en plus réduite.

Le mérite d'une telle analyse est qu'elle pose le problème de la population en des termes purement morphologiques. Elle met au premier plan la répartition des âges, qui résulte sans doute de la natalité et de la mortalité, mais qui les conditionne, et permet ainsi de définir un certain nombre de structures démographiques.

Ces structures, en effet, comme l'a montré Lotka, peuvent être distinguées suivant qu'elles tendent vers telle ou telle répartition-limite des groupes d'âge. Cette distribution limite est celle d'une population dite stable. C'est-à-dire que, chaque année, la population de chaque âge, ainsi que le total général, augmente ou diminue dans le même rapport : $1 + r$ (r étant le taux annuel d'accroissement). Il en est de même des nombres de naissances et de décès. La répartition par âge pour 1000 habitants varie toujours dans le même sens (ou reste constante), ainsi que les taux de natalité, de mortalité, de reproduction. — Quand le nombre r est nul, la population reste invariable en grandeur comme en proportion. Elle est dite stationnaire. Sa répartition est alors donnée par sa table de survie (calculée pour le présent). Ainsi une population en état d'équilibre (r nul) tend à se rapprocher de sa table de survie. Si r est négatif, sa répartition diffère de sa table de survie ; au-dessus d'un certain âge, les chiffres sont plus élevés, au-dessous ils sont plus bas. Tout se passe alors comme s'il se creusait des vides dans la population plus jeune, comme si elle était en partie décimée, et l'inverse dans la population plus âgée. Le phénomène contraire s'observe si r est positif. Dans le premier cas, la population est régressive et tend vers une répartition limite de population vieille. Dans le second cas, elle est progressive, et sa répartition limite est celle d'une population jeune. — On trouverait, en effet, dans la réalité contemporaine, et en remontant le cours de l'histoire un demi-siècle ou un siècle en arrière, plus d'un pays auxquels s'appliqueraient de façon plus ou moins approchée de telles formules. C'est un progrès, en démographie, d'avoir mis ainsi en lumière l'influence de la mortalité et de la natalité sur la répartition des âges, et inversement.

Cette vue, nous le sentons, est cependant encore trop abstraite. Toute population humaine doit être replacée dans un milieu à la fois social et matériel. Même si l'on s'en tient au point de vue étroitement démographique, et puisque la fertilité paraît bien être le facteur essentiel de la reproduction, il faut tenir compte des forces qui tendent à accroître ou à maintenir à son niveau la natalité, et de celles qui, lui font obstacle. Un pays est composé de divers éléments, villes, campagnes, classes sociales, etc., qui en subissent inégalement l'action. Nous avons déjà montré, dans les chapitres précédents, que le sexe, l'âge, la mortalité, la natalité ne sont pas des faits simplement vitaux, et qu'ici, comme en bien d'autres domaines, sur la base de données organiques, le groupe détermine tout un ordre de réactions collectives qu'on ne comprendrait point, si on ne l'embrassait pas dans son ensemble, et dans ses rapports avec les autres. De la notion étroite de structures démographiques, au sens où elle est prise par ceux qui insistent sur la distribution des âges, il faut donc nous

élever à celle des formes de la population, en tant qu'elles expriment à leur manière les conditions économiques et sociales, qui peuvent être aussi bien des obstacles que des incitations à son accroissement.

CHAPITRE 4

LA POPULATION ET LES SUBSISTANCES

[Retourner à la table des matières](#)

Pas plus qu'un organisme animal, l'organisme social ne peut subsister, ni s'accroître, s'il ne trouve pas sur le sol ou ne réussit pas à en tirer des aliments en quantité suffisante, et sans doute encore bien autre chose. Pour achever l'étude de la population, nous allons l'envisager sous ce nouvel et dernier aspect. Malthus, il y a plus d'un siècle, traitait de façon approfondie le problème des rapports entre la population et les subsistances. Mais il l'a posé en des termes trop exclusivement physiques et biologiques. Nous essaierons de dépasser ce point de vue, en traduisant en termes économiques d'abord, puis en termes morphologiques, les contradictions et limitations qu'il a signalées.

Rappelons donc que, d'après Malthus, si la population n'était arrêtée par aucun obstacle, elle irait doublant tous les vingt-cinq ans, et croîtrait de période en période selon une progression géométrique. S'il n'y avait aucune autre plante, et si l'on semait du fenouil en quelque endroit, toute la terre serait bientôt couverte de fenouil. Si la Terre, sauf l'Angleterre, était inhabitée, toute la Terre serait bientôt couverte d'Anglais. Ce nombre de 25 a été suggéré à Malthus par l'exemple des États du Nord de l'Amérique, où l'on a constaté (à cette époque) que pendant plus d'un siècle et demi la population a doublé tous les vingt-cinq ans (dans la période purement rurale du pays, la période de doublement s'était même réduite à quinze ans). Quant aux moyens de subsistance, considérons l'état actuel de la terre habitée : « dans les circonstances les plus favorables à l'industrie », ils ne pourront jamais augmenter plus rapidement que selon une progression arithmétique. Entendons : par addition d'une quantité fixe, toujours la même, en chaque période égale nouvelle.

Si l'on rapproche ces deux propositions, on voit tout de suite ce qui en résulte. Soit l'Angleterre, avec 11 millions d'habitants : le produit du sol suffit à les nourrir. 25 ans s'écoulent. La population a doublé, elle est de 22 millions. Admettons qu'en cette période on ait réussi à accroître les subsistances d'une quantité égale à ce qu'elles étaient d'abord : elles suffisent encore. Nouvelle période de 25 ans. La population double de nouveau, s'élève à 44 millions. Mais, du côté des subsistances, tout ce qu'on peut obtenir de la terre, c'est qu'elle accroisse son rendement de la même quantité fixe que précédemment. Ainsi la population a passé de 11 millions à 22, puis à 44 ; et les subsistances, de 1 (suffisant pour 11 millions d'hommes) à 2, puis à 3, c'est-à-dire qu'elles ne suffisent plus que pour 33 millions d'habitants. Que vont devenir les 11 millions en excédent ? A la fin du premier siècle, le désaccord sera plus grave encore : 176 millions d'habitants, et des produits suffisant à 55 millions seulement. 121 millions d'hommes vont être réduits à mourir de faim.

Tous ces hommes en excédent, il est vrai, ne vivront pas : ce sont des hommes-fantômes, qui n'ont pas le droit de vivre. Cependant, Malthus admet qu'ils sont nés, mais qu'ils ont été éliminés ; ou que, s'ils ne sont pas nés, ils auraient dû naître, si les choses avaient suivi leur cours naturel. C'est que la population se heurte à des obstacles. Les uns préviennent son accroissement (en tant qu'il dépasse les subsistances), et les autres le détruisent à mesure qu'il se forme. Obstacles privatifs (ou préventifs), et destructifs. Les premiers sont volontaires, et propres à l'espèce humaine : si l'homme sait qu'il ne pourra faire vivre ses enfants, sa famille, ou il ne se mariera pas, ou il ne se mariera qu'à un âge avancé. Ajoutons le dérèglement des mœurs, et la prostitution, puisque, de relations extraconjugales, ou il naît moins d'enfants, ou il naît des enfants qui ont moins de chance de vivre. Les seconds comprennent toutes les causes qui ont pour effet d'abrèger la durée naturelle de la vie : occupations malsaines, travaux rudes ou excessifs, extrême pauvreté, surtout les maladies, les épidémies, la peste, la guerre, la famine : en deux mots, la misère et la mort.

De toute façon, donc, la population s'adapte à la nourriture. Il vaudrait mieux que ce fût par prévoyance, au lieu de s'exposer à tous ces maux et ces souffrances. Malheureusement, au cours des siècles précédents et jusqu'à présent, c'est la guerre et c'est la famine qui paraissent bien avoir maintenu les populations au niveau de leurs faibles moyens de subsistance. Toujours il y a eu un mouvement d'oscillation, au-delà et en deçà de la limite que représentent les aliments disponibles. C'est parce que la population tend sans cesse à dépasser cette limite que, sans cesse aussi, elle est ramenée au-dessous par l'action des forces destructives.

Cependant, Malthus déclare qu'il n'est pas un ennemi de la population. Si l'intention du créateur a été de peupler la terre, il a bien été obligé, alors, de donner à la population un accroissement plus rapide qu'aux aliments. Sinon, comme les hommes sont naturellement portés à la paresse et au repos, disposant de plus que le nécessaire, ils n'auraient fait aucun effort pour accroître les cultures, etc, et la terre n'aurait pas pu se peupler. — Seulement, puisque la population tend sans cesse à dépasser le niveau des subsistances, faut-il lui laisser libre cours ? Est-ce le meilleur moyen d'obtenir que, plus tard, les aliments s'accroissent ? Nullement. Il ne faut pas, en effet, que la population soit découragée (ce qui arriverait dans ces conditions) par le sentiment que ses efforts sont vains, qu'elle restera toujours en deçà du but, et qu'elle est finalement condamnée à la misère sans espoir. C'est ce qui n'arrivera pas, si l'on fait en sorte de maintenir la population tout juste au-dessous de ce niveau. Alors, elle sera stimulée,

parce qu'elle sentira que, si elle ne fait pas effort pour les accroître, les subsistances vont lui manquer. Mais elle sera encouragée, elle ne cessera pas d'avoir espoir, parce qu'elle se sentira dès maintenant au-dessus de la misère. — C'est pourquoi Malthus déclare qu'il n'a nulle peine à concevoir que l'Angleterre, par exemple, puisse, dans le cours de quelques siècles, contenir le double ou le triple de sa population actuelle, et que cependant chaque individu y soit mieux nourri et mieux vêtu que ceux qui l'habitent à présent. En fait, c'est en moins d'un siècle que, depuis Malthus, la population y a ainsi triplé. Mais il ne se trompait pas : tout paraît bien s'être passé comme si les aliments disponibles avaient toujours été un peu plus que suffisants pour maintenir la population actuelle, et comme si celle-ci ne s'était accrue qu'au fur et à mesure qu'elle avait créé par son effort un excédent de subsistances.

Théorie d'ensemble de la population, qui est à la fois simple et saisissante. Ce qu'on peut lui objecter, c'est qu'elle repose tout entière sur l'opposition entre deux termes qu'elle n'envisage que dans leur nature physique ou physiologique : d'une part la fécondité des hommes, d'autre part le rendement de la terre. Peut-on vraiment s'en tenir là ? Et peut-on d'ailleurs définir et concevoir un de ces deux termes en faisant tout à fait abstraction de l'autre ?

La population, quand elle n'est arrêtée par aucun obstacle... L'obstacle, ici, ce serait la limitation des subsistances. Il ne faut donc pas nous placer tout près de l'état de nature. Malthus nous dit lui-même que chez les Peaux-Rouges, astreints à une vie très dure, par la nécessité de chasser avec des instruments imparfaits, alors que leurs femmes sont elles-mêmes chargées de travaux très fatigants, les relations conjugales sont assez réduites, et qu'ainsi s'explique que ces populations n'aient guère augmenté. Nous imaginerons plutôt, quant aux subsistances, les conditions les plus favorables, une société organisée pour accroître indéfiniment le produit de la terre. Mais, dans un tel milieu, comment supposer qu'il n'apparaîtra pas d'autres obstacles, résultant du régime de la propriété, des coutumes et des lois réglementant le mariage, de la réflexion et de la conduite prudente qu'elle conseille ? Dans une société d'hommes il est, sans doute, contradictoire que l'instinct de reproduction soit ainsi stimulé sans qu'il se heurte à des obstacles nés de la société elle-même.

Quant aux subsistances, c'est-à-dire aux produits du sol, ce sont des animaux et des végétaux, c'est-à-dire des organismes vivants, comme les hommes. Pourquoi n'augmenteraient-ils pas aussi suivant une progression géométrique ? L'espace leur est limité ? Mais il l'est aussi aux hommes. Dans l'état de nature, la lutte pour la vie et pour l'espace est aussi intense pour toutes les espèces. Malthus, il est vrai, se place hors de l'état de nature. L'agriculture, le labourage, le pâturage supposent une population qui aménage le sol, sélectionne les plantes et les bêtes. Nous partirons d'un état d'adaptation déjà réalisé entre l'homme et les produits de la terre. L'accroissement de ces produits ne pourra résulter que du travail des hommes, avec leur technique, sur le sol maintenant exploité. Les économistes du temps de Malthus démontraient qu'en effet, dans ces conditions, si l'on applique plus de travail à la même terre, le rendement n'augmenterait pas dans la même proportion. Mais la terre cultivée à cette époque ne représentait qu'une petite partie de toute la terre cultivable. Comment être assuré, d'ailleurs, qu'avec l'accroissement de la population, la technique ne s'améliorerait pas quant aux machines, quant aux engrais ? Ajoutons qu'au temps de Malthus, les transports étaient assez peu développés, si bien que les hommes étaient réduits à ce qu'ils pouvaient produire sur la terre même qu'ils occupaient. Il en a été autrement quand les régions les plus peuplées ont pu être approvisionnées par celles qui l'étaient moins. Il y a eu certainement des périodes, au

cours du XIX^e et du XX^e siècle, durant lesquelles, par une telle extension des rapports entre régions éloignées, la quantité des produits de la terre a augmenté suivant une progression presque géométrique.

Mais, surtout, Malthus se place dans l'hypothèse où chaque homme tirerait directement de la terre ce dont il a besoin pour se nourrir. Considérons, cependant, le monde réel des groupes humains. Il y a deux autres moyens pour un groupe de se procurer des vivres. — D'abord, il peut s'en emparer de vive force, les enlever à ceux qui les ont produits. Quelle signification peut avoir, pour des tribus qui vivent de conquête et de pillage le rapport entre la population et les produits du sol ? C'est souvent, pour un groupe de ce genre, une question de vie ou de mort, que de s'accroître bien plus que ne le comporterait l'étendue limitée de terre qu'il occupe. Moyen d'être plus fort que d'autres groupes voisins, nomades aussi, ou sédentaires, et de s'emparer de leur blé, de leurs troupeaux. En un tel cas, l'instinct de reproduction n'est pas limité par la fécondité de la terre, mais par la capacité qu'ont certains groupes de prendre ses produits là où ils les trouvent : c'est l'organisation sociale, les rapports entre sociétés, qui passent au premier plan.

Le second moyen d'obtenir ce qu'on n'a point produit, c'est l'échange : l'échange de produits industriels contre des produits agricoles. Là encore, quelle signification peut avoir le rapport entre la population et les produits de leur sol, dans des sociétés industrielles qui vivent de l'échange ? Il leur importe de disposer d'une main-d'œuvre considérable, alors que leur base agricole est très étroite. Elles pourront ainsi s'assurer économiquement des régions de plus en plus étendues d'agriculteurs, qui leur apporteront des denrées alimentaires en quantités toujours croissantes, comme si elles se les étaient procurées par conquête.

Ainsi, la population n'est pas une simple quantité physique, un certain nombre d'organismes, qui tendent à se multiplier sous l'empire de forces purement biologiques, mis en présence des produits d'une terre dont le rendement est limité. C'est, plutôt, un ensemble de groupes sociaux, qui participent inégalement aux subsistances, suivant leurs possibilités d'acquisition, guerrières, par exemple, ou économiques. C'est ce qui représente la demande, sur le marché des produits. Elle résulte non du nombre des hommes, mais du nombre des hommes qui sont capables d'acquérir, par conquête ou par achat. De même, et du côté de l'offre, ou des biens disponibles, il faut regarder non ce que la terre produit ou pourrait produire, mais quels sont les produits de la terre qui peuvent trouver des acheteurs, c'est-à-dire des consommateurs qui paient le produit à son prix.

Tenons-nous-en aux subsistances, dans le sens étroit où Malthus les envisage : les produits alimentaires, en premier lieu le blé. Certes, il y a des années où, pour des raisons climatiques, pluie, sécheresse, la récolte ne sera pas suffisante pour nourrir tous les habitants de la terre. Mais à qui ira le blé disponible ? A ceux qui peuvent le payer. Or, dans un pays comme l'Angleterre, à population très nombreuse et très dense, grâce au développement industriel le pouvoir d'achat des ouvriers sera peut-être suffisant pour qu'ils achètent du blé. Leur supériorité à cet égard sera fondée sur leur nombre. La population des pays producteurs de blé devra se limiter, et souffrira plus de la famine. Elle peut être peu nombreuse : mais elle n'a pas un pouvoir d'achat suffisant. Inversement, en d'autres années, où les conditions physiques sont favorables, les habitants agricoles n'augmenteront pas la production, comme ils le pourraient, s'ils ne sont pas assurés de vendre leur blé, s'il n'y a pas de marchés, si les transports sont trop coûteux. Ce qui limitera l'offre ce sera, non pas le rendement de

la terre, mais la possibilité d'échanger ses produits à un prix qui couvre le coût de production.

Nous sommes ainsi transportés sur le plan économique. Les termes qui s'opposent ne sont plus l'accroissement de la population et la fécondité de la terre, mais la demande et l'offre. Supposons, maintenant, que les produits portés au marché dépassent le montant des achats qu'on en peut faire, que l'offre dépasse la demande. Alors les prix vont baisser, le pouvoir d'achat des salaires va augmenter. Est-ce parce que la fécondité de la terre a augmenté ? Non. C'est l'agriculture, c'est l'industrie, c'est l'organisation économique qui a dépassé son but, qui est de contenir la production dans des limites convenables, afin de vendre à un prix assez élevé pour couvrir le coût de revient. Supposons qu'alors les acheteurs se portent en foule au marché, en sorte que bientôt la demande dépasse l'offre. Les prix vont hausser, le pouvoir d'achat des salaires va diminuer. Est-ce parce que la population a trop augmenté, que l'instinct de reproduction n'a pas été assez contrôlé ? Non, encore. Mais les acheteurs, au moins certains d'entre eux ont dépassé leur but, qui est de maintenir les prix à un niveau tel qu'il ne dépasse pas leur revenu.

Sans doute le tableau est plus compliqué encore. Il faut tenir compte de ce que, si l'offre de produits dépasse la demande, la demande de main-d'œuvre diminue, et les salaires baissent ; si l'offre est inférieure à la demande, la demande de main-d'œuvre augmente et les salaires haussent. De toute façon, si la situation de la classe la plus nombreuse s'améliore, les ouvriers sont plus capables de faire vivre une famille, la natalité augmente, tandis que, avec l'accroissement du bien-être, la mortalité diminue. Inversement, si la misère augmente, la mortalité augmente et les naissances diminuent. Les mouvements de la natalité, de la mortalité, de la nuptialité s'expliqueraient donc par les mouvements des prix et des salaires. La science de la population ne se confondrait plus avec la physiologie animale et végétale : mais elle se rattacherait étroitement à la science économique, dont elle ne serait plus qu'une partie.

Pourtant, et c'est bien ce qui ressort de toute notre étude précédente, les faits de population ont leur nature propre, et doivent être envisagés en eux-mêmes, indépendamment de tous les autres. Ils ne résultent pas d'un jeu de forces physiques et physiologiques, comme le croyait Malthus. Ce sont des faits sociaux. Mais ils ne résultent pas non plus, simplement, de l'organisation économique, qui, au contraire, repose sur eux et ne pourrait point se réaliser et prendre corps sur un terrain qu'ils n'auraient pas préparé pour elle.

Qu'avons-nous pu observer, en Europe, depuis un siècle et demi ? Le passage rapide, en Angleterre d'abord, en Allemagne ensuite, et, suivant une évolution plus lente, en France, d'un type de civilisation agricole à un autre où prédominaient l'industrie et le commerce. D'autre part dans l'industrie même, un changement de forme caractéristique, de la forme de la petite industrie, de la petite ou de la moyenne manufacture aux grosses exploitations et au machinisme. Or, tout cela n'a été possible que parce qu'ont été réalisées deux conditions.

D'abord les gros accroissements de population que nous avons observés, au cours du XIX^e siècle, en particulier dans les pays occidentaux du continent européen. Comment l'industrie en serait-elle la cause, puisqu'elle n'a pu se constituer que sur cette base ? Dira-t-on qu'en augmentant la production elle a pu, progressivement, attirer un plus grand nombre d'acheteurs, entretenir un plus grand nombre d'ouvriers, les encourager à se marier de bonne heure, à mettre au monde toujours plus d'enfants

? Mais rappelons-nous le grand fait démographique signalé par Kuczynski : si, depuis 1770 jusqu'à présent, la population européenne a augmenté d'environ 250 p. 100, si elle est aujourd'hui trois fois et demi aussi nombreuse qu'il y a 165 ans, ce n'est pas que la natalité ait augmenté : à travers des fluctuations elle est demeurée en somme à un même niveau moyen, et a même baissé depuis 1880. Cet accroissement extraordinaire de la population en Europe résulte presque tout entier de la diminution considérable, et persistante durant tout le XIX^e siècle, de la mortalité. L'obstacle principal à la population a été ainsi extrêmement abaissé. Est-ce imputable à l'industrie, à la grande industrie ? Mais il suffit de se reporter aux enquêtes industrielles faites en Angleterre et en France dans la première moitié du XIX^e siècle. On constate, au contraire, à quel point les conditions du travail étaient déplorables, que les jeunes enfants, les femmes subissaient une dure exploitation, que les ouvriers étaient soumis à un surmenage épuisant, que les ateliers étaient insalubres, etc. Si, peu à peu, on a réussi à économiser et protéger tout ce matériel humain, c'est par un contrôle et des règlements qui ont été imposés à l'industrie du dehors, le plus souvent par contrainte. Du dehors, c'est-à-dire par les milieux urbains, où, pour les raisons que nous avons indiquées, pouvait seulement se concevoir un tel progrès de la médecine et de l'hygiène, où s'est fait jour également le souci de conserver et prolonger la vie individuelle. — Si, d'autre part, la richesse générale a augmenté, ce qui a contribué très certainement à accroître la moyenne de la longévité, n'est-ce point grâce au rendement plus élevé de la grande industrie et à la hausse des salaires ? Oui, mais il faut voir sous la pression de quelles forces la technique et l'organisation économique se sont transformées.

C'est la deuxième condition du progrès industriel. Après de gros accroissements de population, il fallait que cette masse se concentrât en grandes agglomérations urbaines. Adam Smith, en 1770, était déjà frappé du contraste entre la façon dont les hommes vivaient dispersés auparavant en Angleterre, alors qu'il n'existait qu'un très petit nombre de bourgs, et leur tendance croissante, au temps où il écrivait, à se rapprocher dans l'enceinte de villes (grandes pour l'époque, alors qu'on n'avait guère idée de l'accroissement qu'elles prendraient dans la suite). Autrefois, les seigneurs vivaient au milieu de leurs terres, dont ils ne surveillaient guère la culture, s'en remettant à leurs tenanciers. Ils ne réclamaient point le produit des récoltes : qu'en auraient-ils fait, à une époque où les transports étaient difficiles, les transactions peu développées ? Ils en faisaient libéralement don, ou abandon, sous une forme ou l'autre, à tous ceux qui dépendaient d'eux, se bornant à percevoir une rente assez faible : des particuliers, nobles sans doute, mais qui ne s'occupaient ni d'industrie ni d'affaires, ne trouvaient point l'emploi de beaucoup d'argent, alors qu'il y avait si peu de commerce, si peu de variété dans les marchandises vendues au détail, et que la vie était d'ailleurs si simple. Tout a changé, lorsque les tenanciers, une partie des ouvriers de la terre, se sont transformés en artisans, que les produits de luxe se sont multipliés. Alors les seigneurs (en Angleterre, du moins) se sont mis à surveiller et mieux aménager l'exploitation de leurs biens, ont exigé de leurs fermiers une rente de plus en plus lourde, et dépensé en meubles, tableaux, vêtements, le produit de leurs terres. Ils nourrissent toujours de ce produit les fils et petits-fils des tenanciers de leurs pères, mais de façon indirecte, chaque artisan étant entretenu par la vente des produits de son travail à une quantité de seigneurs, propriétaires, hommes riches, sans compter le peuple qui s'élève peu à peu au-dessus de la misère. Mais aussi, artisans et acheteurs riches, ont maintenant quitté les campagnes. Ils vivent, ils se sont transportés dans les villes, où ils se retrouvent en présence, et où, grâce à ce train d'échanges multipliés, l'industrie s'accroît, les grandes entreprises vont naître.

Mais si la ville est ainsi le rendez-vous, le lieu de rencontre des producteurs et des acheteurs, on dira que c'est parce qu'elle s'est constituée autour de l'industrie, et qu'elle a été engendrée par elle. Si les seigneurs, les landlords ont quitté leurs manoirs, si les gentilshommes, les propriétaires se sont habitués à vivre loin de leurs domaines, loin de leurs biens, n'est-ce pas parce qu'ils étaient assurés de trouver dans les villes une variété de marchandises et d'objets de luxe propre à satisfaire des besoins qui ne seraient point nés, si ces biens n'avaient pas été produits et mis en vente ? Si les habitants de la campagne, tenanciers, fermiers, roturiers, travailleurs de la terre, un grand nombre d'entre eux en tous cas, se sont dirigés vers ces centres urbains, n'est-ce point parce qu'ils comptaient y trouver des acheteurs, une fois installés comme ouvriers, hommes de métier, et qu'il s'y était constitué déjà une industrie et un commerce ? Plus tard, ce seront les grandes usines, les grands magasins, qui attireront autour d'eux une population nombreuse et de plus en plus concentrée. L'accroissement du commerce et des manufactures, les grosses poussées industrielles réclament des armées considérables de producteurs, d'acheteurs, bataillons serrés de la main-d'œuvre, foules agitées et renouvelées de chalands et clients ; mais elles les forment, elles sont capables, par leur propre vertu, de les créer de toutes pièces.

Voilà ce qu'on pourrait soutenir. Mais, pour continuer l'analyse de l'évolution signalée par Smith, demandons-nous pourquoi les seigneurs, et leurs dépendants, au lieu de rester dans les mêmes lieux, et d'entretenir les mêmes rapports, ont changé de résidence, et se sont présentés l'un en face de l'autre, ailleurs, dans de nouveaux rôles, tout à fait comme s'ils avaient pris rendez-vous. Est-ce parce que les uns et les autres, et en même temps, ils avaient prévu que, pour eux tous, la nouvelle organisation ou combinaison serait plus avantageuse ? Mais comment auraient-ils pu le savoir avant de l'avoir éprouvée, et de s'y être engagés ? Or il n'y a point là une série de tâtonnements inquiets, quelques-uns donnant l'exemple, d'autres, peu à peu, les imitant. L'évolution a été rapide, elle s'est accomplie en une même période dans une quantité de régions d'un même pays, dans une quantité de pays d'un même continent. Il s'agit là de mouvements de masse, c'est-à-dire de mouvements collectifs qui n'ont pu se produire que sous la pression de forces sociales. — La plus apparente, ici, n'est-elle pas l'accroissement même de la population, dont nous venons d'expliquer la nature et les causes ? Accroissement du nombre des hommes sur un même territoire, et, sur ce territoire, concentration croissante des habitants en agglomérations où le peuplement est très dense : ne sont-ce point là deux aspects d'un même changement de structure dans les établissements humains ?

Nous rejoignons ici une des thèses les plus profondes de Durkheim, rappelée dans notre premier chapitre. D'après lui, la division du travail dans l'industrie ne s'explique point par des considérations d'utilité économique. Sinon, pourquoi ne l'aurait-on pas appliquée plus tôt, et poussée jusqu'à ses dernières conséquences ? Comment, d'ailleurs eût-on prévu quels en seraient les effets, avant qu'elle ne fût organisée ? L'imagination sous ces formes collectives, c'est-à-dire l'imagination des masses, prolonge et multiplie ce qu'elles ont déjà sous les yeux. Mais, ici, il faudrait créer une vision de l'avenir. Ainsi s'explique que certains peuples isolés, et qui existent depuis des siècles et des millénaires, n'aient jamais eu l'idée de ces méthodes très simples et qui étaient à leur portée. En réalité, la division du travail résulte de l'extension des groupes humains et de l'accroissement de leur densité. Condition nécessaire pour qu'apparaisse et se développe, dans une communauté à la fois élargie et concentrée, une grande diversité d'aptitudes et aussi de besoins, pour que, dans une société dont les unités sont plus étroitement en rapport, et multiplient entre elles les contacts,

aptitudes et besoins se rencontrent, se stimulent réciproquement, et pour qu'une adaptation toujours plus exacte s'établisse entre les techniques des producteurs, de plus en plus spécialisées, et les exigences des consommateurs, de plus en plus diversifiées. Mais si les groupes gagnent ainsi et d'abord en extension et densité, c'est que la population s'accroît d'elle-même, par son mouvement propre, indépendamment des motifs économiques.

D'un autre point de vue encore, on peut montrer que l'évolution de l'industrie moderne n'était possible que dans des sociétés de population très dense et agglomérée : du point de vue du niveau de vie, tel qu'il s'est progressivement élevé, en particulier dans les classes les plus nombreuses, du point de vue des besoins, surtout des besoins nouveaux, qui déterminent, en définitive, la demande des produits et services. Ici, il nous faut revenir sur cette notion de subsistances, qui joue un tel rôle dans la doctrine de Malthus, mais qu'il paraît bien avoir entendue en un sens beaucoup trop étroit. Dans des sociétés assez primitives, dans un système d'économie fermée, où la famille vit de ce qu'elle produit sur le sol restreint qu'elle occupe, les subsistances se réduisent en effet aux aliments, aux substances nutritives telles que l'homme les tire directement de la terre ou des animaux qui y trouvent leur pâture. Ajoutez-y les maisons, souvent de simples chaumières, les instruments d'une technique agricole rudimentaire, des vêtements et un mobilier que la famille paysanne peut obtenir à peu de frais, soit par son travail propre, soit par celui de quelques artisans du village. Pendant des périodes séculaires, la plus grande partie de l'humanité a vécu ainsi.

Il en est tout autrement dans nos sociétés modernes où, même dans les classes inférieures, on réclame bien d'autres produits et d'autres services, des produits qui résultent d'un travail spécialisé, qui viennent de loin, en tout cas d'une zone extérieure à la famille ou à l'entourage immédiat, et qui ne peuvent s'obtenir que par voie d'échange. Tout cela peut être compris dans la catégorie des subsistances, car il arrive que nous soyons plus attachés à ce qui était autrefois, à ce qui est encore dans bien des sociétés considéré comme le luxe ou le superflu, qu'à ce qui a toujours passé pour le nécessaire, et que nous n'hésitions pas à sacrifier quelquefois ceci à cela. Or tous ces produits relativement nouveaux (au moins par la qualité, ou par la quantité que nous en réclamons), et aussi ces services obtenus d'entreprises privées ou d'organisations publiques se distinguent des subsistances au sens étroit, des substances alimentaires les plus courantes, en ce qu'ils contiennent surtout du travail humain, en ce que l'élément matières premières y compte moins que l'élaboration à laquelle la matière a été soumise.

Mais, par un autre caractère, étroitement lié à celui-là, ils s'opposent plus nettement encore aux subsistances telles que les entendait Malthus. Nous l'avons dit : les produits du sol sont moins limités qu'il ne le supposait. Ils le sont cependant, en raison de l'étendue de la terre cultivable, et aussi parce que, sur une même terre, on ne peut accroître la reproduction que dans une mesure restreinte. Ils résultent en effet de forces biologiques, animales, végétales, sur lesquelles nous n'avons qu'une prise assez faible. Au contraire, les produits que nous appelons industriels peuvent être obtenus, et l'ont été en fait, en quantités très rapidement croissantes, parce que les moyens techniques que nous appliquons à la matière inerte sont devenus de plus en plus puissants. De ce côté, on peut bien dire qu'il n'y a plus de limites. La situation, ou l'opposition entre les deux termes, telle que la présentait Malthus, est retournée : ce n'est plus la population qui tendrait à croître indéfiniment, tandis que les subsistances seraient limitées : c'est la masse des produits qui s'accroît, et tend à s'accroître, sans

limites, tandis que la population offre tous les symptômes d'un accroissement très ralenti et peut-être, bientôt, d'un décroissement.

Ainsi, l'industrie, l'organisation économique vers laquelle se tournent les hommes pour lui demander ses produits, n'est pas comme une terre exploitée jusqu'aux limites de sa fécondité, et qui, à un moment donné, se refuse, se montre stérile ; l'industrie répond à ces appels et même elle les sollicite. Elle n'est jamais à bout de stocks, de réserves, de matériaux tirés quelquefois de très loin, et d'inventions techniques qui viennent à leur heure. Plus on reçoit d'elle, plus elle est prête à produire encore, comme si, à mesure qu'on la met à contribution, qu'on la pousse et qu'on la harcèle, loin de l'épuiser, on faisait jaillir en elle de nouvelles forces, et on lui donnait plus d'élan.

Mais si l'industrie suffit ainsi à la demande, au point de la dépasser bien souvent, n'est-ce point parce que la demande se règle sur l'offre, qu'elle est stimulée par elle, dirigée et limitée par elle ? N'est-ce point l'industrie qui crée les besoins ? On pourrait le croire, quand on songe à bien des faits et des exemples.

Voici le colporteur, le marchand ambulant qui traverse la campagne, expose sur la place du village ou présente à la porte des fermes des étoffes aux couleurs voyantes, des mouchoirs et fichus de fantaisie, des colliers, des bijoux en clinquant, ce qu'on appelait au XVIII^e siècle des colifichets, toute une bimbeloterie et une pacotille, sur des tréteaux, dans un panier porté à la main, dans un sac suspendu à l'épaule, dans une petite voiture traînée par un mulet (en attendant la camionnette et l'automobile). Si ces objets éveillent la curiosité des villageois, et quelquefois leur convoitise, n'est-ce point parce qu'ils sont nouveaux pour eux, et qu'on les met à leur portée ? Si le colporteur ne s'était point présenté, y auraient-ils pensé, auraient-ils éprouvé le regret de ce dont ils s'étaient passé jusqu'ici ? Pourtant, s'ils s'extasiaient sur de tels articles d'habillement, de toilette, de ménage et d'ornement, n'est-ce point aussi parce que cela vient de la ville, et leur rappelle les gens qui y vivent, et qu'ils rencontrent, soit dans leurs propres parages, soit quand ils y vont un jour de marché, un jour de fête ?

Voici les palaces de luxe, les hôtels plus modestes, de toutes les catégories, procurant des avantages divers, assurant tous les degrés du confort. Ils sont placés en des sites pittoresques, à la montagne ou à la mer, dans des stations d'eaux, dans des villes riches en musées, monuments, curiosités diverses. Si l'on s'y écrase dans la saison, alors que toute une société nombreuse, dense et mouvante, s'y installe, s'organise en eux et autour d'eux, n'est-ce point parce qu'on a eu l'idée autrefois de bâtir des maisons en ces lieux, et d'y attirer toute une clientèle de voyageurs, de résidents ? Des groupes toujours plus nombreux, une partie croissante de la population a pris ainsi le goût des beaux horizons, des séjours en des cités pittoresques, étrangères, exotiques, des sports, l'habitude aussi des cures prolongées en des endroits salubres, auprès de sources bienfaisantes. Curiosité, amour des arts et de la nature, des exercices et performances physiques, « plaisir d'arriver tard en un sauvage lieu », goût des voyages ? Mais il y a là tout un ensemble d'habitudes, d'exigences, qui n'ont pas toujours existé, en tous cas à ce degré. Il faut expliquer qu'ils soient apparus, et à tel moment. N'est-ce point parce qu'on les a fait naître par force, répandus et imposés en partie sous couleur de snobisme, mais aussi, en une large mesure, parce qu'ils correspondaient chez beaucoup d'hommes à des tendances et dispositions réelles, mais qu'il fallait éveiller, sans quoi on n'en eût jamais pris claire conscience : elles ne se seraient pas manifestées d'elles-mêmes. Rendons grâce à l'industrie hôtelière, touristique, à l'industrie des transports, chemins de fer, bateaux, automobiles, à la

réclame, à la publicité, qui sont aussi des industries, à la presse, aux imprimeurs de guides, de récits de voyages, aux fabricants de canoës, de cayaks, de skis, de tout le matériel et des costumes sportifs, aux exploitants des grands établissements thermaux : c'est à eux que nous devons tous ces besoins, et non pas seulement la possibilité de les satisfaire.

Mais pourquoi ne serait-ce pas le contraire ? Ces commerçants, industriels, hommes d'affaires, croit-on qu'ils se seraient lancés en de telles entreprises, et, par exemple, auraient bâti à grands frais des hôtels au milieu des montagnes, si déjà l'insuffisance des auberges primitives, des granges de pâtres, des fermes, ne s'y était pas avérée ? Il y a eu de bonne heure et depuis longtemps, en de tels lieux, des passages et des séjours d'hommes venus de loin, et dont les goûts, besoins, aspirations se sont affirmés, et satisfaits tant bien que mal, plutôt à bon compte, longtemps avant qu'on ait eu l'idée, dans les milieux de commerce et d'industrie, de trouver les moyens de les exploiter. Ceux qui s'installent aujourd'hui sur ces plages, à proximité de ces glaciers, qui font des croisières en Orient, visitent Florence ou Venise, peuvent se moquer de ceux qui, autrefois, s'y contentèrent de conditions primitives et pénibles, acceptèrent de subir tant de risques, tant d'inconfort, tant de dépenses. Mais c'est ainsi que le besoin a pris consistance, dans les groupes isolés, dispersés, qui ont eu les premiers le courage et comme la vocation nécessaire pour lui frayer la voie. L'industrie n'est intervenue que du jour où elle les a aperçus, où elle a compris aussi qu'on les suivait, qu'on commençait à les suivre : c'est alors seulement qu'elle leur a fait signe, et qu'elle est allée à leur rencontre, qu'elle les a captés.

Ce qui nous trompe encore, ce qui nous empêche d'apercevoir que l'industrie vient après les besoins qu'elle doit satisfaire, et ne les crée pas de toutes pièces, — c'est qu'elle les accompagne de très près, et paraît les suivre immédiatement, dans leurs mouvements les plus soudains et les plus capricieux. Nous ne remarquons que les entreprises industrielles et commerciales qui réussissent. Nous constatons que les acheteurs se pressent dans ces magasins, à ces comptoirs, devant ces étalages, qu'ils se disputent les marchandises qu'on leur présente. Merveilleuse harmonie préétablie entre le marchand et les clients. Comme les clients jusqu'ici n'ont rien fait pour manifester leur désir de tel objet plutôt que de tel autre, n'est-ce pas le marchand qui les a tirés de leur état de torpeur ou d'indifférence ? Mais que d'entreprises ont échoué parce qu'elles se sont trompées sur les besoins et les préférences du public ! Telles d'entre elles auraient intérêt à ce qu'on demande longtemps encore tel article en vue duquel elles se sont outillées au prix de beaucoup de temps et de frais. Malgré tous leurs efforts, publicité, abaissement de prix, meilleure présentation, perfectionnement de la qualité, de la forme, elles ne réussissent pas à recréer un besoin qui a fait son temps. D'autres vont trop vite en besogne, mettent en vente des marchandises, appareils mécaniques, conserves alimentaires, fruits exotiques, dont le public ne veut pas maintenant, mais qu'il réclamera plus tard. Dira-t-on que, du moins, l'industrie a planté des jalons, que si ces besoins apparaissent plus tard, c'est qu'elle en a dès maintenant jeté la semence ? Rien n'est moins probable. On oublie vite ce dont on s'est ainsi détourné. Par contre, il se peut qu'à la longue on prenne le goût de ce qu'on avait refusé, parce que nous ramène vers le même objet un nouveau courant de pensée, courant collectif dont le lit n'a pas été creusé par l'industrie et le commerce. L'organisation pratique de la vie a changé. On se préoccupe davantage de ce qui peut épargner le travail domestique. Ou encore, goût du changement, curiosité élargie. Mais tout cela, parce que nous suivions les manières de penser et de sentir de notre milieu, qui n'obéit pas aux directives du commerçant comme au bâton d'un chef

d'orchestre, mais qui a ses impulsions propres, et ses préférences qui ne s'expliquent que par ce qu'il est.

L'évolution des besoins, condition du développement industriel, s'est accomplie dans les milieux urbains, sous l'influence de leur structure et du genre de vie qui en résulte. Elle a imposé à l'industrie des formes et des directions qu'elle n'aurait sans doute pas prises spontanément. On peut le montrer en rappelant les caractères généraux des produits et services, tels qu'ils se présentent à nos yeux aujourd'hui.

S'agit-il de l'uniformité croissante, de cette sorte de standardisation, qui élimine peu à peu les différences locales, régionales, et aussi sociales (de classe, de rang), et rapproche les façons de se nourrir, de se vêtir, la disposition intérieure des maisons où l'on habite, les genres de distraction, et tout le train général de la vie quotidienne ? Qu'on songe aux conditions anciennes de la production, de la petite industrie artisanale, adaptée, au contraire, à la diversité non seulement des pays, des provinces, mais encore, dans la même ville, des différentes clientèles, gens de la cour, gens de qualité, gens de condition, bourgeoisie parlementaire, bourgeoisie moyenne, marchands, et le peuple, les classes d'artisans, les paysans ; diversité extérieure, aussi bien que dans le genre d'existence, dans les cadres et les coutumes. Croit-on que cette industrie ancienne, et même sous les formes qu'elle présentait aux débuts du nouveau régime, n'était pas solidement adaptée à ces mœurs, et qu'elle ne trouvait pas avantage à ce que tout continuât tel quel, à une plus grande échelle, sans doute, avec un accroissement des ventes, mais portant sur des objets différents, et de qualités différentes, suivant les catégories d'acheteurs ? Avantage d'occuper suivant leurs aptitudes et leurs méthodes traditionnelles des producteurs qui tenaient encore à se différencier, et de ne point laisser disparaître bien des productions de luxe, de qualité, qui avaient leur clientèle assurée. Une industrie animée de telles tendances n'a pu s'orienter de plus en plus vers la production, en série, d'articles de gros écoulement que sous la pression d'une société qui, dans le cadre des villes et surtout des grandes villes, tendait d'elle-même à s'uniformiser.

S'agit-il du changement, changements rapides, transformations continues dans le domaine de la consommation ? Il résulte non pas seulement des variations de la mode, mais de l'accroissement du confort, du sentiment de lacunes et d'imperfections dans l'aménagement de la vie, dans la satisfaction des besoins. Ici encore, et malgré ce qu'on a pu croire, l'industrie y répugne. C'est que tout changement un peu important dans la production lui impose un effort de perfectionnement technique, de réadaptation économique. Il faut changer la direction des achats de matières premières, renouveler en partie la main-d'œuvre, vendre dans de nouvelles conditions de débouchés, de prix, etc. Certes, il y a, dans les milieux d'industriels, des initiateurs, des hommes qui vont de l'avant : mais ce n'est malgré tout que l'exception. La masse de l'industrie résiste, obéit à la force d'inertie, se dérobe à l'effort, tant que ne s'exerce pas sur elle, du dehors, une pression irrésistible. Cette pression est celle de besoins nouveaux, en effet incessamment renouvelés. Elle s'explique par la nature même de la population urbaine, par sa mobilité. Elle est mobile, d'abord dans l'espace. Il suffirait de suivre l'évolution des moyens de transport pour reconnaître à quel point, sauf dans les villes les plus récentes, l'industrie est ici en retard sur les besoins, puisque les nouveaux modes de locomotion sont tout de suite adoptés, qu'ils suffisent à peine, ce qui prouve qu'on les attendait depuis longtemps. Mais il en est de même dans bien d'autres domaines. L'habitation : dans les villes anciennes, et qui sont cependant de grandes villes, elle ne se transforme que lentement ; mais pendant longtemps aussi la

population souffre de ce qui lui manque à cet égard. Le mobilier, le vêtement : ici, le besoin existe, depuis longtemps aussi, d'un renouvellement, dans le sens d'une simplification et d'un allègement : dès que les industriels de ces branches font un effort dans ce sens, les nouveaux modèles sont adoptés, et se répandent avec une telle rapidité qu'on s'aperçoit qu'ils étaient désirés depuis longtemps. La population urbaine entraîne l'industrie, l'oblige à adopter son rythme précipité.

S'agit-il, enfin, de la tendance des hommes, si marquée, notamment dans les civilisations les plus récentes, à profiter en commun des résultats de la technique matérielle et sociale la plus avancée, des avantages qu'offrent les institutions de la vie pratique les plus nouvelles, grands magasins, grands restaurants, luxe bon marché, organisation des transports, des distractions, des voyages, des sports, T.S.F., assurances, coopératives, etc. ? Tout cela aurait-il été possible ailleurs que dans des ensembles humains très vastes et très denses, dans de grandes agglomérations concentrées ? Tout cela n'était-il pas, en somme, dans le sens et comme dans le prolongement des tendances urbaines, puisque les hommes étaient appelés à participer, sous ces formes un peu lâches, à une vie sociale peut-être superficielle, mais en somme élargie ? Ici encore, industriels, commerçants, administrateurs, hommes d'affaires, sont intervenus pour donner satisfaction à des besoins qu'ils n'avaient pas créés. — Ainsi se confirme que l'essor de l'industrie n'a été possible que dans une civilisation à laquelle les villes ont imposé sans cesse davantage leurs formes matérielles et leur genre de vie.

La masse des produits, disions-nous, tend cependant à augmenter de plus en plus, tandis que la population s'accroît, si elle s'accroît encore, suivant un rythme progressivement ralenti. Oui, mais nous savons aussi que l'industrie traverse des crises de surproduction, par suite des quelles un grand nombre d'entreprises doivent se restreindre, ou s'éliminer : obstacles à la production, qu'on peut comparer aux obstacles à la population dont parlait Malthus. Comprenons bien, cependant, pourquoi l'industrie, malgré le pouvoir d'expansion presque indéfinie qui est en elle, se heurte cependant à des limites.

Il y a surproduction, quand l'offre des produits dépasse la demande. Mais la demande ne se confond pas avec la masse de la population. Il y a d'abord, dans les zones urbaines elles-mêmes, toutes ces catégories sociales qui n'ont que des revenus insuffisants pour affronter de telles dépenses. Non seulement l'industrie, mais l'agriculture pourraient leur fournir des produits, s'ils étaient capables de les payer ; s'ils ont des revenus insuffisants, n'est-ce pas parce qu'ils ne sont pas encore pleinement incorporés dans les villes, qu'ils demeurent hors de la vie et de la substance urbaines véritables ? Mais il y a aussi, les zones non urbaines, ou insuffisamment urbanisées, toutes ces régions de villages et de petits bourgs, qui n'ont pas réalisé les conditions démographiques nécessaires à la croissance de villes, et de grandes villes. Surtout, précisément parce qu'elles ont une autre structure, on n'y trouve pas, en tous cas au même degré, les besoins qui, dans les milieux urbains, alimentent l'industrie, entretiennent une demande qui répond à l'offre. Opposition entre une industrie poussée et nourrie sur un sol urbain, et des coutumes, une organisation économique d'un type ancien, adaptées à des établissements humains moins vastes et moins concentrés. Ainsi s'expliquent ces crises qui, périodiquement, viennent rappeler à l'industrie que les besoins des hommes vivant en groupes ont des limites. Mais ainsi nous apparaît-il plus clairement aussi, et nous est-il confirmé, que la production dans son ensemble, en particulier la production industrielle, repose sur une certaine

structure de la population, et ne pourrait s'accroître et se développer encore que si celle-ci s'étendait à de nouvelles régions, et fortifiait aussi son emprise sur celles qu'elle occupe dès maintenant.

CONCLUSION

[Retourner à la table des matières](#)

Revenons sur deux questions générales qui se présenteront peut-être maintenant à nous sous un jour nouveau. Qu'est-ce que la morphologie sociale par rapport à la sociologie ? En quel sens la morphologie sociale se confond-elle avec la science de la population ?

Soit une réalité sociale telle que la famille. On peut distinguer l'idée de l'institution familiale, des lois et coutumes qui s'y rapportent, des sentiments de famille et de la morale domestique ; d'autre part les familles elles-mêmes, telles qu'elles apparaissent dans l'espace, telles que nous pouvons les décrire extérieurement et les dénombrer. Disons-nous que la morphologie sociale s'en tient aux familles dans l'espace, et que le reste relève d'autres parties de la sociologie ? Mais aucun de ces deux aspects ne se suffit, n'a de réalité, s'il n'est lié à l'autre. Que serait l'idée d'une famille qui ne prendrait forme sensible nulle part et en aucun temps ? Mais, d'autre part, quelle vie proprement sociale attribuer à un groupe, si, derrière les unités rassemblées, telles qu'elles tombent sous les sens, nous n'atteignons pas des pensées, des sentiments, surtout l'idée de l'organisation qui les unit ? Parlerions-nous (peut-être à tort) de sociétés de fourmis, si elles n'étaient pour nous que des éléments mécaniques, des animaux-machines ?

Distinction relative, qui en revient à opposer simplement ce qui se voit et qui se touche, et ce qui, bien que nous en reconnaissons l'existence, échappe à nos sens. Le pouvoir et les droits du père, la parenté, la filiation masculine, utérine, comment s'en faire une idée si l'on n'imagine pas des êtres qui existent dans l'espace, les membres de la famille ? Inversement, si nous avons sous les yeux le groupe lui-même, il n'est pas question seulement d'êtres visibles, et, entre eux, de liaisons dans l'espace. Ce sont des hommes, non des choses inertes, ou des animaux. Leibniz disait que s'il arri-

vait de la lune sur la terre des animaux à face humaine, nous serions bien embarrassés pour dire si ce sont des hommes. Oui, s'ils y parvenaient par échantillons isolés. Mais si nous les voyions s'entretenir par gestes, s'ils se servaient entre eux d'un langage articulé, comment, dans notre perception même, ne saisirions-nous pas leur qualité d'êtres sociables, c'est-à-dire d'hommes, d'hommes lunaires si l'on veut ? Ainsi, ce qu'il y a d'apparent et de sensible dans le groupe nous découvre sa vie psychologique et morale. Autrement, autant dire qu'au théâtre, quand un personnage est sur la scène, c'est un corps féminin, ses traits et sa figure physique que je perçois, et non la jalousie et la passion de Phèdre, visible dans ses gestes, et que je puis entendre parler par sa voix.

Les termes de formes, de structures, nous orientent vers le monde de la vie. Or c'est bien à l'image de la biologie qu'Auguste Comte proposait de diviser la sociologie en une anatomie et une physiologie sociales, étude des organes, et étude des fonctions. La morphologie est-elle donc l'étude des organes de la société ? En biologie, vus sous l'aspect structure, les organes représentent ce qu'il y a de permanent dans l'organisme, ce qui change le moins, en tous cas ce qui change lentement. La fonction est, aussi, constante en ce sens qu'elle reproduit d'ordinaire périodiquement le même processus. Mais c'est un processus, c'est-à-dire une succession d'états, un changement incessant à travers des passages ou repassages par les mêmes étapes. Certes, les organes s'usent, ils se renouvellent, ils évoluent. La matière vivante s'écoule sans cesse. Mais la forme demeure, et c'est cet aspect stable du corps que nous appelons sa structure.

Si nous essayons d'introduire la même distinction dans la vie sociale, nous serons bien plus embarrassés. Une constitution, par exemple, détermine quels seront les organes de la vie politique, assemblées, cours suprêmes, hauts dignitaires : elle fixe aussi leurs attributions, leurs pouvoirs, leurs fonctions. Mais tout ce que la société politique a déterminé, elle peut le modifier, qu'il s'agisse du nombre, de la forme, de la disposition des organes, aussi bien que de l'étendue et de la nature même des fonctions. Comment distinguer ici et opposer le permanent et le changeant ? Il arrive qu'une fonction soit plus stable et dure plus longtemps qu'un organe, de même que l'inverse.

Reconnaissons cependant qu'il existe dans les groupes sociaux des arrangements, des dispositions qui tendent à subsister, à demeurer tels quels, et qui opposent une résistance à tout changement. Toutes les fois que les institutions se modifient, elles se heurtent à cette résistance. Il faut qu'elles s'adaptent à une structure antérieure, et aux habitudes qui lui sont liées dans les groupes qui sont ou doivent être le support des institutions. Quand une religion universaliste, le christianisme, s'est substituée aux religions de cités, de tribus, aux cultes de divinités locales, il lui a fallu tenir compte du particularisme religieux préexistant. On a substitué des saints aux génies locaux. Tout ce qui subsiste d'éléments païens dans le christianisme y a été introduit en raison des habitudes propres aux groupes qu'il absorbait. De même, et pour la même raison, les divisions en diocèses, paroisses, etc., furent calquées sur des divisions administratives romaines. Sur le plan politique, en France, depuis le XVII^e siècle, tous les régimes ont maintenu une centralisation conforme à la structure d'une population que la royauté avait de bonne heure pliée à ce type d'organisation. Bien que les institutions économiques transforment profondément les coutumes des hommes, qu'il n'y en ait pas qui réussissent aussi bien à détruire en peu de temps les modes d'activité traditionnels, et à créer de toutes pièces de nouveaux genres de vie, elles aussi ont dû s'adapter aux dispositions des communautés anciennes. Dans l'agriculture surtout,

comme le montre la répartition des zones de grande, moyenne, petite propriété. Mais dans l'industrie aussi : localisation des diverses branches, des métiers, subsistance de la petite industrie en telles régions, en telles villes, possibilités d'établissement et d'extension de la grande industrie, tout cela révèle, en beaucoup de cas, l'influence persistante des conditions économiques qui caractérisaient autrefois les diverses parties du pays.

D'où vient cette force propre aux arrangements durables des groupes humains, force d'inertie le plus souvent mais aussi, quelquefois, force d'évolution ? Car de tels groupes sont capables aussi de changer de forme en raison de celle qu'ils ont prise, alors même qu'ils exercent la même fonction, qu'ils sont soumis aux mêmes institutions. Elle s'explique par deux conditions qui s'imposent à tous les groupes humains. Bien qu'une société soit faite avant tout de pensées et de tendances, elle ne peut exister, ses fonctions ne se peuvent exercer que si elle s'installe et s'étend quelque part dans l'espace, si elle y a sa place. Il faut qu'elle soit liée dans son ensemble et ses parties à une certaine étendue — de telle position, de telle grandeur, de telle figure — du sol matériel. D'autre part, faite d'unités humaines juxtaposées, qui sont des organismes vivants, elle a aussi un corps organique, avec un volume, et des parties qu'on peut dénombrer ; elle peut s'accroître, diminuer, se diviser, se reproduire. En d'autres termes, de même qu'un corps vivant est soumis en partie aux conditions de la matière inerte, parce que, par tout un aspect de lui-même, il est une chose matérielle, une société, réalité psychique, ensemble de pensées et tendances collectives, il a cependant un corps organique, et participe aussi à la nature des choses physiques. C'est pourquoi elle s'enferme, à certains égards, elle se fixe dans des formes, dans des arrangements matériels qu'elle impose aux groupes dont elle est faite. Elle dépose ainsi en quelque sorte ses habitudes dans les parties de la population auxquelles elle s'étend, elle les leur confie.

Ainsi les conditions matérielles de la société opposent leur résistance au jeu de ses fonctions, à la transformation de ses organes, à sa vie et à son évolution. Cet aspect de la vie collective, c'est-à-dire les groupes en tant qu'ils sont dans le monde des corps et se trouvent pris dans le courant de la vie biologique, mais surtout (puisque à cette condition nous restons dans le domaine du social, de la pensée collective) en tant qu'ils se représentent eux-mêmes à eux-mêmes comme choses dans l'espace et comme réalités organiques, tel est l'objet de la morphologie sociale. Il paraît ainsi suffisamment défini par rapport à l'objet de la sociologie en général, qui est la société sous tous ses aspects.

Puisqu'il n'est aucune des sociétés qui n'ait une forme matérielle, la morphologie sociale les embrasse toutes, et on pouvait en entreprendre l'étude en passant en revue toutes les sections principales de la sociologie. C'est ce que nous avons appelé la morphologie au sens large, qui se décompose d'ailleurs en autant de morphologies particulières qu'il y a d'espèces distinctes de communautés, ou, plus exactement, de types différents de vie sociale.

Or, la recherche poursuivie dans ces divers cadres nous a conduits à une distinction capitale. Envisagés séparément, par exemple étudiés dans le domaine des faits religieux, politiques, nationaux, ou en sociologie économique, les caractères morphologiques semblaient surtout aider à nous faire mieux comprendre chacun de ces ordres de réalité collective dans ce qu'il a de spécifique.

Le nombre des fidèles, l'étendue dans l'espace de la société confessionnelle, sa division en petits groupes isolés ou sa concentration en masses denses, et, encore, la structure des églises, telle qu'elle apparaît dans les emplacements réservés aux centres ecclésiastiques, aux couvents, aux lieux consacrés : comment tout cela n'exercerait-il pas une influence très forte sur l'intensité des croyances, sur la prédominance de telle ou telle forme de dévotion, sur l'unité du dogme, l'identité des rites ? Et tels changements dans ces conditions spatiales ne sont-ils pas au point de départ de transformations purement religieuses : esprit et tendances de l'Église, définition du dogme, schismes, formation de sectes, resserrement ou relâchement de la discipline, etc. ?

De même les institutions politiques et les représentations collectives correspondantes sont en rapports étroits avec les formes et l'étendue des groupes. Les despotismes asiatiques, grand roi et satrapes qui pliaient sous leur pouvoir absolu et arbitraire de vastes populations dispersées, aux frontières mal définies, grands corps amorphes et peu articulés, font un vif contraste, à cet égard, avec les cités grecques, de territoire plus limité, avec des habitants plus concentrés : conditions favorables à une vie politique plus animée, aux assemblées du peuple sur la place publique, aux magistratures électives, aux changements fréquents de forme de gouvernement, révolutions, luttes de factions, etc. Dans l'empire romain, au moment où son étendue territoriale est la plus grande, sans qu'il soit encore ébranlé par les invasions, on voit apparaître une organisation complexe et bien réglée, provinciale, municipale, des codes homogènes élaborés par de grands jurisconsultes, une hiérarchie de fonctionnaires, des collèges professionnels, un droit véritable. A la différence des tribus germaniques : celles-ci, moins étendues, moins sédentaires, n'ont pas dépassé l'organisation de village ; leur cohésion repose le plus souvent sur la fidélité personnelle vis-à-vis du chef ; elles ne connaissent que des coutumes non écrites. Plus tard, en France, il faut attendre que les populations des groupements locaux qui correspondent à ce que seront les provinces soient rapprochées, que les contacts et relations entre leurs habitudes deviennent plus fréquents, avant que les légistes élaborent un droit nouveau qui fondera la constitution monarchique. Tous les changements politiques qui se sont produits depuis, ne peut-on pas les rattacher aussi à des progrès dans le sens de l'extension et de la concentration : formation des ensembles nationaux, développement des grandes agglomérations ? Derrière les conflits entre les doctrines et les partis politiques, apercevons des groupes qui s'opposent parce qu'ils n'ont pas les mêmes modes d'établissement dans l'espace, ni, toujours du point de vue matériel, la même cohésion et la même dualité.

De même, on reconnaîtra sans peine que l'organisation de l'industrie, le rendement de la production, l'étendue de l'offre et de la demande résultent en dernier ressort de la grandeur des entreprises, de la masse des agglomérations ouvrières, et de la répartition numérique des diverses classes sociales.

Ainsi, aux diverses activités sociales correspondent des structures particulières qui en résultent, mais aussi qui réagissent sur elles et les modifient dans leur nature religieuse, politique, etc. C'est pourquoi l'histoire des institutions correspondantes reste si souvent obscure. Quelle était la proportion des chrétiens en Gaule, aux V^e, VI^e, VII^e siècles ? Quel a été l'accroissement de la population, plus particulièrement dans les villes, en France, dans la seconde moitié du XVIII^e siècle ? Quelle y était l'étendue moyenne des entreprises, à la veille de la révolution industrielle ? Si nous pouvions répondre à ces questions, et à d'autres encore du même ordre, nous aurions quelque chance de mieux comprendre l'évolution des croyances et des institutions sur ces divers plans.

En ce sens, l'étendue, la densité de ces groupes, leurs changements de forme, leurs déplacements font corps avec tel ordre particulier de faits sociaux, et en sont inséparables, comme s'ils l'exprimaient à leur manière. Il y a, par exemple, un espace religieux, qui ne se confond pas avec l'espace économique, de même que l'entourage matériel ou le cadre local s'accorde avec le sujet d'un tableau dont il forme le fond, et n'est pas le même pour les tableaux de genre, les scènes historiques, les portraits, ou les natures mortes : comme si le sujet avait créé son atmosphère, et transformé à son image la partie de l'espace où il s'est ainsi projeté. Ainsi chaque fonction de la vie sociale s'exprime par la forme spatiale des groupes qui lui sont rattachés.

Mais ces mêmes faits, qui constituent l'aspect physique et organique des diverses activités collectives, pourquoi ne les envisagerions-nous pas exclusivement dans leur nature de faits morphologiques ? En rapprochant et reliant les uns aux autres ceux que nous pouvons observer séparément, comme formes extérieures des groupes religieux, comme cadres matériels des organisations politiques, comme structures dans l'espace des économies, ne constituerons-nous pas, ou même ne retrouverons-nous point un ensemble homogène et indépendant de faits de population dont l'unité avait été artificiellement brisée ? Car il s'agit souvent des mêmes hommes, des mêmes groupes, vus sous divers aspects, comme des figurants de théâtre qui, en des scènes successives, se présentent tantôt comme une foule en liesse, comme des soldats qui défilent, comme des fidèles qui sortent de l'église : ce sont cependant les mêmes hommes, la même troupe.

Que les faits morphologiques doivent être observés et traités ainsi à part, pour eux-mêmes, comme une réalité sociale distincte de toutes les autres, c'est ce qui paraît ressortir d'abord de leur étroite ressemblance, dans quelque cadre particulier qu'ils se développent. En effet, lorsque l'attention se fixe sur eux, elle s'éloigne de ce qu'il y a de spécifique dans chaque genre d'activité et de fonctionnement collectif, et se trouve orientée vers des formes et des mouvements dans l'espace, mais dans un espace physique qui est le même pour tous ces faits, quel que soit le système d'institutions auquel ils se rattachent. En d'autres termes, tout fonctionnement collectif a des conditions spatiales. Mais, si les fonctions diffèrent, il y a en tout cas une analogie évidente entre les arrangements matériels qu'elles supposent, et qui paraissent tous soumis à de mêmes lois générales. C'est en ce sens que toutes les morphologies particulières, en tant qu'études des formes et mouvements matériels des sociétés se rejoignent dans ce que nous avons appelé la morphologie *stricto sensu* qui se confond avec la science de la population.

Il faut, sans doute, aller plus loin. Ne nous figurons pas que les états et mouvements de la population, pris ainsi en eux-mêmes, ne peuvent être aperçus et expliqués que comme le résultat et la combinaison de ceux qu'on a observés d'abord dans les divers cadres de la sociologie : domaines des groupements religieux, des formations politiques, des établissements industriels ou agricoles. Il est en effet très difficile, il est le plus souvent impossible, lorsqu'on veut rendre compte d'un de ces faits morphologiques au sens étroit, tels que l'extension d'une population, la formation des villes, les migrations, de les rattacher exclusivement à des influences propres à l'un de ces domaines plutôt qu'à l'autre. Des déplacements de masses humaines comme les croisades, ont dépendu de motifs religieux, mais politiques et nationaux aussi, et, encore, économiques. Les fluctuations de la natalité, en hausse ou en baisse, peuvent être mises en rapport avec celles des prix, avec l'accroissement ou la diminution du bien-être, mais aussi avec les conditions politiques, avec l'état des idées morales et

des croyances religieuses, avec les transformations de la famille. — Disons-nous que de tels faits résultent de plusieurs séries de causes qui s'entrecroisent, comme autant de sources et d'affluents d'un même fleuve, et qu'on pourrait suivre dans le courant plus large ? Mais, à considérer chacun des individus pris en de tels mouvements, savons-nous, sait-il lui-même, s'il obéit à une seule de ces impulsions ou à plusieurs ? N'est-ce pas le signe que nous avons tort de pousser si loin ou si haut la différenciation, qu'il faut saisir ces phénomènes sociaux plus bas, en quelque sorte, plus près de leurs racines démographiques, au niveau où ils se présentent comme faits de population purs et simples ? La population, comme telle, est une réalité spécifique et autonome en ce sens qu'il faut expliquer des faits de population par d'autres faits de population.

Bien plus. Au cours de l'histoire, ces divers modes d'organisation sociale, lorsqu'ils se sont constitués, ou qu'ils ont changé, ont dû souvent s'adapter aux états et aux mouvements tels quels de la population. Ils y ont trouvé à la fois des obstacles et des points d'appui, la raison de leurs limites, mais aussi le moyen de leur extension. Les progrès du christianisme n'auraient pas été si rapides s'il n'y avait pas eu déjà des cités importantes, où il a pu prendre pied, d'où il a rayonné de la ville dans la campagne, s'il n'y avait pas eu des routes de terre et de mer, des courants de circulation. Cette religion a trouvé son point d'appui d'abord dans l'agglomération populeuse de Rome, plus tard dans les établissements des Francs, et ses limites dans l'étendue même des groupes au sein desquels elle s'est d'abord implantée. Le mahométisme s'est répandu très vite et très loin, parce qu'il a été la croyance de peuples en mouvement, nomades et conquérants.

Autres exemples : toute l'organisation politique du monde gréco-romain reposait sur le recrutement d'esclaves dans des populations barbares nombreuses et fécondes. D'autre part, les changements historiques les plus décisifs dans la puissance relative des États, dans leur structure interne, aussi bien que dans leur influence au dehors, s'expliquent par les guerres. Or il y a sans doute beaucoup à retenir de l'explication qu'en a présentée Malthus pour qui les guerres naissaient le plus souvent d'un excès de population ici, ailleurs d'un affaiblissement démographique temporaire ou durable. Enfin l'industrie, la grande industrie a modifié sans doute dans une large mesure la distribution des hommes dans l'espace. Mais elle n'aurait pu s'installer et se développer en des régions où elle n'eût pas puisé sa main-d'œuvre dans des masses compactes; elle ne serait pas née dans des pays peu peuplés et surtout de population stationnaire, trop peu denses, sans grandes voies de circulation, qui ne lui auraient pas assuré des débouchés suffisants.

Au reste, beaucoup d'entreprises et d'organisations sociales nouvelles étaient apparues déjà de bonne heure à l'état sporadique, ici et là. Ne se seraient-elles pas réalisées plus tôt, dans les pays où elles existent depuis peu de temps, et ne se seraient-elles pas répandues sur des régions bien plus vastes, si elles avaient eu la vertu de créer par elles-mêmes les conditions démographiques sans lesquelles elles ne pouvaient se constituer ?

La population a ses tendances et ses mouvements propres. Elle résiste aux extensions et aux changements de forme trop brusques et brutaux qu'on veut lui imposer. Il arrive aussi qu'elle dépasse le but, qu'elle déborde hors du cadre des institutions où elle a été quelque temps enfermée, qu'elle entraîne des conditions nouvelles qui obligent la société à modifier ses lois et ses coutumes, à remanier son organisation. Loin d'être l'effet et la suite nécessaire d'autres ordres de faits sociaux, c'est elle, le

plus souvent, c'est sa grandeur et sa distribution, telles qu'elles résultent d'un développement spontané, qui les rend possibles.

Mais parvenus ainsi, comme à une couche géologique des terrains primaires, jusqu'aux structures de la population, qui seraient aussi les substructures de toute la vie sociale ne se trouve-t-il point que nous sommes descendus trop bas, trop près du sol et de la matière, trop près du fonctionnement biologique des cellules sociales que sont les corps vivants ? Si l'on ne peut parler de société que là où l'on rencontre des représentations collectives, si toute formation sociale doit présenter un contenu de pensée, pensée enveloppée et à demi consciente ou pensée développée, pensée en acte, avec les faits de population purs et simples ne sommes-nous pas sortis de cet ordre de réalités, et ne touchons-nous pas le plan des réactions mécaniques et pleinement inconscientes ou, à la rigueur, d'une activité instinctive, mais tout engagée et emprisonnée dans le flot trouble de la matière vivante ?

De fait, tenons-nous-en à la nature, à la structure, à l'étendue du sol occupé, vallées ou montagnes, fleuves, chemins naturels ou artificiels, maisons et agglomérations de maisons, d'usines, de magasins, de dépôts de matière première ; si les hommes n'étaient, alors, qu'une poussière inerte telle que le sable des dunes, ils se distribueraient ici et là au gré de ces accidents, s'écarteraient des obstacles, se répandraient dans les vastes espaces libres, tantôt attirés par les uns, tantôt repoussés par les autres comme des corps aimantés. La morphologie de la population se réduirait à une sorte de mécanique des corps inertes, à quoi se rattacheraient quelques chapitres de physiologie animale, pour expliquer le mouvement naturel de la population, soumis, semble-t-il, aux forces purement organiques de la génération et de la mort.

Pourtant, nous l'avons vu, bien que l'ensemble des faits de population aient un aspect physique ou vital, ils sont en eux-mêmes d'une tout autre nature : ce sont des faits sociaux. Leurs formes, — extension, rythme d'accroissement, ampleur des déplacements, figure, etc. —, spatiales et matérielles, n'en supposent pas moins tout un jeu de pensées, d'états affectifs, d'impulsions, dont nous avons à peine conscience parfois. Il n'en est pas moins vrai que les groupes, les masses agglomérées, en mouvement, en reproduction, se représentent à leur manière la place qu'ils occupent dans l'espace, leur volume, leur accroissement, suivant quel ordre leurs parties sont disposées, dans quelle direction elles s'écoulent. Il le faut bien pour qu'ils puissent, comme par une activité concertée, se déplacer, accroître ou réduire leur volume, modifier leur structure.

De tels états et changements se prêtent sans doute à la mesure, au calcul, aux comparaisons quantitatives, tout comme les objets et caractères de nature physique. Ils ne se confondent pourtant point avec des données purement matérielles, pas plus que la conscience que nous prenons de nos membres et de nos mouvements n'est en elle-même un ensemble d'organes et de déplacements dans l'espace.

C'est ce qui nous est apparu, à mesure que nous analysions l'un après l'autre les principaux traits de la population, dont plus d'un nous a paru d'abord assez mystérieux. Pour trouver le mot de l'énigme, comment ne point invoquer une routine possible, une imagination, ou une illusion commune au groupe, quelquefois aussi, au contraire, un sens intuitif et profond, un instinct collectif qui équivaut à une sagesse supérieure, sens des conditions d'un équilibre, sens du caractère presque indéfini de la prise que la population, mais elle seule (en se plaçant à son point de vue propre, et en cheminant par ses voies) peut avoir sur elle-même ?

Ainsi, nous l'avons vu, la population de la terre, quant à l'accroissement de son volume et quant à son extension dans les divers continents, obéit non pas surtout à des forces physiques, diffusion mécanique, inertie, fluidité, viscosité, non plus qu'à la poussée physiologique de l'instinct de reproduction, mais à des dispositions collectives, en particulier à la résistance à demi consciente qu'un groupe de population qui, depuis assez longtemps, occupe une même partie de l'espace, oppose à tout changement de forme, surtout à tout changement rapide : ce que nous appelons l'habitude et la tradition, mais dans leur application aux arrangements matériels humains.

Quant aux déplacements de population, en particulier aux migrations sous leurs formes modernes, elles ne sont comparables qu'en apparence aux mouvements aveugles par lesquels les corps inertes, les plantes, les animaux, et leurs germes se répandent dans l'espace. Elles résultent des tendances qui se forment à l'intérieur des groupes d'immigrants, plus ou moins intenses suivant ce qu'est la densité du peuplement dans les pays d'arrivée et de départ, et qui sont modifiées aussi par les dispositions et volontés de ces pays.

Voici maintenant d'autres faits, et aussi d'autres problèmes : la répartition des êtres humains suivant le sexe et suivant l'âge. L'une et l'autre ne dépendent-elles que de facteurs biologiques ? L'équilibre numérique entre les sexes paraît résulter de l'égalité numérique approchée entre les naissances masculines et féminines, qui semble être lui-même l'effet de causes organiques. Se maintiendrait-il cependant, en des populations qui pratiqueraient l'infanticide, et où l'on traiterait les femmes comme des bêtes de somme ou des esclaves ? Mais les prescriptions et coutumes qui favorisent ainsi l'équilibre entre les sexes ne sont-elles pas en rapport avec un trait de structure bien apparent dans nos sociétés, savoir la multiplication des couples monogamiques, qui tend à mettre les deux sexes sur un pied d'égalité ? La succession des âges s'explique aussi, pourrait-on croire, par des conditions purement organiques. Pourtant, là encore, pour que l'équilibre entre les âges soit maintenu, il faut bien que la société intervienne, qu'elle surveille et modère la concurrence vitale entre les moins âgés et les plus âgés. La mythologie a imaginé un guide des âmes après la mort ; la société est l'organisateur du cortège pour les vivants tantôt elle le ralentit, tantôt elle l'accélère.

Il en est de même, enfin, de ce qu'on appelle le mouvement naturel de la population : naissances et décès. À première vue encore, quoi de plus physiologique et de plus aveugle que l'instinct de reproduction ? Malthus s'en inquiétait. Cet instinct, disait-il, empêche l'espèce humaine de s'éteindre, mais aussi, en poussant les hommes à se multiplier trop et trop vite, il crée des populations misérables qui succombent sous leur masse comme ces forêts dont les arbres, les arbustes, les plantes étouffent sous leur luxuriance même et leur végétation trop touffue. Oui, si la société ne réagit pas. Malthus croyait d'ailleurs, qu'elle pouvait réagir, par la limitation ou le retard des mariages. Mais il y avait en elle d'autres pouvoirs plus efficaces encore, qu'il n'y soupçonnait pas. Assez élevée pendant longtemps, la natalité, depuis un demi-siècle, a baissé très fortement par limitation des naissances dans le mariage même. Résultat de conditions nouvelles (en particulier des structures urbaines) qui favorisent l'individualisme. Par ce moyen, la société a réussi à contrôler les naissances. Par là s'explique aussi la très forte diminution de la mortalité. Ce n'est point la nature biologique des hommes, c'est leur milieu qui a changé : on y attache plus de prix à l'existence individuelle. Ainsi, derrière tous ces faits de population, nous apercevons une activité collective qui élabore en quelque sorte les données biologiques, et les oriente.

Une fois reconnue l'existence d'une telle activité, comment la définir en s'en tenant aux faits de population ? Les groupes humains, vus du dehors, se présentent, nous l'avons dit, comme des corps plus ou moins vastes, composés d'unités matérielles. Mais comment conserveraient-ils quelque temps leur forme et leur structure, et comment se déplaceraient-ils d'ensemble, s'ils n'avaient pas de quelque manière conscience du nombre et de la disposition de leurs parties, et aussi de leurs mouvements ? Cette conscience est souvent obscure, mal définie, mais elle n'en existe pas moins, et elle n'en est pas moins active.

Voici une foule, sur une place ou dans une rue, resserrée sur un étroit espace. Chacun de ses membres perçoit son corps, mais aussi les corps voisins ; il perçoit confusément la foule tout entière. On peut faire abstraction de tout ce qu'il y a d'autre dans sa pensée. Multiplions les contacts entre ces hommes : cette représentation tendra à s'élargir. Elle n'est, d'ailleurs, en chacun d'eux, qu'un aspect de ce qu'elle est chez tous : on peut même dire qu'elle s'impose à eux du dehors, avec une force qui vient de ce qu'elle se retrouve chez tous. Rentrés chez eux, dispersés dans les maisons, les magasins, les usines, ou s'attardant encore sur les voies publiques, ces hommes, avec tous ceux qui habitent la ville, ont pour les mêmes raisons, de la même manière, le sentiment de former un ensemble étendu ou dispersé dans l'espace. Ils n'ignorent point, au moins en gros, la forme et la figure matérielle, la densité et les mouvements internes de cet ensemble. Ici encore, on peut oublier tout le reste, et ne retenir que ce genre de pensée qui se fixe sur une population, sa grandeur, et sa place, etc. Que les mêmes hommes, maintenant, soient considérés hors de la ville, répandus dans la campagne, dans une région limitée, dans une province, dans un pays ; la population qui les environne leur apparaîtra encore comme une masse matérielle, en y comprenant l'aspect des lieux, la place des habitations, la direction des routes, mais dans leur rapport avec les groupes, comme le cadre à la fois physique et humain où ils sont compris.

Qu'il s'agisse, d'ailleurs, des populations en repos ou en mouvement, il en sera de même. Courants de circulation dans les villes, courants de peuplement, courants de migration : l'homme est toujours conduit à se considérer comme une unité ou une partie de tels ensembles, qui participe à leur activité commune en tant qu'elle se réduit à n'être que l'immobilisation ou le déplacement d'une masse humaine dans l'espace.

Considérons-les, encore, dans leur accroissement, leur diminution, dans leur structure démographique stable ou changeante. Il semble que de tels mouvements soient trop complexes pour être atteints autrement que par les dénombrements et les statistiques. Pourtant les groupes, les hommes dans les groupes prennent bien conscience, confusément, de tels états et de tels changements. Pendant une guerre, quand toute une partie de la population adulte masculine est aux armées, ceux qui restent sur place se rendent bien compte de ce que la répartition des sexes et des âges n'est plus le même, du fait seul qu'ils rencontrent et croisent peu de jeunes gens. D'une manière générale, que les morts, les naissances, ou les unes et les autres se fassent plus rares : si le changement est lent, s'en apercevra-t-on ? Mais, dans une région, à une époque où les naissances et les morts sont fréquentes, la vie d'un homme paraît moins précieuse que là où ces événements sont plus exceptionnels. Suivant qu'une population est en plein essor de croissance, ou qu'elle s'arrête et décline, il y a bien dans le groupe un sentiment général d'expansion ou de resserrement comparable à ce qu'on éprouve, sur le plan économique, en période de prospérité ou de dépression : « climat » démographique ou économique différent, qu'on

remarquerait davantage si on passait sans transition d'un état à l'autre. C'est ainsi qu'un bon fonctionnement organique s'accompagne, bien qu'on le remarque moins lorsqu'il se prolonge, d'un sentiment de bien-être.

Il y a donc bien là tout un ordre de représentations collectives qui résultent simplement de ce que la société prend conscience, directement, des formes de son corps matériel, de sa structure, de sa place et de ses déplacements dans l'espace, et des forces biologiques auxquels il est soumis.

Maintenant, à ce genre de représentations peuvent s'en superposer d'autres qui n'ont aucun rapport direct avec l'espace ni avec les aspects biologiques des corps sociaux. Pourtant, elles se développent dans des groupes, et elles ont la prétention d'agir sur eux. Bien plus, le genre d'activité qu'elles figurent, et qu'elles déterminent, s'exerce en définitive sur des conditions spatiales, puisqu'il a pour objet d'en réduire l'action, de triompher des obstacles qu'elles opposent à la vie proprement collective. Il s'agit, en effet, d'imposer des croyances religieuses uniformes à des hommes divers et dispersés, de les propager à des groupes éloignés, d'en assurer la perpétuité, malgré la succession et la discontinuité des générations ; — de soumettre à une même administration, à de mêmes lois, tout un vaste territoire, malgré la diversité des coutumes et traditions locales, et aussi de créer des foyers assez intenses de vie politique, d'accroître le souci du bien public, dans une population dont la pensée reste trop souvent au ras du sol, esprit de clocher ou esprit de boutique ; — d'organiser les échanges, échanges de produits, échanges de services, entre la ville et la campagne, de ville à ville, de pays à pays, malgré les distances, et plus généralement de développer la division du travail, par déplacement, rapprochement, fusion de tels et tels groupes de travailleurs, par concentration de masses ouvrières, à travers l'élargissement progressif des relations entre économies. Tout cela suppose un regroupement des hommes dans l'espace, un remaniement des structures matérielles de la société. En d'autres termes, les faits de population pénètrent de toutes parts dans les cadres des sociologies particulières, et c'est en ce sens qu'il existe une morphologie au sens large, qui étudie la population et ses formes dans leurs rapports avec les diverses activités de la société.

Mais alors, n'arrive-t-il pas que les représentations morphologiques (au sens étroit), ou la prise directe que la société a sur l'espace et la matière, se trouvent modifiées par ces activités particulières, en tel ou tel sens, suivant leurs fins particulières aussi ? Pourquoi les croyances religieuses n'inciteraient-elles pas les groupes où elles sont puissantes à se concentrer, à se déplacer, et ne joueraient-elles pas un rôle, dans la fécondité des familles qui s'y rattachent ? La formation des grands États modernes, le développement de la grande industrie n'ont-ils pas eu leur part dans les tendances qui ont porté les hommes à se rassembler en de grandes agglomérations etc. ? Si les diverses activités, économiques, politiques, peuvent ainsi altérer la distribution des hommes dans l'espace, et le volume de leurs groupes, nous n'aurions plus le droit de détacher les faits de population de tous les autres, et de les étudier seulement en eux-mêmes.

L'essentiel est, cependant, que les lois auxquelles obéit la population ne changent pas, suivant qu'on l'envisage dans tel ou tel ensemble collectif (dans l'Église, dans la nation, dans l'industrie, etc.). Ce qui change, ce qui explique que la population paraisse ainsi se particulariser et refléter les tendances de milieux divers, ce sont les conditions mêmes dans lesquelles jouent ces lois, et qui ne sont pas les mêmes, en effet, dans chacun d'eux, mais qui se ramènent cependant à des particularités morpho-

logiques, à des faits de structure. Prédominance, dans l'Église, d'un type démographique traditionnel, et plutôt paysan. De nation à nation, diversité de types démographiques aussi, dont chacun est unifié par les contacts plus fréquents à l'intérieur du territoire. Dans l'industrie, type démographique encore de population concentrée, agglomérée, etc. Du moment que les diverses activités sociales trouvent à s'exercer le mieux, suivant que la structure et la disposition morphologique des groupes est telle ou telle, il est naturel qu'elles tendent à maintenir et développer celles qui leur sont le plus favorables, et que leur influence s'ajoute à la force des tendances propres à la population en elle-même et dans sa nature démographique ? Mais c'est bien celles-ci qui le plus souvent l'emportent, soit qu'elles suscitent les institutions et modes de vie sociale les plus propres à les entretenir et à les accroître, ou qu'elles résistent lorsqu'on veut, au nom de tel intérêt collectif, les transformer, ou leur en substituer d'autres, dépassées depuis longtemps ou prématurées.

De toute façon, s'appliquant, s'identifiant peu à peu à des groupes humains relativement stables et qui ont une structure matérielle définie, toutes les institutions, toutes les grandes fonctions de la société non seulement prennent corps, mais prennent un corps, et s'insèrent, s'installent solidement dans l'espace.

Comprenons bien, maintenant, que les formes matérielles de la société agissent sur elle, non point en vertu d'une contrainte physique, comme un corps agirait sur un autre corps, mais par la conscience que nous en prenons, en tant que membres d'un groupe qui perçoivent son volume, sa structure physique, ses mouvements dans l'espace. Il y a là un genre de pensée ou de perception collective, qu'on pourrait appeler une *donnée immédiate de la conscience sociale*, qui tranche sur toutes les autres, et qui n'a pas encore été aperçue suffisamment par les sociologues eux-mêmes, pour plusieurs raisons.

D'abord, parce qu'ayant pour objet le corps lui-même, le corps physique du groupe, il semble qu'elle se confonde avec lui. C'est ainsi que la psychologie individuelle n'a pas porté tout de suite son attention sur le sentiment interne qu'a chacun de nous de son propre corps, parce que ce n'était ni une idée, ni une perception claire fondée sur la distinction du sujet et de l'objet. Au reste, tant qu'on a cru que la représentation collective n'était qu'une somme de pensées individuelles, comment aurait-on attribué à la société la faculté de percevoir son corps, puisque chaque individu paraissait ne percevoir que son corps à lui, et ceux qui l'entouraient immédiatement ? Une vue d'ensemble n'est pas une juxtaposition de vues fragmentaires. Il fallait reconnaître que l'individu peut percevoir davantage, dans la mesure où il participe à une pensée sociale plus large que la sienne, et non moins réelle. Enfin, comme chacun perçoit très nettement, par la vue et le toucher, son propre corps et ceux qui en sont proches, il oppose la netteté de cette perception au sentiment confus qu'il éprouve quand il pense et agit comme partie ou élément d'une population. En effet, toutes nos démarches à cet égard sont très peu sensibles et presque inconscientes, à l'intérieur de ces vastes ensembles dont nous ne sommes qu'une toute petite unité. C'est pourquoi, qu'il s'agisse des forces qui nous retiennent dans une nation, dans une ville, qui nous portent à n'avoir que peu d'enfants, à prolonger notre vie, à émigrer, nous les apercevons à peine en leur forme sociale, et nous préférons nous expliquer notre conduite par nos motifs individuels, qui nous paraissent clairs. Pourtant ces forces existent, puisqu'elles déterminent des effets sociaux que l'individu comme tel n'a ni prévus, ni voulus. Il faut bien, cependant, qu'il les ait perçues de quelque manière. Sans quoi, comment aurait-il joué sa partie dans cet ensemble ?

Voici une ville dont la population augmente, se fait plus dense et compacte. Voici un pays dans lequel la natalité diminue. Comment l'habitant de la ville et du pays s'en aperçoit-il ? Que perçoit-il de ces mouvements démographiques, des arrangements nouveaux qu'adopte la population dans l'enceinte urbaine plus étroite pour sa masse accrue, du ralentissement dans l'apparition de nouveau-nés, d'une réduction insensible dans le nombre des petits enfants ? On dira qu'il en perçoit peu de chose, de façon partielle et confuse. Cette représentation de l'espace social, de l'accroissement ou de la diminution du volume de la société, il faut bien cependant qu'elle existe, puisqu'elle agit : attraction des grandes agglomérations, qui retient ceux qui y sont entrés, qui y appelle de loin des éléments nouveaux : continuation dans un même sens, pendant toute une série d'années, d'un abaissement de natalité, d'une diminution de l'âge où l'on se marie, comme si le fait qu'un mouvement a commencé en ce sens était une raison pour qu'il se prolonge et même s'accélère. Puisque tout cela ne s'explique point par un jeu de forces purement mécaniques et physiques, il faut bien que le groupe règle et dirige lui-même, par l'opinion, par les coutumes, ces changements de sa forme et de sa structure. Le pourrait-il, s'il ne connaissait à chaque moment le milieu spatial, la disposition des objets qui l'entourent, s'il ne se percevait lui-même aussi de façon continue, dans son volume et ses déplacements ? Mais la connaissance et la perception, dans une société formée de beaucoup d'individus, peut-elle être autre chose qu'une addition d'images morphologiques partielles formées dans les consciences de ceux-ci ? Oui, dans la mesure où elles se complètent et s'éclairent mutuellement, et où, ainsi regroupées et solidaires, elles ne sont que les parties d'une représentation d'ensemble qui les dépasse.

Supposons un groupe de savants qui cherchent à résoudre un problème. Un grand nombre font les premiers pas, quelques-uns vont plus loin, toujours plus loin ; l'un d'eux, enfin, résout le problème. Quand ils connaissent la vraie méthode, ils comprennent que leurs solutions approchées s'inspiraient toutes de la solution exacte entrevue par eux, que celle-ci existait déjà en quelque mesure dans celles-là. Pourtant, la solution exacte est plus, et autre chose, que la somme des solutions approchées, puisque c'est par elle que s'explique tout ce qu'il y avait de juste dans chacune de celles-ci, et cependant qu'elle les dépasse. Ainsi peut-on se faire une idée de la façon dont une représentation collective se réalise partiellement dans les esprits individuels.

Une telle conscience commune des rapports du groupe avec l'espace, comment le groupe, en sa vie propre, faite de représentations actives, pourrait-il s'en passer ? Lorsqu'on sort du sommeil, le premier sentiment qu'on éprouve, c'est celui qu'on a de la position de son corps, de ses membres, de son orientation dans l'espace, par rapport aux meubles, aux murs de la chambre, à la fenêtre, etc. C'est là le premier fondement de notre vie mentale, ce sur quoi tout le reste s'édifiera, et qui n'a pas besoin du reste pour apparaître. Il en est de même du groupe : la connaissance qu'il prend de sa structure et de ses mouvements est à la base de toute la vie sociale. Ne quittons pas l'individu. Il a besoin, en quelque sorte, de reprendre pied dans l'espace. L'espace, le monde des corps, est stable. Les formes y durent, inchangées, ou, si elles changent, c'est suivant des lois fixes, avec des régularités et des retours, qui maintiennent et rétablissent sans cesse en nous l'idée d'un milieu en équilibre. Mais c'est dans cette conscience que nous prenons de notre corps, de sa forme, de ce qui l'entoure, qu'est la condition de notre équilibre mental. Qu'elle s'altère, et l'on verra apparaître des troubles psychiques divers, de l'hallucination à la folie. De même dans le monde collectif. La pensée commune, dans le groupe, risquerait de devenir une pensée maniaque, incohérente, elle s'emporterait à toutes les divagations sociales, se dissoudrait dans les rêves et les imaginations les plus chimériques, si elle ne se

représentait pas de façon continue le volume et la figure stable du groupe, et ses mouvements réguliers dans le monde matériel. C'est là, sans doute, en elle parfois un poids mort, car l'attitude qu'elle a prise en présence de ces formes tend à s'immobiliser elle-même ; mais c'est aussi un lest nécessaire, et parfois comme une force vive, en ce que, dans ces formes, se conserve tout l'acquis de la société, et même son élan.